

LA FAF S'APPRÊTE À LIMOGER
SES ADJOINTS
**Petković prêt
à claquer
la porte ?**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

AVEU D'UN ANCIEN AGENT DE LA DGST
MAROCAINE
**L'œil espion
qui traque
les opposants**

P 11 Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro
Vendredi 17 - samedi 18 juillet 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6797 - 23^e année

P 7

PLUS DE 30 ACCORDS COUVRANT PLUSIEURS DOMAINES SIGNÉS À BERLIN AVEC L'ALLEMAGNE



Ph : DR

Tebboune revient les mains pleines

Le président Abdelmadjid Tebboune a regagné Alger, hier après-midi, au terme d'une visite officielle en Allemagne que l'on peut qualifier de concluante et de fructueuse.

► **AGENDA STRATÉGIQUE DE PARTENARIAT BILATÉRAL**
Alger et Berlin adoptent une déclaration
conjointe

► **CORRIDOR SUD DE L'HYDROGÈNE**
Volonté commune d'aller de l'avant

LIRE EN PAGES 2 & 3

INCENDIE MEURTRIER À LA POUPONNIÈRE DE MOHAMMADIA

L'Algérie pleure ses enfants

► **Le Président au chevet des blessés
à Zéralda**

PP 2 & 4



L'ÉDITO

Tous les observateurs qui suivent de près les activités du président Abdelmadjid Tebboune, en conviendront. Il prépare minutieusement ses actions avant de les rendre publiques. Préparer les conditions de retour de notre diaspora, toutes catégories sociales confondues, est un grand chapitre de son programme. Après la main tendue aux jeunes en situation irrégulière à l'étranger, après différentes actions en direction de notre diaspora (acquisition logement en Algérie, après de meilleurs conditions d'accueil des Algériens qui rentrent au pays et très récemment la création du Haut Conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, etc.), le Chef de l'État en arrive aux opposants politiques qui se trouvent à l'étranger. Il leur tend la main. « Vos critiques et vos propositions alternatives feront avancer la démocratie en Algérie » a-t-il précisé dans son appel lors de sa rencontre, mercredi dernier, avec la communauté algérienne installée en Allemagne. Si l'effet a été plus grand cette fois-ci, le président Tebboune l'avait fait, à plusieurs reprises et notamment

La main tendue aux opposants

lors de sa dernière rencontre, en mai dernier, qu'il tient régulièrement avec les journalistes algériens. Reste à définir ce qu'est un opposant politique ? C'est quelqu'un qui critique l'action politique du gouvernement en place de manière éduquée, civilisée. En expliquant ce en quoi il n'est pas d'accord et en faisant une proposition alternative. Cela n'a rien à voir avec les diffamations et insultes qui nourrissent la violence qu'aucun patriote ne peut souhaiter à son pays. D'ailleurs, en mai dernier, le président Tebboune a été d'une pédagogie imparable : « la liberté d'expression est garantie dans notre pays...Comment des pays occidentaux peuvent-ils prétendre qu'il y a des restrictions en Algérie, en se posant en modèles

de démocratie, et infliger des peines d'emprisonnement à l'encontre de toute personne qui exprime sa sympathie envers la cause palestinienne sur les réseaux sociaux ». D'ailleurs nous croyons savoir que le processus de retour au pays des opposants a déjà commencé. Un homme politique algérien en exil à l'étranger depuis des années a annoncé sur les réseaux sociaux son retour pour la fin du mois en cours. Il n'est pas exclu, dans une autre étape, que d'autres égarés qu'ils soient influenceurs, ou anciens journalistes puissent bénéficier à leur tour de la clémence de la mère patrie. Et les retirer de l'emprise et de la soumission aux services de renseignements étrangers qu'ils endurent présentement. Aujourd'hui d'énormes succès sont enregistrés par l'Algérie. Sur le plan social, économique, diplomatique, culturel. Des mégaprojets sont en cours de réalisation, la sécurité alimentaire est à portée de main, le défi de l'eau potable est relevé, une démographie galopante et des réalisations adaptées qui suivent régulièrement, notre grand et beau pays est aux portes d'un avenir radieux. Il pourra garantir le bien-être à tous ses enfants sincères. L'Algérie nouvelle sera belle, très belle !

Zouhir Mebarki

PLUS DE 30 ACCORDS COUVRANT PLUSIEURS DOMAINES SIGNÉS À BERLIN AVEC L'ALLEMAGNE

Tebboune revient les mains pleines

Le président Abdelmadjid Tebboune a regagné Alger, hier après-midi, au terme d'une visite officielle en Allemagne, que l'on peut qualifier de concluante et de fructueuse au vu des nombreux accords signés et de l'agenda en perspective du renforcement des relations bilatérales entre les deux pays.



Ph: DR

Le président de la République a entamé le programme de sa visite par une rencontre, organisée mercredi dernier, avec les représentants de la diaspora nationale en Allemagne, dont il a écouté les préoccupations et les attentes. Suite à quoi, il a apporté des réponses à leurs questions avant d'instruire le gouvernement d'en prendre en charge les demandes et de les accompagner dans ses projets. Le lendemain, le Président a eu droit à un accueil officiel qui lui a été réservé par son homologue allemand au palais Borsig, où les deux dirigeants algérien et allemand ont eu un tête-à-tête qui a été élargi par la suite aux délégations des deux pays. Le Président a, comme

étape suivante, eu des entretiens élargis avec le chancelier allemand, Friedrich Merz, en présence des délégations des deux pays. Ces entretiens ont été sanctionnés par une conférence de presse conjointe lors de laquelle le président Tebboune a rappelé la genèse des relations algéro-allemandes, établies au lendemain de l'indépendance de l'Algérie en 1962, les qualifiant de « solides et excellentes », et « n'ayant jamais été entachées par aucun différend, et vont de mieux en mieux », soulignant que celles-ci figuraient parmi « les meilleures relations de coopération qu'entretient l'Algérie actuellement ». À cette occa-

sion, une déclaration conjointe sur un agenda stratégique de partenariat bilatéral entre l'Algérie et l'Allemagne, a été rendue publique. Elle a vocation à approfondir la coopération dans les domaines politique, diplomatique, économique, commercial et énergétique, ainsi que le renforcement des échanges commerciaux et des investissements au bénéfice des deux économies. Étape suivante, les deux pays abordent les choses sérieuses. Un Forum économique algéro-allemand s'est ainsi tenu en présence de hauts responsables, et avec la participation d'hommes d'affaires et d'investisseurs issus des deux pays.

Les travaux du forum ont été couronnés par la signature de plusieurs accords dans les secteurs stratégiques et prometteurs, notamment les hydrocarbures, les énergies renouvelables, la transition énergétique, l'industrie pharmaceutique, les industries manufacturières et les technologies de pointe.

UNE AFFAIRE DE SOUVERAINETÉ NATIONALE

Par ailleurs, la supposée « affaire Christophe Gleizes », notamment le journaliste français détenu en Algérie après avoir été condamné à 7 ans de prison ferme pour apologie de terrorisme, comme dossier que des parties hostiles cherchent à amplifier à dessein, s'est invitée en pleine conférence de presse animée par le président Tebboune et le chancelier Friedrich Merz. À une question concernant le journaliste condamné, le chef de l'État s'est contenté d'une déclaration qui a coupé court à toute tentative d'exploitation d'un dossier, relevant de la souveraineté de la justice algérienne, pour taper sur l'Algérie. « Par respect pour la justice algérienne, je ne répondrai à cette question qu'en Algérie. Or, je ne suis pas en Algérie, et par conséquent, je n'y répondrai pas », a tranché le président Tebboune.

Farid Guellil

INCENDIE DE MOHAMMADIA

Le Président au chevet des blessés à Zéralda

Le président Abdelmadjid Tebboune, s'est rendu, hier après-midi, juste après son retour au pays en provenance de l'Allemagne où il était en visite officielle, à l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda, pour s'enquérir de l'état de santé des blessés du tragique incendie survenu à l'Établissement de l'enfance assistée de Mohammadia. Le président Tebboune a écouté les explications fournies par le staff médical chargé du suivi de l'état de santé des blessés de cet incendie. Le président de la République a également échangé avec plusieurs rescapés. Lors de cette visite, le président de la République était accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'Armée Saïd Chengriha, du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ainsi que du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf.

R. N.

31 accords et mémorandums d'entente signés

1 - Un protocole d'accord entre Sonatrach et l'allemande VNG concernant le lancement de négociations pour le renouvellement du contrat de gaz et d'augmentation des quantités exportées.

2 - Un protocole d'accord entre la société Opel et le groupe Halil visant à établir un cadre de coopération future et à explorer les opportunités d'affaires et d'investissement entre les deux parties

3 - Un protocole d'accord entre Sidal et la société allemande Boehringer Ingelheim sur la fabrication de molécules pharmaceutiques stratégiques contre le diabète, l'insuffisance cardiaque et des maladies rénales. Un deuxième concerne le développement d'un partenariat industriel dans le domaine de la recherche et développement.

4 - Cinq protocoles d'accord entre la société allemande Siemens Mobility, la SNTF et l'Entreprise Métro d'Alger "EMA" visant à renforcer la coopération dans le domaine du transport ferroviaire, urbain et le transfert de technologie et d'expertise.

5 - Un accord industriel entre Sonatrach et Bosch concernant la fabrication locale d'électrolyseurs "Electrolyzers" destinés à la production d'hydrogène vert.

6 - Un accord industriel entre Condor et Maincor Rohrsysteme sur le transfert de technologie et la fourniture de matières premières pour la fabrication locale de radiateurs de chauffage central.

7 - Un protocole d'accord entre FRAMNET et l'allemande MAHR visant à renforcer la coopération dans les domaines industriels et technologiques.

8 - Un protocole d'accord entre FRAMNET et WAHL concernant le transfert de technologie pour la fabrication locale des produits WAHL.

9 - Un protocole d'accord entre la société GEKO et le groupe SCHUNK concernant la fourniture d'équipements et la mise à disposition de la formation pour lancer la production locale de faisceaux de câbles pour l'industrie automobile.

10 - Un protocole d'accord entre le groupe Souakri et la société BMK GmbH sur la fourniture d'équipements et le transfert de technologie pour la création d'une usine de production de papier imprégné "Impregnated Paper" utilisé dans les industries du bois et les panneaux décoratifs.

11 - Un accord entre la société PROMEDAL

et la société K.D. Medical Hospital Product GmbH, sur la production locale de dispositifs et de fournitures médicales.

12 - Un protocole d'accord entre le groupe S.FIVE SPA et la société Boreal Light GmbH sur le transfert de technologie relatif aux solutions de dessalement par énergie solaire.

13 - Un protocole d'accord entre le groupe allemand SMS et la "SNS" visant à renforcer la coopération dans la sidérurgie.

14 - Un accord commercial entre le groupe Boussouf Fateh et la société Fleming Hotels concernant la gestion et l'octroi d'une concession d'exploitation (franchise) pour un complexe touristique à Touggourt.

15 - Un avenant à l'accord de l'année 2023 entre la société Friction Tec et la société MOLL Batterien visant à élargir le partenariat dans le domaine du transfert de technologie dans l'industrie des batteries.

16 - Un accord commercial entre la société Friction Tec et la société MOLL Batterien sur l'exportation de batteries fabriquées en Algérie sous licence de la marque MOLL.

17 - Un protocole d'accord entre la société "CITAL" et la société Eisenbarth GmbH concernant la fourniture de composants pour la réparation des équipements électroniques des rames de tramway.

18 - Un accord de partenariat entre ASOR/ASCEND et la société VOLKSLIFT GmbH visant à créer une coentreprise pour la production locale d'ascenseurs.

19 - Un accord commercial entre la société SURFATEC SARL et la société Dieffenbacher Maschinenfabrik GmbH concernant la fourniture d'une ligne automatique de laminage "Lamination" et d'équipements de production de panneaux de mélamine.

20 - Un protocole d'accord entre la société TECHNOCAST et la société HOPPECKE Batterien GmbH & Co. KG concernant le transfert de technologie et la création d'une ligne d'assemblage et de conditionnement de batteries de stockage d'énergie.

21 - Un accord entre les laboratoires Frater Razes SPA et la société Groninger & Co.GmbH vise à renforcer les capacités de fabrication dans le domaine de la biotechnologie.

22 - Un accord entre la société EXWOR et la société Field Equipment and Services sur la fourniture d'équipements de champs pétroliers.

23 - Un accord entre EXWOR et PSE Enginee-

ring GmbH sur la fourniture de technologies d'ingénierie au secteur du pétrole et du gaz.

24 - Un accord commercial entre VET AGRI PHARMA et EQUINEXT SOLUTIONS Deutschland sur la fourniture de machines et d'équipements industriels pour la création d'une unité de production de médicaments vétérinaires en Algérie.

25 - Un protocole d'accord entre OPEN DISK et la société EQUINEXT SOLUTIONS Deutschland visant à établir un partenariat combinant l'expertise allemande en ingénierie et technologie industrielle avec l'expertise locale de la société OPEN DISK.

26 - Un accord de non-divulgence "NDA" entre le groupe Madar et la société Körber Technologies GmbH concernant la protection des informations confidentielles échangées dans le cadre du projet de la Société algérienne des tabacs.

27 - Un accord de coopération pour l'évaluation entre la société Focke & Co. GmbH & Co. KG et le groupe Madar visant à évaluer les besoins industriels de la Société algérienne des tabacs dans le domaine des équipements d'emballage de cigarettes.

28 - Un accord commercial entre « International Company Renewable Solar SARL » et la société « RCT Solutions » sur la réalisation d'études d'ingénierie et la supervision de la construction d'une usine de production de silicium métallurgique pour les industries métallurgiques et l'énergie solaire.

29 - Deux protocoles d'accord entre la société LIVE EO GmbH et chacun des groupes Sonatrach et Sonelgaz concernant le développement de la coopération dans le domaine des solutions numériques et des nouvelles technologies destinées aux secteurs de l'énergie et du gaz.

30 - Un protocole d'accord entre la société TRICERA Energy et la société IRIS pour les industries logistiques et énergétiques visant à renforcer la coopération dans le domaine des projets énergétiques et le développement de solutions énergétiques.

31 - Un protocole d'accord de coopération entre la Chambre Algéro-Allemande d'Industrie et de Commerce (AHK Algérie) et la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) visant à renforcer la coopération, encourager les échanges et accompagner les entreprises algériennes et allemandes dans le développement de partenariats et d'investissements.

ENFANTS DÉCÉDÉS À LA POUPONNIÈRE DE MOHAMMADIA

Mme Georgia Meloni présente ses condoléances à l'Algérie

La présidente du Conseil des ministres italien, Mme Georgia Meloni a présenté, hier, ses sincères condoléances à l'Algérie suite à l'incendie survenu à l'Établissement de l'enfance assistée de Mohammadia (Alger), ayant fait des victimes, soulignant la solidarité de son pays avec le peuple algérien ainsi qu'avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en cette douloureuse circonstance. "En mon nom personnel et au nom du Gouvernement italien, je présente mes plus sincères condoléances suite à l'incendie survenu à l'Établissement de l'enfance assistée à Alger, ayant fait des victimes. Nous exprimons notre profonde compassion aux familles des victimes et aux blessés", a écrit Mme Meloni sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. "L'Italie se tient aux côtés du peuple algérien ainsi que du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en cette douloureuse épreuve", a-t-elle ajouté.

R. N.

ELLE PORTE SUR UN AGENDA STRATÉGIQUE DE PARTENARIAT BILATÉRAL

Alger et Berlin adoptent une déclaration conjointe

L'Algérie et l'Allemagne ont adopté une déclaration conjointe sur un agenda stratégique de partenariat bilatéral, qui a couronné la deuxième journée de la visite officielle du président Abdelmadjid Tebboune en Allemagne.

Ce document souligne l'importance du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la coopération face aux défis mondiaux, tout en poursuivant le renforcement de la coopération dans les domaines politique, diplomatique, économique, commercial et énergétique. L'importance stratégique du partenariat énergétique bilatéral à long terme a été mise en exergue, de même que la coopération pour le développement dans le secteur de l'énergie. L'accent a été, aussi, mis sur la portée stratégique du projet de « Corridor Sud de l'Hydrogène », classé comme projet « Passeur mondiale » et « Route énergétique européenne ». Dans le même contexte, les deux pays ont signé une Déclaration commune d'intention de coopération en matière de réduction des émissions de méthane dans le secteur des hydrocarbures (pétrole et gaz).



Plusieurs accords ont également été signés entre des entreprises algériennes et allemandes. Les deux parties ont enregistré avec satisfaction la tendance haussière des échanges commerciaux bilatéraux, exprimant leur volonté de promouvoir les relations dans les domaines commerciaux et d'investissement au service de leurs économies respectives. Les deux pays ont convenu de réactiver la Commission économique mixte algéro-allemande et de créer un Conseil d'affaires bilatéral, qui constituera une plateforme de dialogue et de mise en réseau entre les communautés d'affaires d'Algérie et d'Allemagne, en parallèle avec les missions et

activités coordonnées par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), le Conseil du nouveau économique algérien (CREA) et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI). Par ailleurs, les deux parties ont convenu d'explorer les opportunités de projets de recherche communs, ainsi que la coopération dans le domaine des technologies émergentes et des écosystèmes d'innovation. Elles se sont également félicitées du dialogue en cours sur les questions de sécurité régionale et internationale, incluant la coopération en matière de défense, de lutte contre le terrorisme, de cybersécurité et de

lutte contre la désinformation, tout en saluant la qualité de la coopération dans les domaines de la migration, du rapatriement, de la réadmission et de la réintégration. Au cours de cette visite, le président Tebboune s'est entretenu en tête-à-tête avec son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui lui a réservé un accueil officiel à la Villa « Borsig » à Berlin. Ces entretiens ont été élargis, par la suite, aux membres des délégations des deux pays. Le président de la République a également eu des entretiens élargis avec le Chancelier allemand, Friedrich Merz. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le Chancelier allemand, le prési-

dent de la République a indiqué que les relations algéro-allemandes, établies au lendemain de l'Indépendance en 1962, étaient « solides et excellentes, n'ayant jamais été entachées par aucun différend, et vont de mieux en mieux », ajoutant que les relations avec l'Allemagne figuraient parmi « les meilleures relations de coopération qu'entretient l'Algérie actuellement ». Il a souligné que l'Algérie demeure un fournisseur de gaz fiable pour l'Europe et a mis en avant l'intérêt de l'Allemagne pour l'approvisionnement en gaz algérien. Il a précisé que sa visite officielle « vise à renforcer certains aspects des relations économiques, sécuritaires et politiques avec l'Allemagne amie, qui verra prochainement le lancement d'un nouveau corridor pour l'hydrogène, potentiellement suivi par d'autres énergies renouvelables comme l'électricité ». De son côté, le Chancelier allemand a souligné l'intérêt de son pays pour le développement de ses relations économiques avec l'Algérie, ainsi que sa volonté d'ouvrir une nouvelle page dans ce domaine. Après avoir salué les relations historiques entre les deux pays ainsi que leur intérêt commun concernant la stabilité de la région, il a mis en avant la volonté des deux pays de renforcer les échanges bilatéraux et la coopération dans les domaines de l'énergie et des matières premières.

M'hamed Rebah

RÉALISATION DU CORRIDOR SUD DE L'HYDROGÈNE

Volonté commune d'aller de l'avant

Le chancelier d'Allemagne, Friedrich Merz, a exprimé le vif intérêt de son pays pour la coopération dans le domaine de l'énergie, notamment à travers le Corridor sud de l'hydrogène. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président Abdelmadjid Tebboune, jeudi à Berlin, il a précisé que l'Allemagne «œuvrera, avec l'Algérie et l'Italie, à aller de l'avant dans la réalisation du Corridor sud de l'hydrogène, au cours des prochains mois». L'importance stratégique du projet du Corridor sud de l'hydrogène (SouthH2), classé en tant que projet "Global Gateway" et "route européenne de l'énergie", qui établit un lien durable et à long terme entre les deux pays, a été souligné dans la déclaration conjointe sur un agenda stratégique de partenariat bilatéral entre l'Algérie et l'Allemagne, qui a été publié à l'occasion de la visite officielle effectuée par le président Tebboune, en Allemagne. Les deux parties ont souligné que, dans le cadre de la diversification des partenariats commerciaux, l'augmentation des approvisionnements en gaz sert l'intérêt des deux parties. Une prochaine réunion ministérielle sera consacrée à ce projet. Par ailleurs, le chancelier alle-

mand a souligné l'intérêt de son pays pour le développement de ses relations économiques avec l'Algérie, ainsi que sa volonté d'ouvrir une nouvelle page dans ce domaine.

Il a déclaré que son pays était "très intéressé par ses relations économiques avec l'Algérie et entend ouvrir une nouvelle page dans ces relations". "Nous souhaitons renforcer conjointement la coopération économique entre les deux pays et plusieurs accords seront signés entre les entreprises allemandes et algériennes en marge de cette visite officielle", a-t-il dit. Il a souligné, dans ce sens, que les deux pays "œuvrent à développer leurs relations bilatérales, à travers ces accords", précisant que les discussions ont notamment porté sur "le climat de l'investissement en Algérie, les garanties juridiques, la transparence et l'efficacité des procédures administratives".

Le chancelier allemand a mis en avant la volonté des deux pays de renforcer les échanges bilatéraux et la coopération dans les domaines de l'énergie et des matières premières. Il a rappelé, dans ce cadre, que l'Algérie dispose d'"une grande réserve" de matières premières, dont le gaz naturel, le pétrole et

les terres rares, relevant que l'Algérie "a apporté, ces dernières années, des contributions majeures au renforcement de la sécurité énergétique de l'Europe, étant le deuxième fournisseur de gaz de l'Union européenne en 2025".

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-ALLEMAND

Dans le cadre de la visite officielle du président Tebboune en Allemagne, les travaux du Forum économique algéro-allemand se sont tenus hier à Berlin, en présence de hauts respon-

sables et avec la participation d'hommes d'affaires et d'investisseurs des deux pays.

À la clé, la signature de plusieurs accords portant sur des secteurs stratégiques et prometteurs, notamment les hydrocarbures, les énergies renouvelables, la transition énergétique, l'industrie pharmaceutique, les industries manufacturières et les technologies de pointe.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a souligné que ce

Forum constitue un événement économique important et "un acquis supplémentaire dans le processus de la coopération stratégique et de partenariat privilégié entre les deux pays amis".

À son tour, le Secrétaire d'État au ministère fédéral des Affaires économiques et de l'Energie, Frank Wetzel, a salué la loi algérienne sur l'investissement, qui prévoit plusieurs facilités, assurant que la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne "est marquée par le succès, notamment dans le secteur de l'énergie".

M. R.

PARTENARIAT ET INVESTISSEMENT

Tebboune échange avec les grands patrons allemands

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Berlin, de grands chefs d'entreprise allemands, dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue en République fédérale d'Allemagne. Cette rencontre, tenue à la résidence du président de la République dans la capitale allemande en présence de représentants de la partie algérienne analogue, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations économiques entre l'Algérie et l'Allemagne, ainsi que de l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement dans plusieurs secteurs stratégiques. Le président Tebboune a poursuivi, hier vendredi, ainsi son programme de visite officielle

en Allemagne, effectuée à l'invitation de son homologue allemand, Frank-Walter Steinmeier. Cette visite vise à consolider les relations bilatérales et à approfondir la coopération entre les deux pays, notamment sur les plans économique, industriel et technologique. La rencontre avec les principaux acteurs du monde des affaires allemand témoigne de la volonté des deux parties de promouvoir les échanges économiques et d'encourager les investissements allemands en Algérie, dans un contexte marqué par les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires et diversifier l'économie nationale.

M.Seghilani

INCENDIE MEURTRIER À LA POUPONNIÈRE DE MOHAMMADIA À ALGER L'Algérie pleure ses enfants

Un incendie d'une rare violence s'est déclaré durant la nuit de mercredi à jeudi au sein de l'établissement de l'Enfance assistée de Mohammadia, à Alger, causant la mort de 11 enfants et faisant 19 blessés, selon un bilan communiqué par les services de la Protection civile.

Parmi les victimes figure également une éducatrice âgée de 52 ans. Les blessés comprennent 10 personnes souffrant de brûlures à des degrés divers, 2 autres présentant des difficultés respiratoires liées à l'inhalation de fumées et sept personnes en état de choc psychologique. 5 pensionnaires en situation de handicap ont, quant à eux, été évacués vers un lieu sûr. Les équipes de secours sont rapidement intervenues pour maîtriser les flammes et prendre en charge les victimes.

SELON LA DGSN : UNE ÉTINCELLE ÉLECTRIQUE À L'ORIGINE DE L'INCENDIE

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé, au lendemain du drame, les premiers résultats des investigations menées par les équipes spécialisées de



la police scientifique et les techniciens de la scène de crime. Selon le communiqué de la DGSN, les constatations effectuées sur place indiquent que l'incendie a été provoqué par une étincelle électrique provenant d'un climatiseur installé dans une chambre située au premier étage de l'établissement. Les enquêteurs précisent que l'appareil fonctionnait de manière continue en raison des

fortes chaleurs enregistrées ces derniers jours, se qui aurait favorisé la survenue de cette défaillance. Les services de sécurité soulignent que l'enquête judiciaire demeure ouverte afin de déterminer avec précision les circonstances de ce sinistre. La DGSN a également présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes et exprimé ses vœux de prompt rétablissement aux personnes blessées.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

À la suite de cette tragédie, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui retrouvait en Allemagne dans le cadre d'une visite officielle au moment du drame, a adressé un message de condoléances aux familles des victimes. Il s'est dit profondément attristé par le décès de ces enfants accueillis au sein de cette structure de protection de l'enfance, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés. Le chef de l'État a souligné que ce drame est survenu au lendemain de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, implorant Allah d'accorder Sa miséricorde aux victimes, de guérir les blessés et de donner patience et réconfort à leurs proches.

Ania N.

Le Gouvernement à l'enterrement des victimes

Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a pris part, jeudi, à l'enterrement des victimes du tragique incendie de la pouponnière de Mohammadia. Les obsèques se sont déroulées dans une atmosphère empreinte d'une profonde émotion. 10 corps parmi les onze enfants décédés ont été inhumés au cimetière de Sidi Rezi-ne, en présence de la famille de l'un d'eux, tandis que la onzième victime a été enterrée par ses proches au cimetière de Boudouaou.

A.N.



HÔPITAL DE ZÉRALDA

Des nouvelles rassurantes des enfants blessés

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, s'est rendue hier à l'hôpital des grands brûlés de Zéralda pour suivre l'évolution de l'état de

santé des enfants blessés dans l'incendie survenu dans un établissement de protection sociale à Mohammadia. Selon le ministre, l'équipe médicale a indiqué que les enfants concernés répondent favorablement au

traitement. Certains d'entre eux pourraient quitter l'hôpital prochainement, après l'achèvement du protocole thérapeutique et la stabilisation de leur état. La ministre a réaffirmé la mobilisation des services de la Solidarité

nationale pour accompagner les enfants et leurs familles, en leur assurant un soutien médical, psychologique et social jusqu'à leur rétablissement complet.

A.N.

PRÉINSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES 2026

Dernière ligne droite avant la clôture de l'opération

Les nouveaux bacheliers n'ont plus que quelques heures pour effectuer leurs préinscriptions universitaires, dont la première phase s'achèvera demain, conformément au calendrier publié par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Les préinscriptions, ouvertes depuis mercredi, s'effectuent exclusivement en ligne via la plateforme orientation-esi.dz, accessible également à l'aide du code QR mis à disposition par le ministère. Les candidats sont appelés à finaliser leurs démarches avant l'expiration du délai afin de pouvoir poursuivre le processus d'orientation universitaire. Selon le calendrier officiel, la confirmation ou la modification de la fiche de vœux se déroulera du 20 au 22 juillet, avant la publication des résultats de l'orientation, prévue dans la

soirée du 30 juillet 2026. Les candidats qui n'obtiendront pas l'un de leurs choix pourront participer à une deuxième phase de formulation de nouveaux vœux, programmée du 31 juillet au 2 août, dont les résultats seront annoncés le 5 août. Le paiement électronique des frais d'inscription et l'inscription définitive des étudiants orientés en première phase auront lieu du 5 au 10 août, tandis que ceux concernés par la seconde phase pourront finaliser leur inscription du 7 au 9 août. Les demandes relatives aux cas particuliers seront déposées via la plateforme PROGRES du 14 au 20 août, avec une publication des résultats le 23 août. La date limite de paiement électronique des frais d'inscription est fixée au 28 août. Par ailleurs, le ministère organisera des cours d'anglais en ligne au profit des nouveaux étudiants du 20 juillet au 20 sep-

tembre 2026. Le ministère invite enfin l'ensemble des nouveaux bacheliers à respecter scrupuleusement les échéances fixées afin

d'éviter toute exclusion du processus d'orientation et d'inscription universitaire.

M.Seghilani

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les résultats définitifs annoncés aujourd'hui

La Cour constitutionnelle proclamera aujourd'hui à 13h les résultats définitifs des élections législatives. «En application des dispositions de l'article 191 de la Constitution et de l'article 211 de l'ordonnance n° 21-01 du 26 Rajab 1442, correspondant au 10 mars 2021, portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, la Cour constitutionnelle informe qu'elle proclamera les résultats définitifs de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale, le samedi 18 juillet 2026 à treize heures (13h00) aujourd'hui Ndlr», a effet fait savoir la Cour dans un communiqué publié jeudi. Dans les résultats provisoires annoncés par le président par intérim de l'ANIE, Karim Khelfane, le Front de libération nationale (FLN) arrive en tête avec 90 sièges, suivi du Rassemblement national démocratique (RND), qui obtient 73 sièges. Le Front El Moustakbal complète le trio de tête avec 59 sièges. Le Mouvement de la société

pour la paix (MSP) décroche 43 sièges, tandis que le Mouvement El-Bina en obtient 38. Les candidats indépendants remportent, pour leur part, 32 sièges.

FRAUDE : 7 PERSONNES EN DÉTENTION PROVISOIRE

Par ailleurs, les investigations judiciaires dans le dossier des recours et plaintes liés aux résultats des élections législatives dans la commune de Bouira El-Ahdab, wilaya d'Aïn Oussera, se sont achevées tard dans la soirée de jeudi. Le juge d'instruction près le tribunal de Hassi Bahbah a ordonné le placement en détention provisoire de sept personnes, dont un élu ayant remporté un siège à l'Assemblée populaire nationale sous la bannière du Front de libération nationale (FLN) dans la wilaya d'Aïn Oussera. 15 autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire.

A.N.

TRAFIC DE DROGUE

18 membres d'un réseau criminel condamnés à Alger

Le tribunal correctionnel de Chéraga a rendu son verdict dans une affaire impliquant un réseau criminel de trafic de stupéfiants composé de 18 personnes, dont 12 placées en détention provisoire à la prison de Koléa.

Parmi les prévenus figurent un ressortissant syrien, un agriculteur et un mécanicien, poursuivis pour leur implication présumée dans un réseau de commercialisation de cocaïne et de substances psychotropes, notamment des comprimés de prégabaline, connus sous l'appellation de « Saroukh », dans les environs de Chéraga.

Le tribunal a condamné le ressortissant syrien, identifié par les initiales Q. Mohamed, à cinq années de prison ferme assorties d'une amende d'un million de dinars. La même peine a été prononcée à l'encontre de onze autres accusés. Six autres prévenus ont, quant à eux, écopé de trois années de prison ferme et d'une amende de 500.000 dinars chacun.

Par ailleurs, le tribunal a acquitté l'un des accusés du chef d'inculpation relatif au port d'une arme de sixième catégorie sans motif légitime. Les magistrats ont également ordonné la confiscation de l'ensemble des objets saisis. Deux accusés en fuite ont été condamnés par contumace à huit années de prison ferme et à une amende de deux millions de dinars, avec maintien des mandats d'arrêt émis à leur encontre.

UNE ENQUÊTE DE LA BRIGADE DE RÉPRESSION DU BANDITISME

Selon les éléments du dossier, cette affaire trouve son origine dans une opération menée par les services de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya d'Alger, qui sont parvenus à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de stupéfiants.

L'opération, conduite par la Brigade de répression du banditisme (BRB) sous la supervision du parquet territorialement compétent, a été déclenchée sur la base de renseignements précis ayant permis d'identifier les activités du réseau et de localiser ses membres.

La première phase de l'intervention a permis de faire échouer une transaction de drogue dans la commune d'El Achour. Les suspects ont été interpellés en flagrant délit, en possession d'une quantité importante de cocaïne et de comprimés de prégabaline.

Les enquêteurs ont également saisi des sommes d'argent provenant des activités de trafic, une balance électronique, des armes blanches ainsi que des fumigènes. Lors du procès, le procureur de la République avait requis des peines allant de sept à quinze années de prison ferme, accompagnées de la confiscation des biens saisis. Après délibération, le tribunal a finalement prononcé les condamnations précitées.

M. S.

GOUVERNANCE, PAIX ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Parlement panafricain trace sa feuille de route

Le président du Parlement panafricain, Fateh Boutbig, a animé jeudi une conférence de presse virtuelle en prélude à l'ouverture de la première session ordinaire de la sixième législature, prévue du 17 juillet au 1er août 2026 au siège du Parlement panafricain à Midrand, en Afrique du Sud.



Cette rencontre avec les médias africains et internationaux a constitué une occasion pour le président de présenter les grandes orientations de cette session, qu'il a qualifiée de « point de départ officiel » du programme d'action de la nouvelle législature. Selon lui, cette échéance représente une étape importante dans la consolidation du rôle du Parlement panafricain au sein de l'architecture institutionnelle et de gouvernance de l'Union africaine. Boutbig a réaffirmé l'engagement du nouveau Bureau élu à renforcer l'efficacité, la crédibilité et la visibilité de l'institution continentale. Il a insisté sur la nécessité de faire du Parlement panafricain une véritable plateforme d'expression démocratique, capable de porter davantage la voix des peuples africains et de contribuer activement aux processus décisionnels de l'Union africaine.

DES PRIORITÉS CONTINENTALES AU CŒUR DES DÉBATS
Au cours de cette session,

les parlementaires africains examineront plusieurs dossiers majeurs liés aux défis actuels du continent. Les travaux porteront notamment sur la gouvernance, la paix et la sécurité, l'intégration économique régionale, le développement durable ainsi que la mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Les différentes commissions parlementaires auront également l'occasion de poursuivre leurs missions de contrôle et d'approfondir le dialogue sur les politiques publiques relatives aux enjeux prioritaires pour l'Afrique. Le président du Parlement panafricain a souligné que l'institution entend jouer pleinement son rôle dans l'accompagnement des initiatives continentales, en favorisant une approche parlementaire fondée sur la responsabilité, la participation citoyenne et la recherche de solutions communes aux défis auxquels fait face l'Afrique. Abordant le thème de l'Union africaine

pour l'année 2026, le Dr Fatah Boutbig a exprimé le soutien du Parlement panafricain à cette orientation stratégique, mettant en avant l'importance de l'action législative et du contrôle parlementaire dans la promotion de la sécurité hydrique et de l'accès aux services d'assainissement. Il a rappelé que la gestion durable des ressources en eau constitue un facteur essentiel de stabilité, de santé publique et de développement économique, particulièrement dans un contexte marqué par les effets du changement climatique et la croissance démographique.

TRANSPARENCE, PARTICIPATION CITOYENNE ET RÔLE DES MÉDIAS

Le président du Parlement panafricain a invité les citoyens africains à suivre les travaux de la session à travers les plateformes médiatiques officielles de l'institution. Il a réaffirmé l'attachement du

Parlement aux principes de transparence, de responsabilité et de participation publique. Il a également salué le rôle stratégique des médias dans la diffusion des activités parlementaires et appelé les journalistes à assurer une couverture professionnelle, rigoureuse et objective des travaux durant toute la période de la session. A noter que la première session ordinaire de la nouvelle législature réunira les membres du Parlement panafricain, les présidents des parlements nationaux et régionaux, les représentants des organes et institutions de l'Union africaine, les États membres ainsi que les partenaires stratégiques. Cette rencontre devra permettre d'échanger sur les grandes priorités liées à la transformation du continent, au renforcement de l'intégration africaine et à la construction d'une gouvernance plus inclusive au service des populations.

Ania N.

SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Une nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées inaugurée à Adrar

Le ministre de l'Hydraulique, Lou-nès Bouzegza, a procédé, hier, à l'inauguration de la station de traitement et d'épuration (STEP) des eaux usées des ksours de Koussène et Bouzène, dans la wilaya d'Adrar, d'une capacité de traitement de 22.320m³/jour. Le ministre a souligné, à cette occasion, que l'objectif principal de la mise en service des STEP est à la fois de préserver la santé du citoyen contre les maladies à transmission hydrique et de préserver l'environnement, avec aussi un objectif à caractère économique, à travers l'utilisation des eaux traitées dans l'irrigation et l'industrie.

M. Bouzegza a précisé que cet ouvrage, qui compte parmi les plus importantes, répond à toutes les exigences et fonctionne selon un procédé de traitement tertiaire et par rayons ultraviolets, ce qui l'habilite à une exploitation dans

l'irrigation des cultures, y compris maraichères. Le ministre a inspecté, par ailleurs, un projet de réhabilitation de la Foggara "Enhil", dans la commune de Tamentit, où une présentation lui a été faite sur le projet de renforcement et de réhabilitation du système des Foggaras (système traditionnel d'irrigation), disséminés sur le territoire de 15 communes de la wilaya d'Adrar, grâce à un programme doté d'une enveloppe d'un milliard de dinars.

Le programme se décline en deux volets, à savoir le renforcement et le raccordement de forages de captage afin d'augmenter le débit des foggaras, ainsi que la remise en état de celles-ci, dans le but de d'accroître leur débit pour atteindre les 47.088 m³/jour et d'irriguer les palmeraies sur une superficie de 942 hectares. Le programme est scindé en 38 lots et englobe 85 foggaras dans 15 com-

munes de la wilaya, a-t-on expliqué. Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur l'importance de cette opération, actuellement en cours, pour la réhabilitation et la sauvegarde des foggaras en tant que patrimoine matériel d'importance majeure. Il a insisté aussi sur la nécessité d'associer les propriétaires des foggaras aux opérations d'entretien, avant de préciser qu'un programme supplémentaire sera alloué, à l'avenir, pour la réhabilitation de toutes les foggaras de la région, qui revêtent une grande importance pour le soutien de l'activité agricole et la préservation des spécificités de la région. Le ministre de l'Hydraulique poursuit sa visite de travail dans la wilaya, et devra inaugurer château d'eau de 2.000 m³ dans la commune d'Adrar, avant d'écouter, au siège de la wilaya, une présentation sur la situation du secteur.

R. N.

PROJET FERROVIAIRE LAGHOuat-GHARDAÏA-EL-MÉNIÂA La BAD débloque 878 millions de dollars pour l'Algérie

Le Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 878 millions de dollars pour la deuxième phase de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El-Méniaa, en Algérie. Le projet doit désenclaver les bassins agricoles et miniers, renforcer la connectivité territoriale et favoriser les échanges avec les pays du Sahel. Le Conseil d'administration du groupe de la BAD a approuvé, le 13 juillet, un financement de 878,09 millions de dollars destiné à la mise en œuvre de la deuxième phase du projet ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El-Méniaa, en Algérie. Cette nouvelle tranche porte sur la construction d'un tronçon de 230 kilomètres entre Ghardaïa et El-Méniaa. Elle s'inscrit dans un programme plus vaste prévoyant une ligne ferroviaire de 495 kilomètres reliant Laghouat, Ghardaïa et El-Méniaa. Le financement couvrira également des aménagements intégrés et des activités d'appui institutionnel, précise la Banque africaine de développement. Le projet sera mis en œuvre par le ministère algérien des Travaux publics et des Infrastructures de base, par l'intermédiaire de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires. « À travers ce financement, la Banque africaine de développement accompagne l'Algérie dans la réalisation d'une infrastructure ferroviaire structurante, porteuse de transformation économique, de connectivité territoriale et d'intégration régionale », a déclaré Mike Salawou, directeur du département des Infrastructures et du Développement urbain du Groupe de la BAD. Selon lui, la nouvelle ligne doit rapprocher les bassins de production des marchés, améliorer la compétitivité logistique et créer de nouvelles possibilités pour les populations et les entreprises implantées le long du tracé. À terme, cette infrastructure devrait également renforcer les échanges entre l'Algérie et les pays du Sahel.

DÉSENCLAVER LES BASSINS AGRICOLES ET MINIERS

Le projet vise à améliorer la compétitivité du transport ferroviaire, à soutenir l'aménagement du territoire et à favoriser l'intégration régionale de l'Algérie. À l'échelle nationale, la ligne doit contribuer au désenclavement des bassins agricoles et miniers des collectivités traversées.

La Banque africaine de développement estime qu'elle permettra de réduire les coûts et les délais d'acheminement des marchandises, tout en stimulant les activités agricoles, agro-industrielles, logistiques, ainsi que celles du bâtiment et des travaux publics. « Ce projet traduit la politique algérienne de diversification hors hydrocarbures, en reliant ses populations, ses mines et ses ports pour une exploitation optimale de ses ressources et la création de richesses », a déclaré Abdoukader Dileïta, responsable du bureau de la BAD en Algérie. « C'est aussi un atout d'intégration régionale, qui conforte la position de l'Algérie comme charnière entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe », a-t-il ajouté. Le programme comprend enfin des formations destinées aux jeunes et aux femmes dans les métiers du ferroviaire, de la logistique, du tourisme et de l'artisanat, ainsi que plusieurs initiatives de développement économique local.

A. N.

LES JOURNALISTES ALGÉRIENS ADRESSENT UNE PÉTITION À L'ONU

« Il faut sauver Naâma Asfari »

Le Réseau des journalistes algériens solidaires de la lutte du peuple du Sahara occidental (JASSO) et l'Association des journalistes et écrivains sahraouis en Europe ont lancé un appel urgent à la communauté internationale face à la dégradation de l'état de santé du détenu civil sahraoui Naâma Asfari, qui poursuit une grève de la faim illimitée depuis le 8 juin dans la prison de Kénitra, au Maroc.



Dans un communiqué conjoint, les deux organisations ont exprimé leur « profonde préoccupation » devant l'évolution de la situation, estimant que l'état de santé du militant sahraoui se détériore de manière alarmante après plusieurs semaines de grève de la faim engagée pour dénoncer ses conditions de détention et les violations de ses droits fondamentaux. Le JASSO et l'Association des journalistes et écrivains sahraouis en Europe tiennent les autorités marocaines pour pleinement responsables de la sécurité et de la vie de Naâma Asfari, ainsi que de toute aggravation de son état de santé résultant de la poursuite de son mouvement de protestation. « L'état de santé du militant sahraoui se dégrade dans un silence préoccupant des autorités d'occupation, dont la responsabilité est clairement engagée », soulignent les deux organisations dans leur communiqué. Face à cette situation, elles appellent l'Organisation des Nations unies (ONU), les organisations internationales de défense des droits de l'Homme et les différentes instances humanitaires à intervenir en urgence afin d'exercer des pressions sur le Maroc pour obtenir la libération immédiate de Naâma Asfari. L'appel porte également sur la libération de l'ensemble des détenus du groupe de Gdeim Izik ainsi que de tous les prisonniers civils sahraouis incarcérés dans les prisons marocaines.

LES MÉDIAS APPELÉS À AMPLIFIER LA MOBILISATION

Les deux organisations mettent en

avant le rôle essentiel des médias dans la sensibilisation de l'opinion publique internationale à la situation des prisonniers sahraouis. À ce titre, elles exhortent les journalistes, les professionnels des médias et les défenseurs des droits humains à intensifier leurs efforts pour faire connaître la grève de la faim illimitée menée par Naâma Asfari, en relayant son combat à travers les médias nationaux et internationaux, les plateformes numériques, les réseaux sociaux ainsi que tous les espaces de communication susceptibles de renforcer la mobilisation. Selon les signataires, une large médiatisation de cette affaire constitue un levier indispensable pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des prisonniers civils sahraouis et sur les violations des droits humains au Sahara occidental.

LES JOURNALISTES INVITÉS À SIGNER LA PÉTITION

Dans ce contexte, le JASSO lance un appel aux journalistes algériens afin qu'ils signent massivement la pétition initiée par Claude Mangin, épouse de Naâma Asfari. Cette pétition, qui sera remise au Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, vise à alerter l'ONU sur l'urgence de la situation et à obtenir une intervention internationale pour préserver la vie du militant sahraoui et garantir le respect de ses droits fondamentaux. Le réseau invite également les professionnels des médias à assurer une large diffu-

sion de cet appel de solidarité afin de renforcer la mobilisation autour du sort de Naâma Asfari et de l'ensemble des prisonniers civils sahraouis.

UNE FIGURE EMBLÉMATIQUE DE LA CAUSE SAHRAOUIE

Considéré comme l'une des principales figures de la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, Naâma Asfari est reconnu par de nombreuses organisations de défense des droits humains comme l'une des voix les plus emblématiques de la cause sahraouie. Selon l'appel lancé par son épouse, Claude Mangin, le détenu sahraoui est désormais à son 39^e jour de grève de la faim, une étape jugée particulièrement critique qui suscite de vives inquiétudes quant à une possible détérioration irréversible de son état de santé.

En conclusion, le JASSO et l'Association des journalistes et écrivains sahraouis en Europe réaffirment leur solidarité avec Naâma Asfari, les détenus du groupe de Gdeim Izik et l'ensemble des prisonniers civils sahraouis, appelant à une mobilisation internationale accrue afin d'obtenir leur libération et de garantir le respect du droit international humanitaire ainsi que des normes internationales relatives aux droits de l'Homme. « Liberté pour Naâma Asfari et pour l'ensemble des prisonniers civils sahraouis », conclut le communiqué conjoint.

M.Seghilani

L'ONG ESPAGNOLE « CEAS-SAHARA » DONNE L'ALERTE

« L'état de santé de Naâma Asfari s'est gravement détérioré »

L'ONG espagnole de solidarité avec le peuple sahraoui CEAS-Sahara a exprimé sa vive inquiétude face à la « grave détérioration » de l'état de santé du prisonnier politique sahraoui Naâma Asfari, appelant à sa « libération immédiate et inconditionnelle » ainsi qu'à une mobilisation urgente de la communauté internationale. Dans un communiqué, l'organisation affirme que la vie du militant sahraoui est désormais « gravement menacée » et exhorte les autorités marocaines ainsi que les instances internationales à intervenir sans délai afin d'éviter « une issue irréversible ». « L'état de santé alarmant de Naâma Asfari heurte directement la conscience de la communauté internationale. Il est intolé-

nable de rester silencieux face à cette atteinte qui met sa vie en danger imminent et bafoue les valeurs les plus fondamentales de justice et de dignité humaine », a déclaré la présidente de CEAS-Sahara, Maite Isla, citée dans le communiqué. Détenu depuis 2010, Naâma Asfari est un défenseur sahraoui des droits de l'homme et vice-président du Comité pour le respect des libertés et des droits humains au Sahara occidental. Le 8 juin dernier, il a entamé une nouvelle grève de la faim pour protester contre sa détention par les autorités marocaines. Il purge une peine de 30 ans de prison, prononcée à l'issue d'un procès devant un tribunal militaire, aux côtés d'autres militants sahraouis arrêtés après le démantèlement du camp de

Gdeim Izik, où des milliers de Sahraouis manifestaient contre les discriminations sociales et économiques liées à l'occupation marocaine. L'ONG rappelle qu'en 2023, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire avait recommandé la libération de Naâma Asfari ainsi que de ses 18 codétenus du groupe de Gdeim Izik. Une recommandation qui, selon CEAS-Sahara, est restée sans suite. Face à la dégradation de son état de santé, l'organisation demande aux autorités marocaines de garantir « immédiatement » au détenu l'accès aux soins médicaux spécialisés dont il a besoin, estimant que sa grève de la faim a considérablement aggravé sa condition physique. CEAS-Sahara souligne également que « la

protection des droits fondamentaux des prisonniers politiques ne saurait être soumise à des intérêts politiques ou diplomatiques » et appelle à une action urgente afin de préserver leur intégrité physique. Enfin, l'organisation réitère son appel à la libération « immédiate et inconditionnelle » de Naâma Asfari et de l'ensemble des prisonniers politiques sahraouis. Elle rappelle que plusieurs mécanismes des Nations unies ont dénoncé les violations de leurs droits durant leur détention dans les prisons marocaines et insiste sur la nécessité pour l'ONU de respecter son mandat au Sahara occidental, notamment à travers l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

M.S.

ACCORD AÉRIEN UE-MAROC

Le Parlement européen approuve un protocole actualisé excluant le Sahara occidental

Le Parlement européen a adopté une résolution approuvant un protocole actualisé de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, en excluant explicitement le Sahara occidental de son champ d'application. Cette décision s'inscrit dans le respect de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui considère le Sahara occidental comme un territoire « distinct et séparé » du Royaume du Maroc. Approuvé le 8 juillet en cours par les eurodéputés, le protocole vise essentiellement à adapter l'accord aérien à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, effective depuis le 1^{er} juillet 2013. Cette mise à jour demeure de nature technique et n'apporte aucune modification aux dispositions fondamentales de l'accord, notamment en ce qui concerne son champ d'application territorial. L'exclusion du Sahara occidental de cet accord est interprétée comme une nouvelle confirmation de la position de l'Union européenne, qui ne reconnaît ni la souveraineté marocaine sur ce territoire ni son autorité sur son espace aérien. Dans un communiqué, le Groupe de travail sahraoui sur les ressources naturelles et les questions juridiques connexes a salué le vote du Parlement européen, le qualifiant de « nouvelle victoire juridique et politique » pour la cause sahraouie. Son président, l'ambassadeur Oubi Bouchraya Bachir, a estimé que l'exclusion formelle du Sahara occidental du traité aérien actualisé constitue « une nouvelle reconnaissance incontestable de la souveraineté sahraouie ». Il a souligné qu'en limitant l'application de l'accord aux seules frontières internationalement reconnues du Maroc, le Parlement européen a réaffirmé que le Sahara occidental demeure un territoire distinct sur lequel Rabat ne dispose d'aucun mandat administratif ou souverain. Le Groupe de travail a également affirmé que cette évolution législative renforce davantage la frontière juridique internationale séparant le Sahara occidental du Maroc et consolide les principes consacrés par le droit international. De son côté, l'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles du Sahara occidental (Western Sahara Resource Watch - WSRW) s'est également félicité de cette décision. L'organisation a rappelé que le protocole adopté est exclusivement destiné à actualiser l'accord à la suite de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et qu'il ne modifie rien son champ d'application territorial. WSRW a souligné que la Cour de justice de l'Union européenne a clairement établi que les accords conclus entre l'UE et le Maroc ne peuvent s'appliquer qu'aux frontières internationalement reconnues du Royaume. Dans un arrêt rendu en 2018, la CJUE avait déjà conclu que l'accord relatif aux services aériens ne pouvait être interprété comme s'étendant au territoire du Sahara occidental. L'organisation a enfin rappelé que la Commission européenne a confirmé à plusieurs reprises cette interprétation, informant les compagnies aériennes européennes que, conformément à la jurisprudence de l'Union, l'accord aérien UE-Maroc ne s'applique pas aux liaisons reliant le territoire d'un État membre de l'UE au territoire du Sahara occidental.

M.S.

AVEU D'UN ANCIEN AGENT DE LA DGST MAROCAINE

L'œil espion qui traque les opposants

De nouvelles preuves viennent confirmer que le Maroc espionne bel et bien les opposants, les hommes politiques, les journalistes, et même des personnalités politiques étrangères selon un article publié jeudi sur le site du journal français Le Monde.

Ce sont de nouvelles preuves à charge qui viennent confondre le Makhzen et prouver qu'il est bel et bien l'instigateur et le bénéficiaire de l'opération d'espionnage à grande échelle via le logiciel espion israélien Pegasus qui avait ciblé de nombreux dirigeants européens dont le président français Emmanuel Macron et le premier ministre espagnol.

Dans son article, les journalistes Damien Leloup et Martin Untersinger rapportent les révélations d'un lanceur d'alerte sur l'arsenal sécuritaire du Maroc en affirmant que : « Mouchards installés avec une clé USB, téléphones vendus avec des logiciels espions, écoutes et caméras cachées... En plus du logiciel Pegasus, le royaume marocain a constitué un puissant arsenal répressif, déployé contre des journalistes ou des cibles politiques ». Les journalistes auteurs de l'article affirment que le témoignage de ce lanceur d'alerte est édifiant et sans précédent, « venu du cœur de l'appareil sécuritaire du Maroc. Un ancien officier de la direction générale de la surveillance du territoire (DGST), le puissant service de renseignement intérieur, a décidé de témoigner des dérives de son ancien service et de la manière dont il contribue à la répression de la société civile marocaine. Ils affirment qu'ils ont gardé secrète son identité par mesure de sécurité.

« Son identité doit rester secrète. On ne peut dire ni son âge, ni le pays où il s'est réfugié, pas plus que décrire son apparence physique ou faire écouter sa voix. Les risques qu'il encourt en prenant la parole sont immenses : lorsqu'il se rend dans un café, il préfère être servi dans des récipients jetables, pour ne laisser aucune empreinte digitale. Dans leur article ils retracent comment ils ont pris attache avec lui pour faire entendre sa voix : « Il a d'abord pris attache avec le journaliste marocain Hicham Mansouri. Après une enquête de plusieurs années, ce dernier s'est rapproché de Forbidden Stories, un média chargé de poursuivre les travaux de journalistes réduits au silence. Sur la base du témoignage de Safir, de documents inédits issus notamment de procédures judiciaires et des services marocains, ainsi que de témoignages de plusieurs autres lanceurs d'alerte, un consortium composé du Monde et de 14 autres rédactions, coordonné par Forbidden Stories et avec l'appui technique du Security Lab d'Amnesty International, détaille la manière dont l'impressionnant arsenal de surveillance du régime marocain a été mis à profit pour

surveiller et faire taire ses opposants ».

UN APPÉTIT DÉVORANT POUR LES TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE

Safir donne des détails sur le mode opératoire de la DGST et les services secrets du royaume. « Ce qui frappe dans son témoignage c'est l'appétit dévorant de l'appareil sécuritaire marocain pour les technologies de surveillance. Le joyau de cet arsenal, c'est bien sûr le logiciel Pegasus. Après les révélations du Monde et de ses partenaires du « Projet Pegasus », en 2021, sur l'utilisation par le royaume du Makhzen de cet outil ultrasophistiqué de piratage des téléphones, Rabat s'était muré dans le déni. Pourtant, Safir le confirme : le Maroc est bien un client de l'entreprise israélienne NSO Group, qui a développé le logiciel espion ». Une affirmation qui doit être mise à profit pour relancer les enquêtes ouvertes en France, en Espagne et même en Belgique et mises sous l'éteignoir pour des considérations peut-être politiques. Safir affirme qu'à cette époque, « pour infecter le téléphone d'une cible, il faut arriver à convaincre cette dernière de cliquer sur un lien piégé. Cela tombe bien, le service est inclus dans le logiciel. La solution offre des outils pour composer des messages ciblés mais anodins ». C'est crucial car la crédibilité du contenu a une grande influence sur la probabilité que la cible clique sur le lien, précise un document interne de NSO Group, récemment rendu public dans le cadre d'une procédure judiciaire aux États-Unis. C'est ainsi que l'avocat Abdessadak El Bouchattaoui a reçu d'alléchantes fausses annonces immobilières, et Maâti Monjib, défenseur des droits humains de premier plan, une offre commerciale d'une salle de sport difficile à refuser. Tous les liens présents dans les messages étaient piégés par Pegasus.

Les révélations de Safir sont édifiantes et sont autant de preuves à charge pour le limier qui voudrait s'y intéresser. « À la fin des années 2010, les commerciaux de NSO Group ont une bonne nouvelle à annoncer à leur client marocain : les techniciens de l'entreprise israélienne ont découvert un nouveau moyen de pirater les téléphones qui ne nécessite plus d'action de la part de la victime. Des salariés de NSO Group font le déplacement pour former les agents de la DGST. Ils nous ont montré une attaque où ils faisaient un appel anonyme et cinq secondes plus tard, le téléphone était infecté », se remémore Safir. Selon des documents internes de NSO Group, l'entreprise met alors à disposition de ses clients une technique de pointe, appelée Heaven, permettant d'installer Pegasus sur les téléphones des cibles en utilisant une faille dans la messagerie WhatsApp. Comme l'avait documenté Amnesty International en 2020, et comme le confirme Safir, la DGST peut par ailleurs intercepter la navigation de ses cibles sur Internet, à l'aide d'équipements spéciaux installés sur le réseau téléphonique, et installer Pegasus sur les téléphones de ses cibles sans action de leur part. Selon le lanceur d'alerte, l'opérateur Maroc Telecom – qui n'a pas



ABDELATIF HAMMOUCHI, DGST MAROCAIN

répondu à nos questions – désactive même dans certains cas discrètement les plafonds de consommation des données des victimes à la demande de la DGST, pour que l'exfiltration des nombreuses informations du téléphone soit totalement indolore ».

« LE MAROC EST UN DES PRINCIPAUX CLIENTS DU LOGICIEL ESPION RCS, DE L'ENTREPRISE ITALIENNE HACKING TEAM »

Le lanceur d'alerte poursuit en affirmant que « tout s'arrête en 2021, lorsque Le Monde et ses partenaires publient le « Projet Pegasus », exposant l'utilisation par le Maroc de ce logiciel espion. Les réunions s'enchaînent au sein de la DGST. Fouad Ali El-Himma, le conseiller du roi Mohammed VI qui supervise les écoutes, est furieux. Aucune utilisation de Pegasus par le pays n'est détectée après l'automne 2021, indice d'un possible arrêt du contrat par NSO Group, dans un contexte où le gouvernement israélien a durci les conditions d'exportation de ce puissant outil ». Contactés, ni la société, ni le Maroc n'ont donné suite aux sollicitations du Monde et de ses partenaires, affirment les journalistes. Pegasus n'est toutefois utilisé qu'en dernier recours, d'après Safir, lorsque tout le reste de l'outillage technologique à disposition du service a échoué. Or son arsenal est extrêmement fourni. Dès 2009, et selon des e-mails rendus publics par un pirate en 2015, le Maroc est un des principaux clients du logiciel espion RCS, de l'entreprise italienne Hacking Team. Le service de renseignement intérieur marocain en faisait une utilisation industrielle : il disposait d'une licence lui permettant d'infecter jusqu'à 2 000 appareils, ordinateurs comme mobiles. Des années avant Pegasus, RCS proposait toute la panoplie du logiciel espion, capable de récupérer la localisation, les photos ou d'activer le micro à distance. De nouveaux documents issus des services marocains montrent que RCS pouvait être installé très facilement sur les ordinateurs au moyen d'une clé USB. Safir confesse l'avoir fait à de nombreuses reprises lorsque ses cibles étaient en transit dans un aéroport : « On confisque un téléphone, on l'infecte et on le rend. Tout est fait en trente minutes environ. La police aux frontières invente une excuse pour faire attendre la personne et lui prendre son téléphone. » Plus étonnant encore, ces documents et le témoignage de Safir montrent que la DGST a installé le logiciel espion sur les ordinateurs

de cybercafés notoirement utilisés par des militants lors des manifestations du Hirak de 2016 et 2017, souligne Le Monde. Victime d'une fuite de données dévastatrice en 2015, Hacking Team a tout de même poursuivi son activité avant d'être rachetée et renommée Memento Labs, et ses outils auraient été utilisés par le Maroc jusqu'en 2024. Selon Safir, la DGST a également eu recours à un logiciel espion conçu en interne pour les smartphones sous Android, en particulier pour viser les activistes militant pour l'indépendance du Sahara occidental. Au-delà des téléphones mobiles, Safir lève le voile sur l'attirail technologique complet à disposition des forces de sécurité intérieures marocaines. Il y a bien sûr les IMSI catchers, des appareils simulant de fausses antennes relais capables d'intercepter les communications mobiles, particulièrement utilisés contre les manifestants du Rif. Il y a aussi NightHawk, un logiciel commercialisé par l'entreprise israélienne Interionet, capable, selon Safir, de prendre le contrôle de n'importe quelle caméra de vidéosurveillance. Parfois, la DGST n'a même pas besoin de recourir au moindre outil technique. Selon le lanceur d'alerte, l'intégralité des communications téléphoniques dans le pays est conservée pendant deux ans. « On peut rechercher n'importe quoi, n'importe quand », affirme-t-il. « Il y a des lois, mais elles ne s'appliquent pas. Personne ne les respecte. Ils s'en fichent des autorisations judiciaires, des mandats », soupire l'ancien technicien du renseignement.

LES OPPOSANTS ET LES MILITANTS SAHRAOUI, LES PLUS CIBLÉS

Le Monde cite la panoplie de moyens utilisés par la DGST et la DGST. « Et puis il y a les bonnes vieilles méthodes. Comme les micros et les caméras cachées, particulièrement efficaces contre ceux qui ne passent aucun appel téléphonique, selon les mots de Safir. Lorsque des vidéos intimes de Fouad Abdelmoumni et de sa fiancée commencent à circuler sous le manteau en 2020, ce défenseur des droits de l'homme n'a aucun doute : elles ont été prises par une caméra dissimulée dans une climatisation. Lorsqu'il l'inspecte pour retrouver le mouchard, il fait chou blanc. Safir confirme toutefois que le procédé a bien été utilisé contre Fouad Abdelmoumni – par ailleurs victime de Pegasus – et que la procédure veut que la caméra soit immédiatement retirée une fois les images censées être compro-

mettantes récupérées. « Nous ne laissons aucune trace », dit Safir. Toute cette surveillance ne vise pas à demeurer dans les dossiers secrets de la DGST : de nombreux défenseurs des droits humains retrouvent des extraits de leurs correspondances privées dans la « presse de diffamation », ainsi que sont surnommés les médias marocains qui servent de caisse de résonance au régime et peuvent mener de violentes campagnes de dénigrement. Safir résume bien cette proximité symbiotique. Au sujet de ChoufTV, l'un de ces médias, il déclare : « Nous filmions les vidéos, prenons des photos et on les leur passe. Ils font partie de la DGST. » Un cas en particulier symbolise l'acharnement des autorités marocaines en matière de surveillance : celui du journaliste Omar Radi, l'un des opposants à la monarchie les plus actifs. Il a été placé sous surveillance continue depuis 2017 jusqu'à son arrestation pour espionnage, viol et agression sexuelle. Condamné en juillet 2021 dans un procès entaché d'irrégularités, il a ensuite bénéficié d'une grâce royale en juillet 2024.

Omar Radi est l'une des premières victimes confirmées de Pegasus au Maroc. Mais, selon le témoignage de Safir, toute la panoplie de la surveillance marocaine a été utilisée contre lui, des IMSI catchers aux caméras cachées, en passant par la surveillance physique. Des caméras miniaturisées, de la taille d'une lentille de contact, ont été installées dans les luminaires de son domicile. La moindre de ses conversations minutieusement retranscrites. Même ses proches et sa famille ont été écoutés et suivis par les services marocains. Lorsqu'il retrouvait des camarades ou des sources dans des cafés, la DGST s'arrangeait, avec la complicité des tenanciers, pour placer des micros sous les tables. Pendant des années, Omar Radi a subi les foudres de la presse proche du pouvoir et des vagues de dénigrement sur les réseaux sociaux. A la suite d'un signalement effectué par Amnesty International, constatant une avalanche de commentaires sous ses publications consacrées au journaliste, Facebook a annoncé en 2021 avoir désactivé une série de faux comptes. Safir affirme avoir vu de ses yeux l'existence d'une cellule de plusieurs dizaines de personnes au sein de la DGST chargée d'inonder les réseaux sociaux et la presse en ligne de commentaires soutenant le régime et défavorables aux opposants. C'est une véritable bombe que vient de dégoupiller le journal Le Monde. La balle est maintenant dans le camp de la justice européenne et dans celui des hommes politiques européens espionnés et qui sont restés de marbre pour des considérations qui restent obscures. Le Maroc est bel et bien le pays où l'espionnage avec l'utilisation des moyens les plus sales est un sport national. La nuée de mouches électroniques qu'il mobilise pour des campagnes contre l'Algérie et contre les opposants ne sont qu'une infirme partie de son sale arsenal et aujourd'hui les masques sont tombés et ses partenaires européens se doivent de réagir.

Slimane B.

ORAN. CHU " DR BENZERDJEB "

"Les métastases cérébrales" au centre d'une journée scientifique

"Les métastases cérébrales" ont été au centre d'une journée d'étude organisée jeudi au Centre hospitalo-universitaire d'Oran " Dr Benzerdjeb ", avec la participation d'enseignants universitaires, de médecins et de chercheurs issus de plusieurs spécialités, dans l'objectif de mettre en lumière l'un des enjeux les plus complexes de la prise en charge des tumeurs et de la neurochirurgie.

Cette rencontre scientifique, organisée par le service de neurochirurgie en coordination avec les services d'oncologie et de radiothérapie, avec le soutien de la Faculté de médecine de l'Université d'Oran, vise à présenter les dernières avancées médicales et scientifiques dans le traitement des métastases cérébrales, ainsi qu'à examiner les moyens d'améliorer l'accompagnement des patients atteints de cette pathologie. L'ouverture des travaux a été présidée par le président du conseil scientifique du CHU d'Oran, le professeur Mahmoud Benatta, et le directeur des activités médicales et paramédicales, le professeur Nazim Kourti, qui ont souligné l'importance de cette rencontre dans le renforcement de l'échange d'expériences entre spécialistes et l'actualisation des connaissances relatives aux nouvelles approches thérapeutiques, contribuant ainsi à une meilleure prise en charge des patients. Les métastases cérébrales sont des tumeurs secondaires provoquées par la migration de cellules cancéreuses issues d'autres organes, notamment le poumon, le sein ou le côlon, vers le cerveau. Leur traitement repose sur plusieurs facteurs, dont la taille, la localisation et le nombre des lésions, ainsi que la nature du cancer d'ori-



PH: DR

gine. Il peut associer la chirurgie de précision, la radiothérapie, ainsi que des traitements ciblés ou des thérapies immunitaires. Dans ce cadre, la cheffe du service de neurochirurgie du CHU d'Oran, la professeure Souad Daoud, a indiqué que " les métastases cérébrales représentent un défi médical et humain en raison de leur complexité et de leur impact direct sur les fonctions vitales du patient et sa qualité de vie ". Elle a précisé que la prise en charge de ces cas nécessite une approche multidisciplinaire, soulignant la mise en place, au niveau de l'établissement, d'un comité médical réunissant plusieurs spécialités afin d'étudier chaque situation individuellement et de définir les stratégies thérapeutiques les mieux adaptées. Cette organisation permet d'assurer une prise en charge coordonnée et d'éviter aux patients des déplacements répétés entre différents services hospitaliers. La professeure Daoud a également rappelé que le traitement des métastases cérébrales exige, en plus de l'intervention des neurochirurgiens, la contribution de plusieurs disciplines, notamment la radiothérapie, l'oncologie, l'anatomopathologie et la réanimation. De son côté, le professeur

Maamar Bouchakour, spécialiste en neurochirurgie, a affirmé que cette journée scientifique s'inscrit dans la promotion du travail collaboratif entre les différentes spécialités, compte tenu de la complexité des métastases cérébrales et de leurs dimensions médicales, psychologiques et sociales. Il a insisté sur l'importance d'une approche multidisciplinaire pour établir un diagnostic précis et proposer des traitements plus efficaces. Le programme de cette journée a comporté plusieurs conférences scientifiques portant notamment sur " les aspects épidémiologiques des métastases cérébrales ", " le rôle de la radiothérapie dans leur prise en charge " et " l'approche multidisciplinaire ", en plus d'autres communications consacrées aux nouvelles stratégies thérapeutiques. A travers cette manifestation scientifique, les organisateurs ambitionnent de renforcer les échanges d'expériences entre neurochirurgiens, oncologues et spécialistes en radiothérapie, de faire connaître les techniques thérapeutiques les plus récentes reconnues à l'échelle internationale et de contribuer à l'élaboration de protocoles de traitement avancés conformes aux standards internationaux.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ. ÉDUCATION

15 établissements scolaires devraient être réceptionnés avant la rentrée scolaire

Quinze (15) établissements scolaires et 96 salles d'extension, répartis sur les trois cycles d'enseignement, devraient être réceptionnés dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj avant la rentrée scolaire 2026-2027, selon un communiqué des services de la wilaya publié, jeudi. Le programme porte sur la réception de 10 groupes scolaires et de 78 salles d'extension destinés au cycle primaire, de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM), de deux annexes implantées dans les communes de Khelil, de Bordj Gheir, de Mansoura et la localité de Zagra (commune de Hammadia), ainsi que de 6 salles d'extension au cycle moyen. Le cycle secondaire sera renforcé par la réception d'un lycée au nouveau pôle urbain de Boumergued, au chef-lieu de wilaya, ainsi que de 12 salles d'extension, précise la même source.

Le communiqué indique, par ailleurs, que le wali de Bordj Bou Arréridj, Kamel Nouicer, a présidé mercredi une réunion du Conseil exécutif de wilaya consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement

des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027. A cette occasion, le wali a instruit les responsables des secteurs concernés d'accélérer l'achèvement des travaux, de finaliser l'équipement des nouveaux établissements et d'assurer leur raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, tout en veillant à la

levée des éventuelles réserves techniques avant leur mise en service. Concernant les services de restauration et de transport scolaires, il a insisté sur la finalisation des procédures contractuelles et l'entrée en vigueur des conventions conclues avec les opérateurs concernés, notamment au profit des établissements qui

entreront en service à la prochaine rentrée. Le wali a également ordonné l'aménagement des espaces destinés à accueillir les foires de fournitures scolaires à des prix compétitifs, dont l'ouverture est prévue 15 jours avant la rentrée, afin de contribuer à l'allègement des charges des familles.

NAÂMA. SAISON ESTIVALE

Ouverture de 12 piscines dans plusieurs communes

La wilaya de Nâama s'est renforcée, à l'occasion de la saison estivale en cours, par l'ouverture de 12 piscines réparties à travers plusieurs communes, dont trois piscines semi-olympiques et neuf piscines de proximité couvertes, offrant ainsi des espaces de loisirs et de pratique sportive aux enfants et aux jeunes, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, ces infrastructures sont réparties dans les communes de Mekmen Benamar, Aïn Benkheilil, Tiout, Djeniene Bourzeg, El Biod, Sfisifa, Asla, Mecheria et Aïn Sefra, auxquelles s'ajoutent quatre bassins de natation.

La même source a indiqué qu'une piscine de proximité couverte, réalisée au village d'Abdelmoula, dans la commune de Kasdir, devrait être

mise en service d'ici la fin du mois de juillet en cours. Par ailleurs, les travaux de réalisation de deux bassins de natation seront prochainement lancés dans les villages de Hassi Labiod et Belgrad, relevant de la commune d'Asla.

Ces piscines constituent un véritable espace de détente pour les jeunes de la wilaya et offrent des lieux propices aux loisirs, à la pratique des activités sportives et à la baignade, notamment pour les habitants des zones éloignées. Les services de la wilaya ont également fait savoir que les autorités locales ont procédé, dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, à des opérations de renforcement des équipements et de maintenance au niveau de trois piscines ainsi que de plusieurs autres bassins de natation répartis dans différentes collectivités locales.

SÉTIF. SÛRETÉ DE DAIRA DE BOUGAÂ

Inauguration du siège de la BMPJ

Le siège de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la Sûreté de daïra de Bougaâ (au nord de Sétif) a été inauguré jeudi par le directeur de la Police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur général de police Mourad Zenati, représentant le directeur général de la Sûreté nationale, dans le cadre des célébrations marquant le 64e anniversaire de la création de la Police algérienne. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du wali de Sétif, Mustapha Limani, ainsi que de nombreux cadres de la Sûreté nationale, des autorités locales civiles et militaires, des notables de la région et des représentants de la société civile. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le chef de Sûreté de la wilaya de Sétif, le contrôleur de police Djamel Bellâlem, a indiqué que "la nouvelle infrastructure apportera une impulsion supplémentaire à même de contribuer à l'élargissement de la couverture sécuritaire à travers le territoire de la wilaya en général et de la daïra de Bougaâ en particulier". Le même responsable a ajouté que "la réalisation de ce siège dans cette région répond à des considérations liées à sa position stratégique", soulignant que "ce projet a été concrétisé par la Direction générale de la Sûreté nationale conformément aux normes et aux standards techniques les plus modernes, afin de répondre aux attentes des habitants en matière de renforcement de la sécurité". Cette nouvelle structure opérationnelle vient ainsi s'ajouter aux acquis sécuritaires dont ont bénéficié les services de la Sûreté de wilaya de Sétif, dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par la Direction générale de la Sûreté nationale.

TÉBESSA. EL AOINET

Mise en exploitation d'une station de pompage d'eau

Une station de pompage d'eau potable a été mise en exploitation début juillet courant dans la localité d'Ain Sayd dans la commune d'El Aouinet (Nord de Tébessa), a indiqué jeudi la directrice de l'hydraulique, Sonya Rehahlia. Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a précisé que la réalisation de cette installation d'une capacité de pompage de 12.000 m3 par jour et son raccordement au réseau électrique a nécessité une enveloppe financière de près de 50 millions DA. La même cadre a souligné que l'exploitation de cette station permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau de près de 73.000 habitants des communes situées dans le nord de la wilaya dont El Aouinet, Boukhadra, Morsott, El Meridj, Bir Dheb. Selon Mme Rehahlia, cette station améliorera le service public de l'eau et augmentera le volume d'approvisionnement, notamment durant la saison estivale.

TIPASA. CRA

Session internationale de formation en secours et en prise en charge humanitaire

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissem Hamlaoui, a présidé, jeudi au Centre de regroupement des équipes nationales sportives de Fouka (wilaya de Tipasa), l'ouverture d'une session internationale de formation en matière de secours et de prise en charge humanitaire, organisée au profit des cadres et des bénévoles du CRA, indique un communiqué de cette organisation.

Cette session, qui se déroule du 16 au 18 juillet en cours avec la participation d'experts internationaux de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), s'inscrit "dans le cadre des efforts du Croissant-Rouge algérien visant à développer les compétences de ses ressources humaines, à renforcer la préparation de ses équipes d'intervention et à améliorer leurs capacités en matière de gestion des centres



de secours et de prise en charge humanitaire, afin d'assurer une réponse plus efficace et plus efficiente face aux différentes crises et catastrophes, conformément aux normes internationales en vigueur dans l'action humanitaire", précise la même source. A l'issue de l'ouverture de cette session, Mme Hamlaoui a présidé une réunion de coordination avec

les présidents des comités de wilaya du CRA, consacrée à l'évaluation de l'état de préparation sur le terrain et au renforcement des mécanismes de réponse rapide aux catastrophes, notamment face aux incendies de forêt qui touchent plusieurs wilayas du pays ces derniers temps. A cet effet, il a été procédé à une évaluation du "niveau de mobilisation sur

le terrain et à un examen des moyens visant à soutenir les efforts des volontaires et à renforcer la coordination entre les différentes instances et corps concernés, de manière à garantir une réponse humanitaire efficace et rapide", indique le communiqué. La réunion a également porté sur "les préparatifs relatifs au programme de la rentrée sociale, à travers la présentation d'un plan d'action national, et la mise en place de mécanismes organisationnels à même d'assurer la mise en œuvre des opérations de solidarité à travers les différentes wilayas, garantissant ainsi l'accompagnement des familles éligibles et consolidant les valeurs d'entraide et de solidarité du CRA", précise la même source. En conclusion, la présidente du CRA a appelé à "poursuivre la mobilisation des compétences, à intensifier les efforts humanitaires et de solidarité, et à œuvrer avec esprit de responsabilité et d'engagement, renforçant ainsi la performance du CRA et consacrant sa noble mission au service de la société et en réponse aux besoins des citoyens en toutes circonstances", conclut le communiqué.

BATNA. ÉDUCATION

Réception de 12 établissements scolaires au début de la prochaine rentrée

Il est prévu dans la wilaya de Batna de réceptionner et de mettre en service au début de la prochaine rentrée 2026-2027 de 12 établissements scolaires dans les trois paliers de l'enseignement, a-t-on appris jeudi auprès du chef de l'exécutif local, Riadh Benahmed. Au terme de sa visite de plusieurs projets d'équipements sco-

laires en cours de réalisation dans les deux communes de Batna et Oued Chaaba, le même responsable a précisé qu'il s'agit de sept primaires, trois CEM et deux lycées dans nombre de communes.

Il est également prévu la réception et la mise en exploitation de plusieurs classes d'extension des deux paliers du primaire et du moyen ainsi que plusieurs cantines scolaires, selon la même source.

Le wali a souligné que la plupart des projets du secteur de l'éducation en cours de réalisation ont été lancés en 2026, affirmant que des efforts soutenus sont faits actuellement pour parachever les travaux des autres projets en cours dans les plus

proches délais et les mettre en exploitation "au mois d'octobre prochain" pour renforcer les équipements existants et atténuer la pression sur les établissements scolaires des localités à forte densité urbaine.

Au cours de son inspection des travaux de groupe scolaire et d'un lycée au pôle urbain Hamla 3 dans la commune d'Oued Chaaba ainsi que d'un groupe scolaire et d'un CEM à la cité frère Lombarkia de Batna, le wali a insisté sur le nécessaire respect des délais de réalisation et des normes en vigueur ainsi que l'accélération des travaux pour en permettre la réception de ces projets avant la prochaine rentrée scolaire.

BÉCHAR. ÉNERGIE RENOUVELABLES

Le parc solaire photovoltaïque de la wilaya mis en service en 2027

Le parc solaire photovoltaïque de la wilaya de Bechar, d'une capacité de production de 280 mégawatts (MW) d'électricité, sera réceptionné et mis en service au début du second semestre 2027, a-t-on appris, jeudi, auprès de la structure locale des énergies renouvelables du groupe Sonelgaz. Cet important projet énergétique, qui est en cours de réalisation, comprend trois centrales solaires photovoltaïques : la centrale d'Abadla, d'une capacité de 80 MW, celle de Beni Ounif, d'une capacité de 50 MW,

et celle de Kenadsa, qui produira 150 MW.

Une fois mises en service, ces infrastructures renforceront à la fois la production d'électricité dans la région et l'approvisionnement en énergie des habitants, ainsi que des différents secteurs d'activité, a précisé Mustapha Makhfi, responsable de la structure locale des énergies renouvelables du groupe Sonelgaz, en marge de la campagne nationale de sensibilisation à la rationalisation de la consommation d'énergie. La réalisation de ces nouvelles infrastruc-

tures énergétiques, dont le maître d'ouvrage est le groupe Sonelgaz - Énergies renouvelables, permettra de répondre aux besoins en électricité de plus de 2.000 foyers, ainsi que de nombreuses infrastructures et établissements publics de la wilaya, a-t-il expliqué. Inscrites dans le cadre de la stratégie nationale de transition énergétique, ces nouvelles centrales solaires photovoltaïques visent essentiellement à renforcer le réseau électrique régional, grâce au recours aux énergies propres, a-t-il ajouté.

BLIDA. AU PROFIT DES MOTOCYCLISTES

Campagne de sensibilisation à la sécurité routière

Les services de la Sûreté de la wilaya de Blida ont lancé une campagne de sensibilisation à la sécurité routière destinée aux conducteurs de motocyclettes, a indiqué un communiqué rendu public jeudi par ce corps de sécurité. Organisée en coordination avec les différents partenaires de la sécurité et des acteurs de la société civile, cette initiative vise à réduire les infractions commises par les motocyclistes et à prévenir les accidents de la circulation, notamment en milieu urbain. La campagne a également pour objectif de renforcer la culture de la sécurité routière auprès de cette catégorie d'usagers, particulièrement durant la saison estivale, marquée par une augmentation des déplacements en moto vers les wilayas côtières voisines à des fins de loisirs et de détente, selon le communiqué. Depuis le début de la saison estivale, les services de la Sûreté de la wilaya de Blida ont enregistré 36 accidents de la circulation impliquant des motocyclistes, ayant fait 14 blessés. Par ailleurs, 2.360 infractions au code de la route ont été relevées et 91 motos ont été mises en fourrière. Les responsables en charge de cette campagne de sensibilisation veillent particulièrement à rappeler aux motocyclistes les règles essentielles de sécurité routière, notamment le respect des limitations de vitesse, l'évitement des manœuvres dangereuses, le port obligatoire du casque pour le conducteur et son passager, ainsi que la vérification de l'état de la moto avant chaque déplacement.

EL-BAYADH. PROJET

DE DÉDOUBLEMENT DE LA RN 6

Livraison du deuxième tronçon avant la fin de l'année

Le deuxième tronçon du projet de dédoublement de la Route nationale n° 6 (RN 6), dans la wilaya d'El Bayadh, devrait être réceptionné avant la fin de l'année en cours, ont indiqué les responsables de la Direction des travaux publics (DTP). Les travaux de ce tronçon, long de 24 kilomètres, se poursuivent à un rythme soutenu sur deux lots. Il relie la commune d'El Kheither aux limites de la wilaya de Naâma, en passant par la commune de Bougtob. Le taux d'avancement des travaux a dépassé 50%, tandis que sa mise en service est prévue avant la fin de l'année. Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'une première opération ayant permis la réalisation d'un premier tronçon de 24 kilomètres reliant la commune d'El Kheither aux limites de la wilaya de Saïda. La RN 6 constitue l'un des principaux axes routiers stratégiques de la région. Elle assure la liaison entre les wilayas du nord-ouest et du sud-ouest du pays, notamment El Bayadh, Naâma et Béchar. Les wilayas limitrophes de Saïda et de Naâma ont, elles aussi, bénéficié d'opérations similaires de dédoublement sur plusieurs tronçons de cet axe routier. Selon la même source, l'achèvement de ce projet contribuera à améliorer la fluidité de la circulation, à faciliter les déplacements des usagers et le transport des marchandises, à réduire les temps de parcours et à renforcer la sécurité routière en diminuant le nombre d'accidents.

TIZI OUZOU. COMMUNE

D'ILLOULA OUMALOU

Inauguration d'un nouveau siège de sûreté urbaine

Les structures de police de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été renforcées par un nouveau siège de sûreté urbaine extérieure, inauguré jeudi dans la commune d'Illoula Oumalou (daïra de Bouzguene), dans le cadre de la célébration du 64ème anniversaire de la création de la Police algérienne, rapporte un communiqué de la sûreté de wilaya. L'inauguration a été supervisée par le directeur de la santé, de l'action sociale et des activités sportives à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur de police, Idir Hibouche, qui représentait le DGSN. Ces nouvelles structures de sécurité s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la couverture sécuritaire de la wilaya. Elles visent à accompagner et à sécuriser les citoyens, à protéger leurs biens et à mettre en œuvre les principes de la police de proximité, dans laquelle le citoyen est un partenaire essentiel de l'équation sécuritaire, est-il souligné dans le communiqué.

RAPPORT DU PNUE

L'IA pour détecter le méthane

Depuis l'espace, les satellites sont désormais capables de détecter les fuites de méthane à grande échelle. Le défi n'est plus de les localiser, mais de trier l'avalanche de données produites afin de transformer ces informations en actions concrètes. Une nouvelle génération de satellites observe désormais la planète presque en continu.

Elle détecte les émissions invisibles qui s'échappent des puits pétroliers, des gazoducs, des mines ou des décharges. Chaque jour, des millions de données satellitaires affluent vers les centres d'analyse. Trop de données, en réalité, pour être examinées manuellement. Face à ce déluge d'informations, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) affirme avoir trouvé un allié inattendu : l'intelligence artificielle. Dans un rapport publié mercredi, l'agence onusienne explique comment son système de surveillance du méthane, baptisé MARS (Methane Alert and Response System), utilise désormais des modèles d'IA pour distinguer plus rapidement les fausses alertes des émissions massives de ce puissant gaz à effet de serre. Depuis sa mise en service complète en 2024, le dispositif a permis d'alerter les gouvernements et entreprises concernées, contri-



buant à plus de 40 actions de réduction des émissions dans le monde. Selon le PNUE, ces interventions auraient permis de mettre fin à des rejets représentant environ 1,2 million de tonnes de méthane. Pour donner un ordre de grandeur, l'agence estime que le bénéfice climatique correspond aux émissions annuelles de près de 24 millions de voitures particulières à essence. Le méthane n'occupe qu'une place modeste dans le débat public sur le climat, largement dominé par le dioxyde de carbone. Pourtant, son impact est considérable. Au cours des 20 années qui suivent son émission, le méthane réchauffe l'atmosphère au moins 80 fois plus que le CO₂. Et contrairement à ce dernier, qui persiste pendant des siècles, il disparaît en grande partie après une dizaine d'années. Réduire rapidement ses émissions constitue donc l'un des moyens les plus efficaces de ralentir le réchauffement à court terme. Le potentiel est d'autant plus important que nombre de ces émissions proviennent simplement de fuites évitables. Selon le PNUE, jusqu'à 80 % des mesures de réduction dans le secteur pétrolier et gazier pourraient être mises en œuvre à coût faible, voire négatif, le gaz récupéré pouvant être revendu. Le défi est de transformer les signaux envoyés par les satellites en décisions concrètes. Le système MARS s'attaque précisément à ce goulot d'étranglement. Alimenté par une trentaine d'instruments satellitaires, il a déjà analysé plus de 1,3 million d'images couvrant une surface équivalente à deux fois l'ensemble des terres émergées de la planète. Le rapport prend soin de dissiper une idée reçue. L'intelligence artificielle n'identifie pas seule les fuites et ne décide jamais des alertes. Son rôle consiste à trier. Les modèles développés par le PNUE apprennent à distinguer les véri-

tables émissions des multiples faux signaux produits par les nuages, le relief ou les variations de luminosité. Ils réduisent ainsi un océan de données à une liste restreinte de cas potentiellement problématiques. Chaque détection est ensuite examinée par des spécialistes. Le rapport insiste même sur la nécessité d'une validation indépendante par au moins deux analystes avant toute notification officielle. L'apport de l'IA n'en demeure pas moins spectaculaire. Selon le PNUE, elle permet aux analystes de traiter entre douze et quinze fois plus de données qu'auparavant. Entre 80 % et 85 % des détections finalement confirmées avaient d'ailleurs été repérées initialement par les algorithmes avant d'être validées par les experts. « Le méthane n'est qu'un début », a estimé à l'occasion de la sortie du rapport Martin Krause, directeur de la division climat du PNUE. « La véritable leçon de ce travail est que l'IA peut aider à transformer l'explosion des données environnementales en actions concrètes. En combinant l'expertise scientifique avec des outils d'intelligence artificielle légers et économes en énergie, nous pouvons réagir plus rapidement non seulement aux émissions de méthane, mais aussi à toute une série de défis environnementaux ».

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les onze dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et les pays en développement affrontent une succession de chocs financiers : dette, dépréciation des monnaies, coût de l'emprunt, manque d'investissements.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le retour d'El Niño

Le retour d'El Niño n'inquiète plus seulement les météorologues. Il menace désormais de prendre de vitesse un système humanitaire fragilisé par l'une des plus graves crises de financement de son histoire. Lundi dernier, le chef des secours d'urgence des Nations Unies, Tom Fletcher, a averti que ce nouvel épisode d'El Niño, un phénomène climatique marqué par un réchauffement des eaux du Pacifique équatorial, pourrait provoquer des vagues de sécheresse, de chaleur extrême et d'inondations d'une ampleur supérieure à celles d'il y a deux ans. « El Niño est de retour », a prévenu d'emblée le haut responsable onusien dans une déclaration. « Les prévisions sont claires : celui-ci semble encore pire que le précédent ». Moins que l'intensité du phénomène lui-même, c'est l'état du monde qui nourrit cette inquiétude. Conflits armés, déplacements forcés de populations, flambée des prix des carburants, des engrais et des denrées alimentaires en raison de la guerre au Moyen-Orient fragilisent déjà des millions de ménages à travers le monde. Les crises se sont multipliées, tandis que, en parallèle, les réductions massives des financements humanitaires limitent la capacité des organisations internationales à intervenir. Le précédent épisode, entre 2023 et 2024, avait laissé des dizaines de millions de personnes dépendantes d'une aide alimentaire, nutritionnelle, sanitaire et agricole. Cette fois, a prévenu Tom Fletcher, le phénomène pourrait frapper des populations vulnérables, alors que les ressources humanitaires se sont encore amenuisées. Pour éviter de courir une nouvelle fois derrière les catastrophes, les Nations unies veulent intervenir avant qu'elles ne frappent. M. Fletcher a annoncé que jusqu'à 100 millions de dollars pourraient être débloqués par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), principal mécanisme de financement rapide des crises humanitaires. Plus de 20 millions de dollars ont déjà été alloués à des actions dites « anticipatoires » dans six pays. L'objectif consiste à utiliser les prévisions climatiques de plus en plus précises pour protéger les populations avant que les récoltes ne soient détruites, que les réserves d'eau ne s'épuisent ou que les inondations ne ravagent les habitations. « Nous avons besoin de financements précoces et flexibles, plus efficaces et moins coûteux à long terme, à la hauteur de l'ampleur du risque », a plaidé le chef des secours d'urgence. Le retour d'El Niño intervient alors que la planète connaît déjà une succession de records de chaleur. Début juillet, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) estimait, avec un « haut niveau de confiance », que le phénomène allait rapidement se renforcer dans le Pacifique tropical jusqu'au mois de septembre. Les modèles convergent vers un même scénario : un réchauffement marqué des eaux du centre et de l'est du Pacifique équatorial, susceptible de bouleverser les grands courants atmosphériques qui influencent le climat mondial.

Repéré pour vous

Les cinq thèmes retenus pour le Forum politique de haut niveau sur le développement durable cette année – l'eau, l'énergie, les infrastructures, les villes durables et les partenariats – sont tous présentés comme des accélérateurs capables d'entraîner le reste de l'Agenda 2030.

CATASTROPHES

La fenêtre d'anticipation se referme

El Niño est un phénomène naturel lié au réchauffement anormal des eaux du Pacifique équatorial. À lui seul, il ne provoque pas le changement climatique. Mais il agit comme un accélérateur d'une planète déjà réchauffée par les émissions de gaz à effet de serre, augmentant la probabilité d'épisodes de chaleur extrême, de sécheresse ou de pluies diluviennes selon les régions. Les conséquences attendues demeurent très contrastées. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) anticipe des conditions plus sèches que la normale en Amérique centrale, dans les Caraïbes, dans plusieurs régions des Amériques ainsi qu'en Indonésie et dans une partie de l'Asie du Sud-Est. À l'inverse, l'Afrique de l'Est pourrait connaître des précipitations supérieures aux normales, avec un risque accru d'inondations. Pour les humanitaires, ces projections ne constituent plus un simple exercice scientifique. Elles sont devenues un calendrier d'intervention. « Le choix est clair : nous pouvons attendre la catastrophe, ou investir dans la résilience », a résumé le chef des secours d'urgence des Nations Unies, Tom Fletcher. Il a exhorté les dirigeants à remplacer « les décisions à court terme et égoïstes qui nous poussent inexorablement vers le précipice des 1,5 °C de réchauffement » par une action climatique plus ambitieuse. Alors que la fenêtre d'anticipation se referme, les Nations Unies espèrent encore empêcher qu'un phénomène climatique prévisible ne se transforme en catastrophe humaine à l'échelle mondiale.

INFO

ODD

La promesse ne sera pas tenue

Pendant dix ans, les dirigeants du monde ont répété le même horizon : 2030. C'était la date à laquelle l'extrême pauvreté devait reculer partout, la faim être éradiquée, l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éducation et aux soins devenir une réalité universelle, tandis que la planète engagerait sa transition écologique. À moins de quatre ans de l'échéance de cette feuille de route adoptée par les Nations Unies en 2015, le constat est désormais difficile à contourner : la promesse ne sera pas tenue. Lundi dernier, au siège de l'organisation à New York, personne n'a cherché à masquer ce décalage entre l'ambition de 2015 et le monde de 2026. Conflits armés, explosion de la dette, recul de l'aide au développement, dérèglement climatique : les crises successives ont ralenti, parfois inversé, les progrès réalisés au cours de la dernière décennie. « Crise après crise, les objectifs de développement durable s'éloignent davantage de notre portée », a résumé le secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Seuls 36 % des objectifs mesurables sont encore en bonne voie ou progressent modérément, tandis que 15 % sont désormais en recul. Pour autant, il n'a jamais été question, au cours de cette première journée du segment ministériel du principal rendez-vous annuel consacré au développement durable, d'abandonner le projet.

S
T
R
O
P
S

COMMISSION TECHNIQUE DE LA FAF

La majorité favorable au maintien de Petković, sous conditions

Selon une source bien informée, la commission technique de la Fédération algérienne de football (FAF) s'est réunie jeudi afin d'évaluer le parcours de la sélection nationale lors de la Coupe du monde et d'examiner le rapport présenté par le sélectionneur Vladimir Petković.

Au terme des discussions, une nette majorité des membres de la commission s'est prononcée en faveur du maintien du technicien bosnien à la tête des Verts. D'après les informations recueillies, près de 80 % des membres estiment que Petković mérite de poursuivre sa mission, considérant qu'il a atteint l'objectif qui lui avait été fixé avant le tournoi, à savoir franchir la phase de groupes de la Coupe du monde.

Toutefois, cette confiance est assortie d'une condition majeure. La commission recommande une profonde restructuration du staff technique, avec le départ de l'ensemble des collaborateurs actuels de Vladimir Petković et l'intégration de techniciens ou d'entraîneurs algériens au sein de son encadrement. Cette proposition vise à renforcer l'identité de la sélection nationale et à améliorer le fonctionnement interne du groupe.

Toujours selon la même source, si Vladimir Petković refuse cette réorganisation et s'oppose à l'arrivée de techniciens algériens dans son staff, la FAF pourrait alors se diriger vers une séparation avec le sélectionneur et procéder à la nomination d'un nouveau staff technique.

Les débats ont également mis en lumière plusieurs critiques concernant les prestations de l'équipe nationale. De nombreux membres de la commission ont regretté le manque de caractère, de combativité et de la fameuse « grinta » algérienne, particulièrement lors de la ren-

Ph : DR



contre face à la Suisse. Cette prestation est considérée par plusieurs intervenants comme le principal élément ayant ravivé les interrogations autour de l'avenir du sélectionneur.

Présent lors des échanges, l'ancien sélectionneur national Rabah Saâdane a notamment estimé que le match contre la Suisse avait constitué un véritable tournant. Selon lui, une victoire lors de cette rencontre aurait probablement mis un terme aux débats sur l'avenir de Vladimir Petković, dont le bilan aurait alors été perçu de manière plus favorable.

Malgré cette tendance majoritaire, l'unanimité est loin d'être acquise. Environ 20 % des membres de la commission tech-

nique se sont opposés au maintien du sélectionneur bosnien, plaidant pour un changement immédiat à la tête de la sélection nationale afin d'ouvrir un nouveau cycle.

Enfin, la proposition d'intégrer des entraîneurs algériens au staff technique repose sur plusieurs arguments. La commission estime que leur présence permettrait de mieux transmettre les valeurs et l'esprit de la sélection nationale, de renforcer la communication avec les joueurs et de jouer le rôle d'intermédiaires entre le sélectionneur principal et le groupe, tout en facilitant la compréhension du contexte footballistique et culturel algérien.

Hakim S.

LA FAF S'APPRÊTE À LIMOGER SES ADJOINTS

Petković prêt à claquer la porte ?

Le sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie, Vladimir Petković, pourrait vivre un tournant majeur dans son aventure avec les Verts. Selon plusieurs informations relayées ces dernières heures, le technicien bosnien aurait fait savoir qu'il ne souhaite pas poursuivre sa mission si son staff technique sera privé de ses principaux collaborateurs.

En effet, Davide Morandi, Paolo Rongoni et Guido Nanni, membres essentiels de son équipe de travail, ne feraient

plus partie du projet actuel. Une situation que Petković jugerait difficilement acceptable, estimant que ces collaborateurs sont indispensables à la mise en œuvre de sa méthode de travail et à la préparation de l'équipe nationale dans les meilleures conditions. Toujours selon ces mêmes sources, le sélectionneur aurait exprimé son mécontentement auprès des responsables de la Fédération algérienne de football (FAF).

Il considérerait que la stabilité de son staff est un élément

fondamental pour atteindre les objectifs fixés, notamment les prochaines échéances internationales et les qualifications à venir. Face à cette impasse, un scénario de rupture n'est plus totalement à écarter. Vladimir Petković pourrait envisager une résiliation de son contrat si aucun accord n'est trouvé concernant le retour ou le maintien de ses proches collaborateurs. Une telle décision représenterait un véritable séisme pour la sélection algérienne, qui cherche à retrouver de la stabi-

lité après plusieurs changements sur le banc ces dernières années.

Pour l'heure, aucune communication officielle n'a été publiée par la FAF ou par Vladimir Petković afin de confirmer ces informations. Le dossier reste donc à suivre avec la plus grande attention dans les prochains jours, alors que les supporters algériens attendent des clarifications sur l'avenir du sélectionneur et de son staff.

Affaire à suivre.

H. S.

FC TWENTE Zerrouki proche de s'engager définitivement

Le milieu international algérien Ramiz Zerrouki, est tout proche de faire son retour définitif au FC Twente, son ancien club, après avoir trouvé un accord avec la formation néerlandaise pour un contrat de quatre saisons, ont rapporté mercredi plusieurs médias néerlandais. Selon le quotidien Tubantia, le FC Twente et Feyenoord Rotterdam ont également trouvé un terrain d'entente pour le transfert du milieu de terrain de 28 ans. Le montant de l'opération est estimé entre 2,5 et 4 millions d'euros. Arrivé à Feyenoord à l'été 2023, Zerrouki n'a jamais réussi à s'imposer durablement dans l'équipe-type du club de Rotterdam. Prêté la saison dernière au FC Twente, où il avait laissé une bonne impression, l'international algérien aux 56 sélections, a convaincu les dirigeants du club d'Enschede de lever définitivement cette option. La finalisation de l'opération est désormais attendue dans les prochaines heures, marquant ainsi le retour définitif du joueur sous les couleurs du FC Twente, où il avait évolué avant son transfert à Feyenoord.



DTN 25 candidats au 2e module de la Licence CAF A à Tipasa

Vingt cinq (25) candidats prendront part au deuxième module de la Licence CAF A (3e groupe), prévu du 25 au 29 juillet au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), indique un communiqué de la Direction technique nationale (DTN), publié sur le site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF). Cette session est encadrée par une équipe de formateurs fédéraux, en collaboration avec des instructeurs accrédités par la Confédération Africaine de Football (CAF). Le programme de ce deuxième module porte notamment sur les thèmes suivants : connaissance de soi, principes de jeu, animation offensive, l'animation défensive, les qualités physiques et les systèmes de jeu.

Deux millions d'euros, deux destins opposés sur le banc des sélections

Même salaire, mêmes exigences, mais pas la même histoire. Vladimir Petkovic et Luis de la Fuente figurent aujourd'hui parmi les sélectionneurs les mieux rémunérés de leur continent.

Le technicien de l'Algérie percevrait environ 1,9 million d'euros par an, un montant comparable à celui du sélectionneur espagnol, dont la rémunération aurait été revue à la hausse pour atteindre près de 2 millions d'euros annuels avant la Coupe du monde.

Pourtant, derrière ces chiffres presque identiques se cachent deux parcours totalement différents : l'un tente de reconstruire une sélection en quête d'un nouveau souffle, l'autre a réussi à prolonger l'âge d'or d'une grande nation du football.

PETKOVIC, LE CHANTIER DE LA RECONSTRUCTION ALGÉRIENNE

L'arrivée de Vladimir Petkovic à la tête des Fennecs en 2024 s'inscrit dans un contexte délicat. L'Algérie sort d'une période marquée par des frustrations successives : élimination au premier tour des CAN 2021 et 2023, absence de la Coupe du monde 2022 au Qatar et fin progressive d'un cycle porté par la génération championne d'Afrique en 2019. Le choix de la Fédération algérienne s'est porté sur un entraîneur à forte expérience internationale. Avant de rejoindre Alger, Petkovic avait déjà dirigé la Suisse pendant sept années, entre 2014 et 2021. Avec la Nati, il avait réussi à installer une équipe compétitive, capable de gêner les plus grandes sélections européennes grâce à une organisation tactique solide, une grande discipline défensive et une capacité à exploiter efficacement les phases de transition.

Son passage en Suisse reste sa principale référence. Il avait notamment permis à la sélection helvétique de franchir un cap dans les grandes compétitions et de gagner en crédibilité face aux nations traditionnellement domi-



nantes. Mais la mission algérienne est différente. En Suisse, Petkovic devait faire progresser une équipe ambitieuse, en Algérie, il doit reconstruire une identité. Il doit trouver l'équilibre entre les anciens cadres et une nouvelle génération de joueurs, tout en répondant à une exigence populaire très forte.

Son salaire, estimé à près de deux millions d'euros par saison, traduit les attentes placées en lui. L'investissement est important et implique forcément des objectifs élevés : qualification pour les grandes compétitions, retour au premier plan africain et capacité à rivaliser avec les meilleures équipes mondiales.

DE LA FUENTE, LE PARI RÉUSSI DE LA CONTINUITÉ ESPAGNOLE

À l'inverse de Petkovic, Luis de la Fuente n'est pas arrivé à la tête de l'Espagne comme un entraîneur venu apporter une révolution. Il représente davantage une continuité du modèle espagnol.

Avant de prendre l'équipe première en 2022, il connaissait parfaitement l'environnement de la Roja. Pendant plusieurs années, il avait travaillé avec les équipes de jeunes espagnoles, participant directement à la formation de nombreux talents. Il avait notamment remporté l'Euro U19 et l'Euro Espoirs, preuve de sa capacité à gérer les générations montantes.



Lorsqu'il succède à Luis Enrique, l'Espagne traverse également une période de transition. La génération Iniesta, Xavi, Ramos ou Busquets appartient désormais au passé, et la sélection doit trouver un nouveau visage. De la Fuente choisit alors un mélange entre tradition et modernité. Il conserve les principes techniques historiques de l'Espagne tout en ajoutant plus de vitesse, de puissance et de liberté offensive. Il fait confiance aux jeunes talents et assume des choix forts. Cette stratégie porte rapidement ses fruits. L'Espagne retrouve des titres et une identité claire. Le succès en Ligue des nations puis les performances dans les grandes compétitions renforcent la position du sélectionneur, qui voit sa rémunération augmenter pour atteindre un niveau comparable à celui de Petkovic. Demain, son équipe disputera à New York la finale de la coupe du monde 2026 face à l'Argentine, avec comme objectif de s'adjuger un deuxième trophée planétaire.

Aujourd'hui, De la Fuente possède l'avantage des résultats. Petkovic, lui, dispose encore du temps nécessaire pour écrire sa propre histoire avec l'Algérie, après avoir prolonger de deux années supplémentaire son bail. Les deux hommes partagent une rémunération similaire, mais leurs défis restent profondément différents : l'un doit confirmer un sommet atteint, l'autre doit construire le chemin pour y revenir, mais Petkovic ira-t-il au terme de sa mission ? Sans doute la manière avec laquelle les Verts sont sortis du Mondial, il y a quelque temps, est en train de lui jouer un mauvais tour. Entre lui et les fans, c'est tout simplement la cassure.

DEUX ENTRAÎNEURS, DEUX MISSIONS, UNE MÊME PRESSION

Comparer Petkovic et De la Fuente revient finalement à comparer deux situations différentes. L'Espagnol a bénéficié d'un système de formation extrêmement performant et d'une génération exceptionnelle prête à émerger.

Hakim S.

TOUJOURS AU SOMMET

Mandi signe à Levante à.. 34 ans

L'international algérien, Aïssa Mandi, continue d'écrire une carrière marquée par la régularité et la longévité. Le défenseur des Verts a officiellement rejoint le club espagnol de Levante, où il s'est engagé jusqu'en juin 2028. Une nouvelle étape qui confirme la capacité du joueur à rester compétitif au plus haut niveau, malgré le poids des années et une période récente plus contrastée avec la sélection nationale.

Libre après la fin de son contrat avec Lille, Mandi a choisi de retrouver la Liga espagnole, un championnat qu'il connaît parfaitement après ses passages au Betis Séville et à Villarreal. Le club de Levante a misé sur son expérience, sa lecture du jeu et son professionnalisme en lui offrant un contrat de deux saisons supplémentaires, alors que le joueur est âgé de 34 ans.

Cette signature n'est pas anodine. Elle intervient après une saison 2025-2026 particulièrement convaincante avec Lille, où

Mandi a été désigné meilleur joueur du club. En deux saisons sous le maillot lillois, le défenseur algérien a disputé 71 rencontres, démontrant qu'il reste capable d'enchaîner les matchs, de répondre aux exigences du haut niveau européen et d'apporter une stabilité précieuse à une défense. Le parcours de Mandi est celui d'un joueur qui a toujours privilégié la constance à l'exposition médiatique. Défenseur central solide, intelligent dans son placement et apprécié pour son état d'esprit, il a bâti sa carrière sur la fiabilité. Son retour en Espagne avec Levante constitue ainsi une reconnaissance de sa valeur, bien au-delà des simples considérations liées à son âge. Il est vrai que ses dernières prestations avec l'équipe nationale algérienne, notamment lors de la Coupe du monde, ont laissé une impression mitigée. À l'image d'une sélection qui n'a pas toujours trouvé son équilibre, Mandi est apparu moins rayonnant qu'à ses meilleures années, donnant

parfois l'impression d'un joueur en perte de vitesse. Les critiques n'ont pas manqué, certains observateurs estimant que le temps commençait à peser sur ses performances.

Mais une compétition internationale, souvent disputée dans un contexte particulier, ne suffit pas à effacer une carrière entière ni à remettre en cause la valeur d'un joueur expérimenté. Les exigences d'un club européen sur une saison complète sont différentes de celles d'un tournoi court où la pression, les attentes et la dynamique collective peuvent influencer les performances individuelles.

Le choix de Levante montre d'ailleurs que le marché espagnol continue de croire en ses qualités. À 34 ans, Mandi ne cherche pas seulement à prolonger sa carrière : il continue à évoluer dans un environnement compétitif, avec l'ambition de jouer régulièrement et de transmettre son expérience aux plus jeunes. Son histoire rappelle aussi qu'un défenseur atteint rarement son meilleur équilibre uni-

quement grâce à ses qualités physiques. L'expérience, l'anticipation et la connaissance tactique deviennent des armes essentielles avec l'âge. Des qualités que Mandi semble encore posséder, comme l'a démontré sa dernière saison à Lille. Alors que certains pensaient peut-être que ses années au plus haut niveau touchaient à leur fin, Aïssa Mandi apporte une nouvelle réponse sur le terrain. Son transfert à Levante est une preuve supplémentaire qu'un joueur peut connaître des passages difficiles, subir les critiques et pourtant continuer à convaincre les professionnels. À l'approche de la fin de sa carrière, le défenseur algérien garde donc une place dans le football européen de haut niveau. Son défi sera désormais de confirmer avec Levante que son expérience et son intelligence de jeu peuvent encore faire la différence, et que son aventure au sommet est loin d'être terminée.

H.S.

MERCATO

Rosenior veut garder Kebbal

Longtemps annoncé sur le départ après une saison remarquée en Ligue 1, Ilan Kebbal semble finalement se rapprocher d'un maintien au Paris FC. Le nouvel entraîneur Liam Rosenior a publiquement affirmé sa confiance envers l'international algérien, un message fort qui pourrait mettre un terme aux spéculations autour de son avenir.

L'avenir d'Ilan Kebbal paraît s'éclaircir. Courtisé après une saison 2025-2026 marquée par des performances individuelles de premier ordre, le milieu offensif algérien devrait finalement poursuivre l'aventure avec le Paris FC. L'arrivée du nouvel entraîneur Liam Rosenior sur le banc parisien a rebattu les cartes et semble avoir convaincu le joueur de s'inscrire dans le projet du club francilien. Auteur d'un excellent début de saison, Kebbal s'est imposé comme l'un des principaux artisans des performances du Paris FC grâce à sa vision du jeu, sa qualité technique et sa capacité à créer des décalages. La seconde partie de l'exercice a toutefois été plus compliquée, dans un contexte marqué par les changements d'entraîneur et une baisse de régime collective. Malgré cela, sa cote est restée élevée sur le marché des transferts. Présent en conférence de presse pour sa première intervention officielle, Liam Rosenior n'a laissé place à aucune ambiguïté concernant son meneur de jeu. Le technicien anglais, arrivé cet été à la tête du Paris FC, a affirmé son intention de conserver l'international algérien. « Je veux le garder. C'est un top joueur, il m'a impressionné la saison passée quand je l'ai affronté avec Strasbourg. Il a un jeu qui colle à nos idées », a-t-il déclaré.

UN RÔLE CENTRAL DANS LE NOUVEAU PROJET

Sous contrat jusqu'en juin 2028, Ilan Kebbal semblait pourtant réfléchir à un nouveau défi après plusieurs saisons sous les couleurs parisiennes. Les intérêts de plusieurs clubs avaient alimenté les rumeurs d'un départ durant ce mercato estival. Les déclarations de Rosenior changent toutefois la dynamique et témoignent de la place importante que le technicien entend lui accorder dans son dispositif. À quelques semaines de la reprise du championnat, tous les indicateurs convergent désormais vers un maintien du joueur de 28 ans au sein du club de la capitale. Sauf retournement de situation lors des dernières semaines du mercato, Kebbal devrait être l'une des pièces maîtresses du Paris FC pour son retour dans l'élite, avec l'ambition de confirmer son statut de leader technique. Au-delà des objectifs en club, cette stabilité pourrait également profiter à l'international algérien. Une saison pleine sous les ordres de Liam Rosenior lui offrirait une occasion idéale de retrouver une place durable au sein de la sélection nationale, où la concurrence demeure particulièrement relevée. Le mercato est encore long, mais au Paris FC, Ilan Kebbal semble désormais faire partie des joueurs sur lesquels le nouveau projet entend s'appuyer.

M. A. T.

MERCATO

Le feuilleton "Belaili" touche à sa fin

Annoncé sur le départ ces derniers jours, Youcef Belaili devrait finalement poursuivre son aventure avec l'Espérance de Tunis. L'international algérien a repris l'entraînement avec le club tunisien, signe que les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour une prolongation de contrat qui devrait être officialisée prochainement.



Le dossier Youcef Belaili semble avoir connu son épilogue. Après plusieurs semaines de spéculations autour de son avenir, l'ailier international algérien a effectué jeudi son retour aux entraînements avec l'Espérance de Tunis. Une reprise qui confirme le dénouement positif des discussions entre le joueur et les dirigeants espérantistes, alors que plusieurs clubs suivaient de près l'évolution de sa situation. Selon les informations rapportées par la presse tunisienne, Belaili a participé à deux séances d'entraînement au complexe Hassen Belkhodja, jeudi et vendredi, avant de rejoindre aujourd'hui le stage de préparation de son équipe à Ain Draham. Cette réintégration au groupe constitue un signal fort quant à la volonté des deux parties de poursuivre leur collaboration. Ces derniers jours, plusieurs médias avaient pourtant évo-

qué un blocage dans les négociations. D'après Orange Foot, le joueur de 34 ans préférerait patienter avant de signer un nouveau bail. Il souhaitait connaître la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS), saisi dans le cadre de son recours visant à obtenir une réduction de la suspension d'une année prononcée en mars dernier dans son litige avec l'AC Ajaccio.

LE MCA ET LE MCO FINALEMENT ÉCARTÉS

Malgré cet élément juridique en suspens, la situation s'est finalement débloquée. Plusieurs médias tunisiens, dont Mosaïque FM, indiquent que Belaili a accepté de prolonger son contrat avec l'Espérance de Tunis jusqu'en 2028. L'annonce officielle ne serait désormais plus qu'une question de temps. Ce revirement met également un terme aux nombreuses

rumeurs de transfert qui ont animé ce début de mercato. Le nom de l'ancien joueur du MC Alger est revenu avec insistance du côté du club algérois, où il avait évolué lors de la saison 2023-2024.

Le MC Oran, son club formateur, figurait également parmi les prétendants évoqués par plusieurs sources. En choisissant de poursuivre son aventure avec l'Espérance, Belaili privilégie ainsi la stabilité dans un environnement qu'il connaît parfaitement. Le club de Bab Souika conserve l'un de ses principaux atouts offensifs en vue de la nouvelle saison, tandis que l'international algérien pourra désormais se concentrer pleinement sur ses objectifs sportifs.

Sauf improbable retournement de situation, le feuilleton Belaili appartient désormais au passé.

Mohamed Amine Tournier

MC ORAN

Le gardien Mustapha Zeghba rempile jusqu'en juin 2028

La direction du MC Oran a annoncé, jeudi, le renouvellement du contrat de son gardien de but international, Mustapha Zeghba, jusqu'en juin 2028. Arrivé au club de Ligue 1 Mobilis lors du mercato hivernal en janvier dernier en provenance du CRB, le portier de 35 ans s'est rapidement imposé comme l'un des éléments clés de l'effectif grâce à son expérience et à ses performances sous les couleurs des "Hamraoua". Dans un communiqué publié par le club, la direction du MCO a souligné que cette prolongation s'inscrit dans sa stratégie visant à conserver les joueurs cadres et à bâtir un groupe compétitif capable de répondre aux ambitions de l'équipe lors de la saison à venir.

Le club oranais a également adressé ses félicitations à Mustapha Zeghba, lui souhaitant davantage de réussite et de succès dans la poursuite de sa carrière, tout en exprimant le vœu de le voir continuer à défendre les couleurs du Mouloudia avec la même détermination et le même engagement. Passé notamment par l'ES Sétif et le CR Belouizdad, et ayant évolué aussi dans le championnat saou-

dien, Zeghba mettra ainsi son expérience au service du MCO pour les trois prochaines saisons, avec l'objectif d'accompagner le club dans la réalisation de ses ambitions sportives en Ligue 1 Mobilis.

Depuis l'ouverture du merca-

to estival, le 1er juillet en cours, les dirigeants de la formation d'El-Bahia avaient enregistré les signatures de Houari Baouche, Ahmed Ghennam, Edlin Randy Essang Matouti, Ismail Saadi, et tout récemment le gardien de but Kamel Soufi.

MB ROUSSAT

Un attaquant international mauritanien a signé

Le MB Roussat (Ligue 1 Mobilis de football) a annoncé mercredi soir, le recrutement de l'attaquant international mauritanien Mamadou Sy en provenance de la formation rwandaise de première division APR FC, sans préciser la durée du contrat. La nouvelle recrue qui fêtera ses 26 ans le 31 décembre prochain, évolue au poste d'avant-centre. Mesurant 1,85 m, il est notamment illustré pour ses qualités de buteur. Lors de ses débuts en Mauritanie, il a

joué successivement pour les Nouakchott King's puis pour le Chemal FC. En juillet 2024, il a franchi un cap important en s'engageant avec l'APR FC (Armée Patriotique Rwandaise), le club le plus titré du Rwanda.

Avec cette équipe, il a découvert la Ligue des Champions de la CAF et a remporté la Coupe du Rwanda. Avec la sélection nationale mauritanienne, s'est notamment illustré lors du Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2022 disputé en

LA RÉVÉLATION DE LA L1 EST SOLlicitÉE PAR LES GROS BRAS DE L'ÉLITE

Le Paradou AC privilégie un départ de Ramdaoui vers la Belgique

Le dossier du jeune Ramdaoui continue d'alimenter les discussions durant ce mercato estival. Selon les dernières informations, la direction du Paradou AC a pris une position claire : le joueur ne sera pas transféré vers un autre club algérien, malgré l'intérêt manifesté par plusieurs formations de Ligue 1.

Le premier à en faire les frais est le MC Alger. Longtemps cité parmi les prétendants les plus sérieux, le champion d'Algérie a finalement décidé de se retirer des négociations. Les responsables mouloudéens ont préféré abandonner la piste, en raison de l'absence d'une réponse claire et d'une ouverture concrète de la part de la direction du Paradou.

De son côté, l'USM Alger n'a pas renoncé à ses ambitions. Les dirigeants usmistes continuent de suivre le dossier de près et espèrent encore convaincre le Paradou de revoir sa position. Toutefois, les chances de voir Ramdaoui rejoindre le club de Soustara semblent limitées au vu de la stratégie adoptée par la direction paciste.

En effet, le Paradou privilégie un transfert à l'étranger, avec une préférence pour le championnat belge, considéré comme une destination idéale pour poursuivre le développement du joueur. Fidèle à sa politique de formation et de valorisation de ses jeunes talents, le club souhaite offrir à Ramdaoui l'opportunité de franchir un nouveau palier en Europe, plutôt que de renforcer un concurrent direct sur la scène nationale.

Sauf retournement de situation, l'avenir de Ramdaoui devrait donc s'écrire loin des pelouses algériennes, avec la Belgique qui apparaît aujourd'hui comme la destination la plus probable.

Pour rappel, plusieurs joueurs du PAC ont été transférés en Belgique, comme première étape de leur carrière européenne. On peut citer à ce propos, Bensebaini, Atal, Kadri, Zorgane et le dernier en date, Titraoui.

H. S.



MONDIAL-2026

Et à la fin, c'est Messi et l'Argentine qui gagnent

À 39 ans, Lionel Messi a encore montré toute l'étendue de son talent contre l'Angleterre (2-1) et s'il n'a pas marqué, il a encore délivré deux passes décisives pour faire gagner l'Argentine, qui défendra son titre de championne du monde dimanche contre l'Espagne.

Bien pris par Elliot Anderson et un peu emprunté malgré quelques éclairs pendant la majeure partie de la demi-finale, mercredi à Atlanta, le génie argentin s'est transformé en guerrier alors qu'Anthony Gordon avait ouvert le score pour les Three Lions (55e). D'abord en centrant de la droite sur Enzo Fernandez, laissé seul aux 20 mètres par la défense anglaise. Le milieu de Chelsea a eu tout le temps d'armer sa frappe pour battre Jordan Pickford et égaliser (85e). Puis, toujours à l'offensive, il a surgi sur la droite pour récupérer une frappe de son compatriote Alexis Mac Allister repoussée par le poteau et, à la lutte avec le défenseur anglais Djed Spence, a adressé du pied droit un centre millimétré à Lautaro Martinez, dont la tête a propulsé l'Argentine en finale dans le temps additionnel (90e+2). Déjà co-meilleur buteur de la compétition à égalité avec Kylian Mbappé (8 buts, et encore a-t-il manqué ses deux penalties contre l'Autriche et l'Égypte), il s'est rapproché de Michael Olise au nombre des passes décisives (4 contre 5 pour le Français). Au coup de sifflet final, la "Pulga" est restée longtemps sur le terrain, bras levés et sourire tendu vers les supporters argentins qui ont encore une fois tremblé, qui ont encore une fois exulté.

"TROP POUR QUE NOUS PUISSIONS L'ARRÊTER"

Comme depuis le début du tournoi, l'équipe de Lionel Scaloni a eu chaud et n'a montré son talent que lorsqu'elle était menée. Avant la demi-finale contre les Anglais, l'Argentine version 2026 avait frôlé la correctionnelle face au Cap-Vert (3-2 a.p.)

Le Slovène Slavko Vincic désigné arbitre de la finale

Slavko Vincic a été nommé arbitre de la finale du Mondial 2026 entre l'Espagne et l'Argentine. En apprenant la nouvelle, le Slovène de 48 ans a fondu en larmes, selon les images diffusées par la FIFA sur ses réseaux sociaux. Slavko Vincic n'a pas arbitré l'Espagne ni l'Argentine lors du Mondial nord-américain. Mais il avait croisé la route des coéquipiers de Lionel Messi en 2022. L'arbitre de la finale de la Coupe du monde 2026 Espagne-Argentine est connu. Il s'agira du Slovène Slavko Vincic, qui a fondu en larmes en apprenant la nouvelle jeudi après-midi selon les images diffusées par la FIFA sur ses réseaux sociaux. L'arbitre de 46 ans a déjà officié lors de trois matches du Mondial 2026 : Brésil-Maroc (1-1, phase de groupes), Algérie-Jordanie (2-1, phase de groupes) et Mexique-Equateur (2-0, seizièmes de finale). En 2022, Slavko Vincic avait arbitré l'Argentine lors de sa défaite en phase de poules contre l'Arabie Saoudite (1-2).



avant de passer très près d'une élimination contre l'Égypte en huitième de finale (3-2 alors que l'Albiceleste était menée 2-0 à la 79e) et de souffrir encore au tour suivant contre la Suisse (3-1 a.p.). Messi, en semi-retraite à l'Inter Miami depuis 2023, ne court plus comme avant mais reste d'une efficacité diabolique. Il l'avait déjà montré durant le final fantastique contre l'Égypte quand, mené 2-0 à dix minutes de la fin, il avait sauvé l'Albiceleste avec une passe décisive pour Cristian Romero puis un but en l'espace de cinq minutes. "C'est devenu un animal", avait alors décrit Zlatan Ibrahimovic sur le plateau de Fox Sport. "Quand il s'est mis en chasse, personne ne pouvait l'arrêter." Enzo Fernandez, déjà lui, s'était chargé seul du but de la victoire. Interrogé sur Messi en zone mixte, Harry Kane a dit avoir eu le sentiment que les Anglais avaient "très bien géré" le phénomène argentin "pendant une grande partie du match". "Mais comme toujours avec

les joueurs les plus dangereux au monde, lorsqu'ils ont le ballon dans les 30 derniers mètres, ils peuvent créer quelque chose", a poursuivi le capitaine de la sélection anglaise. "Il l'a encore fait aujourd'hui. Il est évidemment l'un des meilleurs joueurs de tous les temps, et ce n'est pas un hasard." Un regret ? Lui avoir laissé trop d'espace dans les vingt dernières minutes du match. "Cela lui a permis, à lui mais aussi aux autres manieurs de ballon, d'entrer dans le match, de gagner en confiance et de recevoir des ballons dans des zones dangereuses.

Au final, c'était trop pour que nous puissions l'arrêter." Aux Espagnols de s'en souvenir dimanche au MetLife Stadium d'East Rutherford, en banlieue de New York, où Messi tentera de guider les siens vers une quatrième étoile mondiale, la deuxième consécutive, ce qu'aucune équipe n'a réussi depuis le doublé du Brésil de Pelé et Garrincha en 1958 et 1962.

La Fifa se penche sur l'affaire de la banderole argentine sur les Malouines

La Fifa a annoncé jeudi être en train de se pencher sur l'affaire du déploiement sur le terrain par des footballeurs argentins d'une banderole proclamant que "les Malouines sont argentines" à l'issue de la demi-finale du Mondial 2026, le Royaume-Uni exigeant une enquête approfondie. Archipel britannique situé à 600 km des côtes argentines, les Malouines, appelées Falkland en anglais, demeurent un sujet sensible dans les relations entre Londres et Buenos Aires, qui continuent de se disputer leur souveraineté. En 1982, une guerre avait éclaté entre les deux pays à la suite de l'invasion argentine de l'archipel. Les forces britanniques avaient

repris les Malouines après 74 jours de combats qui avaient fait 649 morts côté argentin et 255 morts côté britannique. Mercredi, après leur victoire 2-1 face à l'Angleterre à Atlanta, aux Etats-Unis, des joueurs argentins avaient déployé sur la pelouse une banderole proclamant que "les Malouines sont argentines", en violation apparente du règlement de la Fédération internationale de football (Fifa) qui interdit toute manifestation politique dans une enceinte lors des tournois qu'elle organise. "Conformément à la procédure habituelle, la Commission de discipline indépendante de la Fifa examine actuellement les rapports de match et évalue les cir-

constances pertinentes avant de se prononcer sur d'éventuelles mesures supplémentaires, conformément au code disciplinaire", a réagi l'organisme jeudi. Au Mondial 1986, quatre ans après la guerre, l'Argentine avait éliminé l'Angleterre en quart de finale sur un doublé légendaire de Diego Maradona (2-1). Après sa victoire contre l'Angleterre, l'Argentine affrontera l'Espagne en finale de la Coupe du Monde dimanche au MetLife Stadium d'East Rutherford, dans la banlieue de New York, en présence du président américain Donald Trump et du roi d'Espagne Felipe VI. Le président argentin Javier Milei, lui, a annoncé qu'il ne s'y rendrait pas.

LIONEL MESSI-LAMINE YAMAL L'histoire derrière le cliché viral des stars de l'Argentine et de l'Espagne

Contrairement à ce que certains ont pu penser, l'image de Lionel Messi et de Lamine Yamal bébé n'est pas créée par l'intelligence artificielle. Les deux stars de l'Argentine et de l'Espagne, qui vont se retrouver dimanche en finale de la Coupe du monde, s'étaient croisées en 2007 pour donner naissance à ce cliché iconique. Un clin d'œil du destin exceptionnel.

Parfois, le destin fait bien les choses. Il n'aurait en tout cas pas pu mieux faire pour ajouter du sel à la finale de la Coupe du monde. L'affiche est belle, malgré l'absence des Bleus, puisque ce sont les champions du monde en titre, l'Argentine qui affronteront l'Espagne, championne d'Europe en titre qui se battra pour le Graal, dimanche à New York. Dans ces deux effectifs mirobolants, deux têtes dépassent, de par leur aura et l'histoire que leur duel va raconter. Lionel Messi, 39 ans, et Lamine Yamal, tout juste 19 ans, vont s'affronter pour la première fois de leur carrière.

Façonnés tous deux dans le moule de la Masia, les deux Barcelonais se sont ratés pour deux années. La Pulga a quitté la Catalogne alors que Lamine Yamal n'avait que 14 ans. Pour autant, ce ne sera pas la première fois que leurs chemins se croiseront, dimanche. S'ils se sont côtoyés dans les installations des Blaugranas, leur première rencontre a eu lieu alors que l'Espagnol n'avait que cinq mois. Encore tout bébé, le joyau de la Roja est pris en photo avec un tout jeune Lionel Messi, âgé de seulement 20 ans, sur trois scènes différentes.

RETOUR EN 2007...

Le cliché, anodin au départ, est ressorti ces derniers jours. A l'heure de l'intelligence artificielle, nombreux sont ceux qui ont cru à une blague, une invention farfelue. Mais non. Cette image a une histoire, un clin d'œil du destin. En 2007, la fondation du FC Barcelone et le journal catalan Sport lancent un shooting photo pour produire un calendrier de l'année 2008. Les fonds sont destinés à l'Unicef, partenaire du club et à d'autres œuvres de charité dans la région. Parmi les différents clichés, le jeune Lionel Messi, cheveux lisses coupés au carré est appelé. La Pulga n'est qu'aux prémices d'une carrière qui deviendra légendaire.

L'image mythique avait été associée à Lamine Yamal en 2024, à l'initiative du père de l'Espagnol, Mounir Nasraoui qui l'avait publiée sur les réseaux sociaux lors de l'Euro. Le hasard a donc fait que l'Argentin s'est retrouvé avec Lamine Yamal, qui vivait avec ses parents à Mataro, dans la banlieue de Barcelone. Plus de 40 km pour venir au Camp Nou participer à cette campagne de communication. Connu pour sa timidité, Lionel Messi n'est pas très à l'aise au départ.

LA TIMIDITÉ DE MESSI ET LA PRÉSENCE DE LA MÈRE DE YAMAL

"Il est toujours timide maintenant. Mais il l'était encore plus au début. Il se retrouve avec un petit bébé dans un bain en plastique rempli d'eau. Au début, il n'y avait pas beaucoup d'interactions. C'était difficile pour tout le monde. Mais petit à petit, ça s'est fait et ça donne une très bonne photo", a raconté en 2024 le photographe Joan Monfort au média britannique The Athletic. La plus célèbre d'entre elle est celle où l'octuple Ballon d'or regarde le petit Lamine Yamal dans son bain. Deux autres clichés existent, encore plus intimes et empreints de proximité. Dans l'un, il prend dans ses bras le bébé enroulé dans une serviette beige et dans le dernier, moins connu, il s'occupe de l'enfant avec la mère de Lamine Yamal. "Sa mère a beaucoup aidé, sa présence était primordiale pour que le bébé ne se sente pas trop bizarre, on cherche une image attendrissante, quelque chose de doux et d'agréable", a détaillé encore le photographe. Le plus dingue dans cette histoire, c'est que rien ne disait que Lionel Messi deviendrait la légende du jeu qu'il est devenu et que Lamine Yamal serait un footballeur hors pair. "On est en 2007. Messi n'était qu'au commencement de sa carrière au Barça. Le destin joue un rôle important dans ce genre d'histoires", a-t-il pointé. Dix-neuf ans plus tard, les deux acteurs de cette photo se retrouveront donc pour se jouer le trône du football mondial.

Et le photographe dans tout ça ? "C'est de loin la photo la plus célèbre que j'ai prise de ma vie. Si Lamine continue à grandir comme ça, elle va devenir encore plus historique. Ça avait autant de chances d'arriver que de gagner au loto, même si ça ne m'a pas mis à l'abri pour la vie", avait-il alors conclu en riant. Peut-être que les deux protagonistes de cette photo s'en parleront au MetLife Stadium, une fois l'un ou l'autre sacré.

ALORS QUE LE NOMBRE DE CAS DE CANCER DEVRAIT PRESQUE DOUBLER D'ICI À 2050

L'OMS appelle à agir d'urgence

Selon un rapport publié par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le cancer, qui est à l'origine de plus de 26 000 décès par jour, a des conséquences physiques, émotionnelles et financières pour des millions de personnes.

Le cancer, dont on recense environ 20,6 millions de nouveaux cas et qui entraîne près de 10 millions de décès chaque année, reste la deuxième cause de mortalité au niveau mondial, après les maladies cardiovasculaires. Pour inverser la tendance, il faudra opérer un changement fondamental afin d'adopter une approche centrée sur la personne, qui corresponde aux besoins de santé et aux expériences vécues des individus et des communautés concernés. Si rien n'est fait d'urgence, il pourrait y avoir près de 35 millions de cas de cancer par an d'ici à 2050. Le Rapport mondial de situation de l'OMS sur le cancer 2026, établi avec le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), présente une analyse exhaustive des progrès accomplis dans des domaines essentiels, tels que l'engagement politique, la prévention, notamment grâce à des programmes de lutte antitabac et de vaccination, et l'investissement en faveur des traitements. Cependant, le rapport met également en lumière des inégalités persistantes et croissantes dans l'accès à la prévention, au diagnostic, au traitement et aux soins de soutien, privant des millions de personnes des services



dont elles ont besoin. Il ressort de l'analyse présentée dans le rapport que, pour les femmes atteintes d'un cancer du sein, le taux de survie à cinq ans est 87 % dans les pays à revenu élevé, mais de 42 % seulement dans les pays à revenu faible. Actuellement, la prise en charge du cancer fait partie de la couverture sanitaire universelle dans moins d'un pays sur trois. « Le cancer est une maladie très personnelle qui nous touche presque toutes et tous. Mais la survie d'une personne atteinte de cancer ne devrait jamais dépendre du lieu de naissance ou des revenus », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS.

MALGRÉ DES GRANDS PROGRÈS, DES LACUNES PERSISTENT

Le rapport fait état de progrès sensibles dans des domaines stratégiques. La consommation de tabac a diminué de 27 % depuis 2010, ce qui a contribué à la baisse du nombre de cas de cancer du poumon et de décès dans certaines régions. Les cancers d'origine infectieuse reculent égale-

ment grâce à l'élargissement de la couverture vaccinale et à l'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) ainsi que de la lutte anti-infectieuse. L'engagement politique s'est renforcé, 82 % des pays disposant désormais de plans nationaux de lutte contre le cancer, contre 50 % en 2010. Dans les pays à revenu élevé, les programmes de détection précoce permettent de dépister la plupart des cas de cancer du sein, et 74 % des femmes bénéficient d'un dépistage du cancer du col de l'utérus. L'innovation scientifique s'accélère ; le nombre d'essais cliniques enregistrés a augmenté de 7,3 % par an entre 2005 et 2021. Pourtant, ces avancées ne se traduisent pas assez rapidement par des mesures susceptibles de sauver des vies. Pour beaucoup de gens, les médicaments essentiels contre le cancer restent hors de portée : la disponibilité des 20 anticancéreux prioritaires est comprise entre à peine 9 % à 54 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, contre 68 % à 94 % dans les pays à revenu

élevé. Et ce sont avant tout les personnes atteintes de cancer et leur famille qui subissent les conséquences de ces écarts

IL FAUT TENDRE VERS UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE CANCER CENTRÉ SUR LA PERSONNE

Le rapport représente une possibilité importance de placer les personnes touchées par le cancer au centre des efforts de lutte. Il appelle les gouvernements, les organisations internationales, la société civile, les établissements d'enseignement, le secteur privé et l'OMS à collaborer pour adopter une approche des soins globale et centrée sur la personne pour les malades du cancer et leur famille. À l'appui de cette approche, le rapport présente sept recommandations clés et trois changements stratégiques à mettre en œuvre dans l'ensemble des pays et des communautés : Renforcement des capacités : intégrer la lutte contre le cancer dans la couverture santé universelle et investir dans le capital humain pour prévenir et combattre le cancer. Amélioration de la protection : placer les personnes ayant une expérience vécue au centre des systèmes de lutte contre le cancer tout en renforçant la protection sociale. Valeur ajoutée : faire correspondre la recherche et l'innovation aux besoins de santé publique et garantir un accès équitable aux progrès qui ajoutent de la valeur aux soins. Les choix faits et les mesures prises aujourd'hui détermineront la charge que représentera le cancer pour les générations futures.

Ania N.

FORTES CHALEURS ET HYPERTENSION

Ce que vous devez savoir pour éviter les complications

Contrairement aux idées reçues, la chaleur ne fait pas toujours grimper la tension... elle la fait souvent chuter ! Un phénomène trompeur, qui peut perturber les personnes hypertendues. Les médecins conseillent sur les précautions à adopter quand le thermomètre s'emballe.

UNE TENSION MALMENÉE PAR LA CHALEUR

Quand le soleil tape, comme c'est le cas dans la majorité des wilayas du pays, notre corps se met en mode survie. Les vaisseaux sanguins se dilatent pour évacuer la chaleur : c'est la vasodilatation. Résultat ? Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la pression artérielle diminue. C'est pourquoi, en été, les

hypertendus peuvent parfois se retrouver... dans une situation complexe.

Un fait confirmé par les médecins qui expliquent que «la chaleur a plutôt tendance à faire baisser la tension artérielle, en particulier lors d'un épuisement par la chaleur». Mais attention aux apparences. Car un coup de chaleur peut aussi, dans certains cas, faire monter brutalement la tension, notamment s'il s'accompagne de stress thermique ou de déshydratation sévère.

Autre piège : les nuits trop chaudes. Le sommeil étant perturbé, la pression artérielle peut remonter dès le lendemain. Une variabilité qui complique la prise en charge des hypertendus, surtout lors des épisodes de canicule. Mais alors comment s'y retrouver ? Et

comment gérer son hypertension?

DES PRÉCAUTIONS SIMPLES MAIS CRUCIALES

À partir de 30 °C, il est alors conseillé de surveiller sa tension plus fréquemment, surtout si l'on est sous traitement. Certains médicaments, notamment les diurétiques ou les antihypertenseurs, peuvent majorer les effets de la chaleur. «Un ajustement temporaire est parfois nécessaire, mais jamais sans avis médical». Rappelons que l'automédication peut aggraver les choses.

Voici les autres bons réflexes à adopter en cas de fortes chaleurs et d'hypertension : Une hydratation régulière, sans excès (pas de boissons glacées ni d'eau à haute dose) ; Éviter les chocs thermiques, notamment entre intérieur climatisé et extérieur brûlant ; Limiter les efforts physiques aux heures fraîches ; Consulter son médecin pour une éventuelle adaptation du traitement ; Être attentif aux signaux d'alerte : vertiges, faiblesse, perte de connaissance.

VISER L'ÉQUILIBRE AVANT TOUT

Le message clé des médecins ? Ne jamais interrompre ou modifier son traitement sans accompagnement médical, même si la tension semble trop basse. «L'autosurveillance est importante, mais elle ne remplace pas un suivi». En somme, la chaleur ne transforme pas les hypertendus en bombes à retardement. Mais elle doit nous inviter à nous écouter davantage... et à garder la tête froide.

A. N.

FORTES CHALEURS ET CANICULE : QUELS GESTES ADOPTER POUR S'EN PROTÉGER ?

Ouvrir le menu

Coup de chaleur, déshydratation, crampes, maux de tête, vertiges... la chaleur peut être dangereuse pour tous avec des impacts rapides sur la santé. Il est important de se protéger, sans attendre les premiers effets.

Qu'est-ce que le coup de chaleur ?

Tout comme l'épuisement et la déshydratation, le coup de chaleur (coup de chaud) est lié à l'exposition prolongée à une forte chaleur. Toutefois, contrairement à ces 2 affections, le coup de chaud est une urgence médicale caractérisée par des symptômes spécifiques, à savoir :

- une température corporelle supérieure ou égale à 40 degrés ;
- des troubles de la conscience marqués (perte de connaissance, convulsions fréquentes, délire voire coma) ;
- une chute importante de la tension artérielle.

Généralement, le coup de chaleur touche les personnes âgées ; les personnes ayant perdu leur autonomie ; les personnes prenant des médicaments susceptibles de perturber l'adaptation du corps à la chaleur ; les adultes après un gros effort physique par temps chaud. Si l'on voit une personne victime d'un coup de chaleur, il convient d'appeler immédiatement les secours en composant le 15 ou le 112. En attendant leur arrivée, il faut : installer la personne dans un endroit frais ; la faire boire ;

enlever ses vêtements ; l'asperger d'eau fraîche ou la couvrir de linges humides ;

si possible, créer des courants d'air dans la pièce. Attention en cas de coup de chaleur, pour traiter la fièvre ou les maux de tête, il est déconseillé de prendre : des anti-inflammatoires non stéroïdiens (exemples : aspirine, ibuprofène...) ; du paracétamol.

Ces médicaments peuvent aggraver les symptômes.

DES CONSEILS SIMPLES POUR SE PROTÉGER DE LA CHALEUR

Voici en détails les conseils simples qui s'appliquent à tous, et particulièrement aux personnes fragiles (personnes âgées de plus de 65 ans, personnes handicapées ou malades, personnes dépendantes, femmes enceintes, jeunes enfants, personnes sans abri...) et aux travailleurs exposés à la chaleur, plus à risque de présenter des complications : éviter de sortir aux heures les plus chaudes (de 12 h à 16 h ou de 11 h à 21 h en cas de canicule) ; maintenir son logement frais (fermer fenêtres, volets et rideaux la journée, les ouvrir le soir et la nuit si la température à l'extérieur est plus basse qu'à l'intérieur) ; si le logement ne maintient pas la fraîcheur, se rendre dans des lieux climatisés (cinéma, bibliothèque municipale, supermarché, musée...) ;

toujours se munir d'une bouteille d'eau en cas de sortie et si possible d'un petit brumisateur ; boire régulièrement de l'eau sans attendre d'avoir soif (1,5 à 2 litres par jour) ; en extérieur, porter un chapeau et des vêtements clairs et amples ; se rafraîchir et s'humidifier le corps (au moins le visage et les avant-bras) plusieurs fois par jour ou prendre des douches fraîches sans se sécher ; manger frais (crudités et fruits), équilibré et en quantité suffisante ; limiter les boissons caféinées ou sucrées ; ne pas boire d'alcool ; éviter les efforts physiques ; penser à donner régulièrement des nouvelles à ses proches et, dès que nécessaire, demander de l'aide.

A. N.

JOURNÉE MONDIALE DE PRÉVENTION CONTRE LA NOYADE :

Quelques conseils de prévention

Le mois de juillet est marqué par la Journée mondiale de prévention de la noyade, célébrée le 25 juillet de chaque année. À l'occasion de cette journée, et dans le cadre des actions de sensibilisation menées durant la période estivale, il est important de rappeler quelques conseils de prévention afin d'éviter les risques de noyade et de prévenir les accidents pouvant avoir de graves conséquences. Privilégiez les zones de baignade surveillées. À la plage, respectez la signalisation et la couleur des drapeaux de baignade. Ne surestimez pas votre condition physique : près de la moitié des noyades sont liées à un épuisement ou à un problème de santé. Que ce soit à la piscine ou à la mer, restez toujours à proximité de vos enfants et surveillez-les en permanence. Même s'ils utilisent une bouée ou un matelas pneumatique, ces équipements ne remplacent jamais la vigilance d'un adulte et ne les protègent pas des risques de noyade. Évitez de vous baigner après une exposition prolongée au soleil. Accordez à votre organisme le temps de se rafraîchir avant d'entrer dans l'eau.

A. N.

ABBAS ARAGHCHI DÉNONCE LES FRAPPES US CONTRE DES INFRASTRUCTURES VITALES DE L'IRAN

«Elles témoignent de l'intention criminelle des États-Unis»

L'armée des États-Unis attaque de nouveau l'Iran, ciblant des aéroports et des ports autour du détroit d'Ormuz. Le Corps des gardiens d'Iran (CGRI) réplique immédiatement en frappant des bases américaines en Syrie, au Koweït et à Bahreïn.



Abbas Araghchi, MAE iranien

Abbas Araghchi dénonce l'«intention criminelle» de Washington, alors que le bilan des victimes des frappes américaines depuis juin s'élève à 38 morts. Dans la nuit du 16 au 17 juillet, les États-Unis ont lancé une nouvelle série de frappes contre le territoire iranien. Selon les médias iraniens, les attaques ont visé un aéroport ainsi que plusieurs ponts situés près du détroit d'Ormuz et dans le district de Bandar Khamir. L'agence IRNA fait état de sept morts et de neuf blessés. L'agence Fars, citant les autorités locales, a également rapporté des frappes contre une base aérienne et une base

navale à Bouchehr, sur la côte du golfe Persique. D'autres attaques ont été signalées sur l'île de Qeshm, dans les ports de Bandar Abbas et de Bandar Khamir, ainsi qu'à Ahvaz, dans le sud-ouest du pays, et à l'aéroport d'Iranchahr, dans le sud-est. Selon le ministère iranien de la Santé, les frappes américaines menées depuis le 22 juin ont fait 38 morts et plus de 400 blessés. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé Washington de commettre des crimes de guerre. Cité par Al Jazeera, il a estimé que les attaques contre les « infrastructures vitales », ainsi que

les menaces visant les ponts et les centrales électriques, révélaient l'« intention criminelle » des dirigeants américains.

L'IRAN RIPOSTE EN FRAPPANT DES BASES AMÉRICAINES AU MOYEN-ORIENT

En réponse, le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a annoncé avoir frappé plusieurs installations militaires américaines au Moyen-Orient. Selon Press TV, les opérations iraniennes ont notamment visé un centre de commandement des forces d'opérations spéciales américaines à Al-Tanf, dans le sud-ouest de la Syrie. Au Koweït,

des forces américaines et des centres de soutien logistique ont également été pris pour cibles. À Bahreïn, le CGRI a frappé la base aérienne de Sahir, utilisée par les États-Unis, en visant notamment les zones de stationnement des hélicoptères de combat et des avions de reconnaissance P-8. Au Kurdistan irakien, un système de défense antiaérienne Patriot a par ailleurs été touché par des drones iraniens à l'aéroport d'Erbil. Cette nouvelle escalade intervient moins de trois semaines après la signature d'un memorandum destiné à mettre fin aux hostilités. Les États-Unis avaient repris leurs frappes contre l'Iran le 8 juillet et rétabli le blocus naval des ports iraniens. Donald Trump avait alors déclaré que le cessez-le-feu n'était plus en vigueur, accusant le CGRI d'avoir prétendument attaqué des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz. Téhéran avait riposté par des frappes de drones et de missiles contre des installations américaines, avant d'annoncer la fermeture du passage maritime jusqu'à la fin de l'ingérence américaine dans les affaires de la région.

R. I.

FRANCE

Un plan d'austérité à 140 milliards d'euros pour contenir la dette

Le Haut-commissariat au plan alerte sur une trajectoire «non soutenable» de la dette publique et préconise un effort budgétaire massif de 140 milliards d'euros d'ici 2031. Sans mesures fortes, le ratio atteindrait jusqu'à 186% du PIB en 2050. Le rapport du Haut-commissariat au plan dirigé par Clément Beaune, publié le 16 juillet, met en lumière l'urgence d'une consolidation budgétaire pour éviter un dérapage préoccupant des finances publiques françaises. Il dessine les contours des enjeux en matière de finances publiques pour les candidats à la présidentielle de 2027.

Un redressement indispensable face à la dérive annoncée. Sans action, les dépenses liées au vieillissement de la population, à la santé et aux engagements futurs (décarbonation, défense, éducation) pousseront la dette à des niveaux insoutenables. Le document insiste : « les finances publiques françaises suivraient une trajectoire de dégradation préoccupante et non soutenable d'ici 2050 ». À l'antenne de Sud Radio, le 17 juillet, le Haut-commissaire au plan alerte : « Si on ne réforme pas, on aura une dette de 200 % du PIB en 2050. Pour éviter la perte de contrôle, il faut faire un effort ». Le plan exige un redressement des comptes publics d'environ 4,4 points de PIB en cinq ans, soit près de 140 milliards d'euros par rapport à la trajectoire tendancielle. Cet effort s'ajoute aux investissements prioritaires, portant l'enjeu global à près de 200 milliards d'ici 2031. Les auteurs identifient trois leviers principaux à combiner. D'abord, la baisse des dépenses, qui passera inévitablement par un examen rigoureux des dépenses sociales, notamment les retraites. Ensuite, l'augmentation des recettes via une lutte renforcée contre la fraude fiscale et une

réduction des niches, tout en préservant les ménages vulnérables et l'activité économique. Enfin, des réformes structurelles pour doper la croissance, l'emploi et la productivité. Clément Beaune affirme ainsi, concernant la réforme des retraites : « On devra travailler plus. Même avec l'application de la réforme d'Elisabeth Borne, il y aurait un départ en retraite trois ans plus tôt que la moyenne européenne ».

Le gouvernement prépare déjà le budget 2027 avec une hausse très limitée des

dépenses ministérielles (0,4 %), évoquant même une possible « année blanche ». Le Haut-commissariat plaide aussi pour une gouvernance budgétaire renouvée, plus pluriannuelle, avec un rôle accru du Parlement et des lois-cadres pour assurer la soutenabilité à long terme. Face aux alertes répétées de la Banque de France et de l'OCDE, le temps presse et les candidats à la présidentielle de 2027 ne pourront pas passer à travers ce sujet brûlant.

R. I.

LA PORTE-PAROLE DE LA DIPLOMATIE RUSSE MARIA ZAKHAROVA

«Les Occidentaux ne devraient plus se rendre à Kiev»

La porte-parole de la diplomatie russe a tancé les responsables politiques occidentaux, en premier lieu desquels Ursula von der Leyen. En déplacement en Ukraine pour la onzième fois depuis 2022, la présidente de la Commission européenne aurait été contrainte de trouver refuge dans un abri souterrain à Kiev lors d'une alerte aérienne. « Les Occidentaux doivent comprendre : les vacances à Kiev sont terminées », a asséné la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, dans une interview au quotidien Komsomolskaïa Pravda, publié jeudi dernier. « Il est inutile d'y aller désormais », a ajouté la diplomate. Une déclaration qui fait suite à des événements rapportés plus tôt dans la journée par un journaliste du média Euractiv, relatant notamment qu'une alerte aérienne « a contraint Ursula von der Leyen et la presse en déplacement à se réfugier dans un abri souterrain », alors même qu'elle les « informait des événements de la journée ». Une péripétie, sur le carnet de voyage de la dirigeante, qui a eu pour toile de fond l'InterContinental de la ville. L'armée russe annonce régulièrement mener des frappes sur des sites militaires et industriels à Kiev et dans sa région, en riposte aux attaques menées par les forces ukrainiennes contre des infrastructures énergétiques et des civils en Russie. La présidente de la Commission européenne, qui s'est entichée de Volodymyr Zelensky depuis l'éclatement du conflit entre Kiev et la Russie, est à nouveau en déplacement dans la capitale ukrainienne où des responsables politiques occidentaux viennent se mettre en scène, à commencer par les quais de la gare où ils prennent leurs aises pour la photo. L'ex-ministre d'Angela Merkel, qui en est à sa onzième venue en Ukraine depuis février 2022, a notamment de nouveau exhorté les Vingt-Sept à accélérer son processus d'adhésion à l'UE, estimant qu'« une partie du travail a déjà été accomplie par l'Ukraine ».

R. I.

LA CHINE RÉAGIT AUX ACCUSATIONS DE TRUMP SUR UNE FRAUDE ÉLECTORALE

«De pures inventions» affirme Pékin

Trump affirme qu'une fraude électorale menace à nouveau les États-Unis et accuse la Chine d'avoir obtenu les données de 220 millions d'électeurs. Pékin dément toute ingérence et rappelle son principe de non-intervention dans les affaires intérieures américaines. Les accusations du président sont contestées par des experts et les démocrates. À moins de quatre mois des élections américaines de mi-mandat, Donald Trump a de nouveau placé la question de l'intégrité électorale au cœur du débat politique. Lors d'une allocution de plus de 25 minutes, le président américain a dénoncé ce qu'il qualifie de « vulnérabilités choquantes » du système électoral et a ravivé ses accusations de fraude concernant la présidentielle de 2020, sans apporter de nouveaux éléments de preuve. « Nous ne devons plus jamais assister à une nouvelle élection volée », a déclaré Donald Trump, affirmant qu'il allait déclassifier des documents qui démontreraient que la Chine aurait mené « la plus grosse opération de piratage de données électorales de l'histoire », en obtenant illicitement des informations sur 220 millions d'électeurs américains. Des experts rappellent toutefois que ces fichiers sont en grande partie accessibles publiquement et qu'aucune preuve ne démontre qu'ils auraient pu modifier le résultat du scrutin.

LA CHINE A RAPIDEMENT REJETÉ CES ACCUSATIONS ET DES SPÉCIALISTES AMÉRICAINS DU DROIT ÉLECTORAL CONTESTENT LES PROPOS DE DONALD TRUMP

Dans un communiqué, son ambassade à Washington a assuré que « la Chine a toujours adhéré au principe selon lequel il ne faut pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays », ajoutant que les élections américaines relèvent exclusivement des affaires internes des États-Unis. De surcroît, Pékin qualifie les accusations faites par Trump d'ingérence dans les élections américaines de « pures inventions ». Le discours présidentiel a également ciblé les médias. Après que plusieurs grandes chaînes, dont NBC et ABC, ont choisi de ne pas retransmettre son intervention en direct, Donald Trump les a accusées de participer à un « complot » visant à cacher la vérité. Il est même allé jusqu'à réclamer le retrait de leurs licences de diffusion. Les réactions n'ont pas tardé. Plusieurs spécialistes du droit électoral contestent les affirmations de Donald Trump, estimant qu'aucun élément ne démontre l'existence d'une fraude électorale à grande échelle ni d'une manipulation des machines de vote lors de l'élection présidentielle de 2020. De son côté, le chef des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, a accusé le président de chercher à « saper le droit de vote » afin de préparer une éventuelle contestation des résultats de novembre. Dans un climat politique particulièrement tendu, cette nouvelle offensive de Donald Trump relance les interrogations sur la confiance dans le système électoral américain, alors que les élections de mi-mandat pourraient redéfinir les équilibres au Congrès.

R. I.

SELON L'EX-OFFICIER DE RENSEIGNEMENT DU CORPS DES MARINES AMÉRICAIN SCOTT RITTER

«La hausse spectaculaire des dépenses de l'Otan finira par la détruire de l'intérieure»

À force d'accroître ses dépenses militaires, l'OTAN finira, selon Scott Ritter, « par se détruire de l'intérieur, économiquement et politiquement ». La Russie n'aura alors qu'à laisser l'Alliance se consumer dans sa propre course au réarmement. À l'occasion du dernier sommet de l'OTAN tenue à Ankara, l'organisation a publié un rapport intitulé « Dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014-2026) ».

À première vue, ce rapport montre une augmentation spectaculaire des dépenses de défense de plusieurs membres de l'OTAN au cours de la dernière décennie. La Lituanie arrive en tête, avec une hausse d'environ 777 %. Au total, en cherchant à respecter le seuil de 2 % du PIB consacré aux dépenses de défense, fixé par les États-Unis il y a une dizaine d'années, les membres de l'OTAN ont augmenté de 1 364 milliards de dollars les investissements consacrés à leurs forces armées respectives. C'est une somme énorme. Deux questions se posent à la lumière de ces données. Premièrement, et avant tout, cette augmentation a-t-elle permis à l'OTAN d'obtenir un avantage qualitatif ou quantitatif sur la Russie ? Deuxièmement, les membres de l'Alliance pourront-ils maintenir ce rythme de croissance de leurs dépenses militaires au cours de la prochaine décennie ? Il faut bien comprendre que l'OTAN de 2014 n'était, en réalité, qu'une coquille vide en matière de projection effective de puissance militaire. Trop dépendante des États-Unis pour ses besoins essentiels en matière de défense depuis l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, l'Alliance n'était plus que l'ombre d'elle-même, bien loin de l'organisation militaire de pointe qu'elle avait construite au cours des années 1980.

UNE DÉCENNIE DE DÉPENSES SANS VÉRITABLE TRANSFORMATION MILITAIRE

La réalité est que, malgré l'augmentation considérable des dépenses de défense, le potentiel militaire de l'OTAN n'a pas progressé de manière significative au cours de la dernière décennie. Cela est devenu évident lorsque l'OTAN a évoqué, ces dernières années, la possibilité de déployer des forces sur le territoire ukrainien dans le cadre d'un éventuel accord de paix, si le conflit russo-



ukrainien venait à être réglé par la négociation. Il est alors apparu clairement que l'« E3 » — la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne — ne disposait pas de capacités suffisantes pour projeter durablement une force militaire significative en Ukraine. C'est toujours le cas aujourd'hui. La majeure partie des dépenses de défense de l'OTAN a servi à maintenir un système obsolète, déconnecté de la réalité des conflits modernes. Lorsqu'une modernisation a eu lieu, elle s'est limitée à remplacer des équipements anciens, intégrés à un système dépassé et ancré dans la doctrine de la guerre froide, par du matériel plus récent, mais toujours employé selon des tactiques et une théorie opérationnelle mal adaptées au champ de bataille contemporain.

« LES DIFFICULTÉS DE L'OTAN SONT SYSTÉMIQUES ET DÉPENDENT ÉGALEMENT D'ÉVÉNEMENTS QUI ÉCHAPPENT À SON CONTRÔLE ».

La décision infructueuse de l'Allemagne de créer, en 2022, un fonds spécial de 100 milliards d'euros, soit environ 114 milliards de dollars, afin de redresser une Bundeswehr en déclin illustre parfaitement l'inefficacité de la majeure partie des dépenses militaires de l'OTAN au cours de la dernière décennie. En 2025, ce fonds avait déjà été épuisé, sans que la transformation promise de l'armée allemande se soit matérialisée. Cent milliards d'euros jetés par la fenêtre, et la Bundeswehr reste délabrée et inadaptée aux exigences de la guerre moderne. Aucune armée nationale

de l'OTAN, y compris celle des États-Unis, n'est en mesure de l'emporter sur un champ de bataille moderne face à un ennemi de l'envergure de la Russie. L'Ukraine dispose aujourd'hui de l'armée non russe la plus aguerrie d'Europe, et ses forces sont pourtant saignées à blanc dans une guerre d'usure à laquelle les armées de l'OTAN ne pourraient jamais survivre. En bref, les 1 364 milliards de dollars supplémentaires consacrés par l'OTAN à ses dépenses militaires depuis 2014 n'ont permis à l'Alliance que de faire du surplace.

Sa mission consiste pourtant à construire et à maintenir des forces modernes capables d'affronter un adversaire moderne, tel que la Russie. À cet égard, l'OTAN a échoué. La question est désormais de savoir si l'Alliance peut sortir de cette situation simplement en dépensant davantage. Sur le papier, la réponse est oui, mais elle s'accompagne de nombreuses réserves. En théorie, tout est possible lorsque l'on est prêt à consacrer suffisamment d'argent à un problème. Mais les difficultés de l'OTAN sont systémiques et dépendent également d'événements qui échappent à son contrôle. L'Alliance s'est retrouvée engagée dans une guerre par procuration contre la Russie, qui l'oblige à détourner de précieuses ressources financières et matérielles vers l'Ukraine. Celle-ci est devenue une gigantesque fournaise consommant tout ce qu'on y jette, sans modifier favorablement le rapport de force face à Moscou.

R. I.

LA DIFFUSION D'UN REPORTAGE QUI CHOC ET INDIGNE MOSCOU

Il cite des instructeurs australiens enseignant « comment mieux tuer les Russes »

Un reportage de The Australian citant des instructeurs militaires, dont la mission est d'enseigner aux Ukrainiens comment « mieux tuer les Russes », a provoqué la colère de l'ambassade russe. Moscou dénonce un discours de haine déshumanisant, soutenu par la classe politique de Canberra en violation de ses propres lois anti-haine. Le quotidien The Australian a publié un reportage consacré à un camp d'entraînement de soldats ukrainiens en Pologne. L'article cite directement des instructeurs australiens qui affirment que leur mission consistait à apprendre aux Ukrainiens à « mieux tuer les Russes ». Dans un communiqué, l'ambassade de Russie en Australie a dénoncé la rhétorique employée par certains médias et responsables politiques locaux, soulignant que le slogan « tuer les Russes » était désormais accepté dans l'espace public australien. La représentation diplomatique russe a appelé à mettre un terme à la propagation de discours de haine antirusse. Selon l'ambassade, l'association répétée des termes « tuer » et « Russes » est présentée sous un jour positif par des journalistes irresponsables. Elle estime également que cette rhétorique meurtrière a reçu un relais politique, le sénateur James Paterson, « ministre de la Défense fantôme », ayant reproduit l'article sur son site. Les diplomates russes ont par ailleurs souligné que l'armée ukrainienne utilisait l'aide étrangère et les compétences acquises pour s'en prendre à des citoyens russes pacifiques, et que les pays qui continuent d'armer Kiev sont « responsables » du sang versé par des victimes innocentes. L'ambassade estime également que la banalisation de l'expression « tuer les Russes » contribue à déshumaniser les Russes et pourrait mettre en danger les Australiens d'origine russe. **R. I.**

LA RUSSIE SUR LA SUPPRESSION D'APPLICATIONS RUSSES PAR GOOGLE PLAY

«Un classique de la censure occidentale»

Pour Maria Zakharova, le retrait soudain de plusieurs applications russes de Google Play n'a rien d'inédit. Elle qualifie cela d'exemple « classique » de censure occidentale. L'entreprise propriétaire des applications rappelle toutefois aux utilisateurs qu'elles restent disponibles au téléchargement via d'autres boutiques d'applications Android. Jeudi, l'application de messagerie russe Max et les applications de la société VK ont disparu de la boutique américaine Google Play. Les raisons de ce retrait n'ont pas été précisées. Par la suite, les applications de messagerie Mail.ru et du réseau social Odnoklassniki ont également disparu de Google Play. Lorsque les utilisateurs tentent de les trouver, un message s'affiche : « L'application n'est pas disponible ». La société russe VK a toutefois précisé que toutes les applications du groupe fonctionnaient normalement, sans aucune restriction. Elles peuvent également être installées via des boutiques tierces pour Android. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a réagi dans un entretien accordé à Izvestia le 16 juillet, au retrait de l'application de messagerie russe Max et des applications de la société VK de la boutique Google Play. Elle a qualifié cette mesure de « classique de la censure occidentale ». La société Apple a également supprimé plusieurs applications russes. Le 25 juin, elle a retiré unilatéralement et sans préavis les applications VK de l'App Store. Or, VK n'a jamais fait l'objet de restrictions et ne figurait pas sur les listes de sanctions, comme le confirment de nombreux avis d'avocats internationaux et américains. **R. I.**

VIEILLISSEMENT EN FRANCE

La Cour des comptes tire la sonnette d'alarme en matière d'aide à domicile

Face au vieillissement de la population en France, la Cour des comptes critique la réforme des services autonomie à domicile (SAD). Elle pointe « des modalités inadaptées, des inégalités territoriales et la fragilité économique du secteur », formulant dix recommandations pour une approche plus pragmatique. Les magistrats de la rue Cambon alertent sur l'urgence : le nombre de personnes à domicile en perte d'autonomie devrait passer de 1,49 million en 2025 à 1,85 million en 2035, pour des dépenses publiques déjà estimées à 16,1 milliards d'euros. La Cour des comptes, qui alerte régulièrement sur les conséquences du vieillissement de la population en France, propose

des pistes pour faire face à cette crise.

UNE RÉFORME CONSENSUELLE SUR LE FOND, INADAPTÉE DANS LA FORME

La réforme vise à mieux coordonner aide et soins en rapprochant Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et services polyvalents d'aide et de soins à domicile (SPASAD). Comme le soulignent les rapporteurs, « si les finalités de la réforme font largement consensus, ses modalités techniques apparaissent inadaptées aux réalités du secteur et des territoires ». C'est, notamment, le cas de l'obligation d'une entité juridique unique sur un

territoire unique, qui, comme d'autres points, crée de nombreux blocages. La Cour recommande une démarche pragmatique, centrée sur les résultats pour les usagers plutôt que sur la seule forme juridique. L'offre existe sur le papier avec environ 9 000 SAAD et 2 159 SSIAD, mais l'accès reste hétérogène. Les tensions de recrutement génèrent des zones blanches, particulièrement en milieu rural, de montagne ou insulaire, avec listes d'attente et ruptures de prise en charge. La qualité des prestations souffre aussi du manque de continuité des intervenants et de contrôles insuffisants. Les SSIAD bénéficiaient d'un financement sécurisé, désormais réformé pour mieux coller à l'activité. À

l'inverse, les SAAD restent structurellement fragiles : leur facturation horaire ne couvre pas les coûts salariaux, entraînant des équilibres précaires et des défaillances plus nombreuses. Sur les réseaux, l'inquiétude domine. Une sénatrice socialiste des Côtes-d'Armor, Annie Le Houerou, réagit : « Aides à domicile : le parent pauvre de l'action médico-sociale [...] tout le monde ne reçoit pas l'aide dont il/elle a besoin et les professionnelles travaillent dans des conditions difficiles ». L'élue plaide pour une aide à domicile avec plus de moyens tandis que les départements ne peuvent, selon elle, pas financer tous seuls des politiques d'envergure nationale. **R. I.**

FORUM AFRICAIN SUR L'EAU

Les participants plaident pour une coalition africaine pour relever les défis hydriques

Devant plusieurs chefs d'État et de gouvernement réunis à N'Djamena, Félix Tshisekedi a présenté cinq orientations pour relever les défis hydriques de l'Afrique.

Le président congolais a notamment proposé de faire de l'eau un levier d'industrialisation et appelé à une coalition continentale pour la sécurité hydrique.

La capitale tchadienne, N'Djamena, a accueilli, les 15 et 16 juillet, les travaux du Forum africain de l'eau, organisé autour du thème « De la vision à l'action ». L'événement a réuni plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains, ainsi que des représentants d'institutions financières, des partenaires techniques et financiers et des acteurs du secteur privé, autour des enjeux de sécurité hydrique et de coopération continentale. Dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a présenté cinq orientations destinées à améliorer la gestion des ressources hydriques en Afrique, selon un communiqué de la présidence congolaise. La première consiste à mieux intégrer les politiques publiques liées à l'eau. « Nous devons cesser de concevoir séparément l'eau, l'agriculture, l'énergie, la santé, l'urbanisme, l'environnement et les infrastructures. Nos politiques doivent être pensées à l'échelle des bassins, des territoires, des villes et des systèmes économiques », a déclaré Félix Tshisekedi. La deuxième orientation porte sur le renforcement de la gouvernance au moyen d'institutions performantes. La troisième vise à améliorer la redevabilité



PH: DR

et la transparence dans la gestion des infrastructures hydriques. La quatrième met l'accent sur la préparation de projets techniquement aboutis et financièrement structurés, susceptibles d'attirer davantage d'investissements. La cinquième concerne la mobilisation des financements nécessaires au développement des infrastructures.

FAIRE DE L'EAU UN LEVIER D'INDUSTRIALISATION

Tshisekedi a également plaidé pour une mobilisation massive des ressources publiques et privées, ainsi que pour une participation accrue des partenaires internationaux. Il a proposé de faire de l'eau un levier d'industrialisation du continent. « Nous devons développer sur notre continent la production de tuyaux, de pompes, de compteurs, d'équipements de traitement, de systèmes d'irrigation et de solutions numériques », a-t-il expliqué. Le président

congolais a souligné qu'« aucun État ne peut garantir seul sa sécurité hydrique » et appelé à bâtir une gouvernance coopérative de l'eau. Il a ainsi plaidé pour une coalition entre les États afin d'élever l'eau au rang de priorité politique de premier ordre, mais aussi pour un partenariat avec les institutions financières afin de réduire le coût des financements et d'accélérer les investissements. Félix Tshisekedi a également appelé à associer le secteur privé, les collectivités locales, les communautés, les jeunes et les femmes afin de mobiliser les technologies, l'innovation et les capacités d'exécution, tout en veillant à ce que les solutions répondent aux réalités locales.

UN OBJECTIF DE 60 % D'ACCÈS À L'EAU POTABLE EN RDC

Le président congolais a par ailleurs présenté les ambitions de son pays en matière d'accès à l'eau et à l'assainisse-

ment. La RDC entend exploiter son important potentiel hydrique afin de porter à 60 % le taux d'accès de la population à l'eau potable à l'horizon 2035. Félix Tshisekedi a également fixé pour objectif de porter à 50 % l'accès aux services d'assainissement et d'hygiène et de garantir des infrastructures adéquates d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans 80 % des écoles et des établissements de santé du pays. À l'ouverture du forum, le président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, a proposé de placer le financement, la gouvernance et l'inclusion au cœur des travaux. Il a appelé à faire des assises de N'Djamena l'élan d'« une Afrique qui reprend en main la maîtrise de son destin hydrique, qui réalise son potentiel en transformant ses contraintes en opportunités et qui bâtit, pierre après pierre, un avenir de résilience et de prospérité partagée ».

R. I.

BURKINA FASO

Ouagadougou déclare deux diplomates de l'UE «persona non grata»

Le chef adjoint de la délégation de l'Union européenne au Burkina Faso et une chargée de programme ont été déclarés « persona non grata ». Les deux diplomates disposent de 72 heures pour quitter le pays, sur fond de tensions croissantes entre Ouagadougou et Bruxelles. Rien ne va plus entre le Burkina Faso et l'Union européenne (UE). Deux membres de la délégation européenne à Ouagadougou ont été déclarés « persona non grata » le 14 juillet et sommés de quitter le territoire burkinabè dans un délai de 72 heures. Selon l'Agence d'information du Burkina (AIB), la mesure concerne le chef adjoint de la délégation de l'UE, également responsable de la section politique, presse et information, ainsi qu'une chargée de programme. Le ministère burkinabè des Affaires étrangères n'a pas encore précisé les motifs de cette déci-

sion. Celle-ci intervient néanmoins dans un climat de méfiance croissante entre les autorités burkinabè et les institutions européennes.

UNE RÉOLUTION EUROPÉENNE AU CŒUR DES TENSIONS

Le 22 juin, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Karamoko Jean-Marie Traoré, avait convoqué le chef de la délégation de l'Union européenne pour protester contre une résolution du Parlement européen consacrée à la situation au Burkina Faso. Ouagadougou avait qualifié le texte d'« hostile » et dénoncé une « ingérence dans les affaires intérieures » du pays. L'expulsion des deux diplomates intervient ainsi moins d'un mois après cette première protestation officielle. La décision s'inscrit plus largement dans la

politique de souveraineté revendiquée par le Burkina Faso et ses partenaires de l'Alliance des États du Sahel, le Mali et le Niger, face aux chancelleries occidentales et aux organisations internationales.

LA CRISE INTERVIENT PEU DE JOUR APRÈS LA RUPTURE AVEC LA FRANCE

Cette nouvelle crise diplomatique survient également quelques jours après la rupture officielle des relations entre le Burkina Faso et la France, annoncée le 26 juin. Le 13 juillet, douze diplomates burkinabè revenus de Paris ont été reçus à Ouagadougou par le chef de la diplomatie. Ils lui ont remis les clés des locaux de l'ambassade ainsi que le drapeau national qui flottait sur la chancellerie, marquant symboliquement sa fermeture.

R. I.

L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA EN RDC

L'OMS avertit que la transmission devance toujours la riposte

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) a dépassé les 2.100 cas confirmés et demeure celle dont la progression est la plus rapide jamais enregistrée, alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti jeudi que la transmission continuait de devancer la riposte. S'exprimant lors d'une conférence de presse à Genève, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que les conflits armés, l'insécurité et les résistances communautaires entravaient l'accès aux zones touchées et limitaient l'efficacité des opérations de riposte. M. Tedros a indiqué que jeudi marquait les deux mois de la déclaration officielle de l'épidémie par le gouvernement congolais, le 15 mai. Durant cette période, l'épidémie, initialement circonscrite à un foyer localisé dans le nord-est du pays, est devenue la troisième plus importante épidémie d'Ebola jamais enregistrée. Par ailleurs, l'épidémie en Ouganda, liée à une transmission transfrontalière, approche de sa fin. M. Tedros a annoncé que le dernier patient confirmé dans le pays était sorti jeudi du centre de traitement, marquant le début du compte à rebours de 42 jours nécessaire avant de pouvoir déclarer officiellement la fin de l'épidémie. L'Ouganda a enregistré 20 cas confirmés, dont deux décès. Cependant, le rapport congolais souligne que les mouvements de populations, l'insécurité, les activités minières artisanales ainsi que les échanges transfrontaliers avec l'Ouganda et le Soudan du Sud continuent de favoriser la transmission.

R. I.

NIGER

L'armée neutralise une vingtaine de terroristes à l'ouest du pays

Les Forces de défense et de sécurité (FDS) nigériennes ont annoncé jeudi avoir « neutralisé » au moins 19 terroristes au cours de la semaine écoulée, lors d'une mission de reconnaissance offensive menée près de Tabaraybaray, dans la région de Tillabéri (ouest), où une vallée servait de refuge à des groupes armés terroristes. Selon le bulletin d'information consacré aux opérations de la première quinzaine de juillet, publié par le quotidien gouvernemental Le Sahel, les unités engagées ont également interpellé 32 présumés complices, saisi d'importantes quantités d'armes, de munitions et de moyens roulants, et démantelé un important réseau de ravitaillement des groupes terroristes dans les secteurs de Famalé et d'Ayorou, toujours dans la région de Tillabéri. Ce réseau comprenait notamment plusieurs tonnes de vivres. Les opérations ont par ailleurs permis de détecter et de détruire près d'une quinzaine d'engins explosifs improvisés (EEI), de démanteler plusieurs hameaux et campements servant de bases aux groupes criminels, ainsi que de récupérer plusieurs motos, des panneaux solaires et divers autres matériels.

R. I.

"CADETS DE LA CULTURE"

Distinction à Alger, des lauréats de la 4^e Edition

La cérémonie de remise des distinctions aux lauréats de la 4^{ème} édition du "Prix des Cadets de la Culture", a été présidée, mercredi dernier à Alger, par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, dans une ambiance empreinte de convivialité.

Accueillie au Jardin du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, la cérémonie de distinctions de ce "4^e Prix des Cadets de la Culture", dédiée à la mémoire de l'écrivain et romancier Abdelhamid Benhadouga (1925-1996), a été organisée sous le patronage du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, à l'occasion de la Journée nationale de l'Enfant, célébrée le 15 juillet de chaque année. Accompagnée des ministres de la Communication, Zoheir Bouamama et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, Mme Bendouda a rappelé dans son allocution d'ouverture, que ce Prix s'inscrivait dans le cadre de l'"engagement de son département à suivre les jeunes générations sur le plan culturel, en mettant à leur disposition des espaces propices à l'expression, à la créativité et à la découverte des talents". Cette initiative, poursuit la ministre, vise également à "renforcer le lien des enfants avec les différentes formes d'expression artistique" ainsi qu'avec "le patrimoine culturel national", contribuant ainsi à "ancrer la culture dans le quotidien des générations montantes et à consolider leur attachement à l'identité nationale". Cette manifestation met également en lumière, a ajouté la ministre, l'"un



Phs : DR

des plus beaux visages de l'Algérie : celui qui se reflète dans le regard de ses enfants, dans leurs rêves et leurs aspirations". C'est lors de cet instant précieux que l'enfant "découvre que le monde s'ouvre à lui, riche de possibilités, de savoir et de création", avant de rappeler que "la prise en charge des jeunes talents relevait d'une responsabilité civilisationnelle".

La ministre de la Culture et des Arts et ses deux collègues au gouvernement ont ensuite procédé à la distinction de deux catégories de lauréats issus de toutes les régions d'Algérie: "Enfants créateurs" et "Jeunes créateurs" dans chacune des catégories : "Littérature" (dans ses volets, prose et poésie), "Musique et Interprétation" et les "Arts plastiques". Par ailleurs, les lauréats du programme "7/7 ma Culture", ont également été distingués, parmi eux, Manar Benmestoura de Tiarat, dont les performances exceptionnelles ont vaincu l'intelligence artificielle en Russie et un groupe de six jeunes participants de différentes villes d'Algérie, qui ont récemment arraché le grand prix mondial de l'Intelligence arti-

cielle à Jakarta (Indonésie). Les distinctions ont été alternées par les interventions de l'orchestre de variétés algériennes de l'Association "Ahl El Fen", dirigé par Mme Nesrine Bourahla, à travers des pièces qui ont rappelé la richesse et la diversité du patrimoine musical algérien, dont l'opérette "Ana El Djazaïr" rendue par une vingtaine d'instrumentistes dans de belles tenues traditionnelles, parmi eux Hani et Chaker Bourahla, respectivement à la guitare et à la narration. Auparavant et après l'ouverture de la soirée avec l'Hymne national algérien rendu par la jeune Fanfare de la Wilaya d'Alger, le président du Jury, M. Lyamine Bentoumi a donné lecture au compte rendu rédigé avec ses membres, dont la comédienne Rym Takoucht et Yazid Belabbès (Cheb Yazid). Parmi les recommandations émises par le jury, la réorganisation des catégories d'âge des jeunes participants, avec notamment deux groupes de 6 à 12 ans et de 12 à 17 ans, assurer un suivi rigoureux aux jeunes lauréats et la création d'une nouvelle catégorie se rapportant au domaine "numérique".

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT MÉTRAGE DE TIMIMOUN

Concours dédié au film mobile

Le Festival international du court métrage de Timimoun a annoncé le lancement de la compétition "Yamina Chouikh" -du nom de la cinéaste algérienne disparue en 2022-, dédiée au film mobile, selon un communiqué du commissariat du Festival. Ouvert aux jeunes cinéastes de la wilaya de Timimoun, âgés de moins de 35 ans, le concours concerne les films de fiction, documentaire, expérimental ou d'animation, tournés à l'aide d'un téléphone mobile et dont la durée ne dépassant pas 5 minutes. L'utilisation de logiciels de montage et moyens de production sont autorisés, à condition que l'ensemble des images soient filmés avec un téléphone mobile. Les organisateurs exigent aussi une "qualité d'image et de son suffisante pour une projection sur grand écran" de ces films qui doivent être réalisés au cours de l'année 2026. Ce concours se veut être un hommage à la réalisatrice

algérienne Yamina Chouikh, une figure du cinéma algérien, en reconnaissance de son parcours cinématographique, expliquent les organisateurs. Il s'inscrit dans la vision du Festival visant à faire de l'activité cinématographique une action culturelle durable tout au long de l'année, à travers l'organisation de résidences de création, de master class et de formations destinées aux jeunes de Timimoun. Une commission procédera à la

sélection des meilleures œuvres participantes qui seront projetées lors de séances spéciales au Théâtre de verdure de Timimoun, alors que les auteurs des films retenus bénéficieront d'un atelier dédié au développement de leur scénario, sous la supervision de professionnels. Les candidatures doivent être envoyées à l'adresse électronique: internationalfilmFestivaltimim@gmail.com, avant le 30 septembre prochain.

TIZI-OUZOU

Lancement de la 2^e caravane théâtrale pour enfants

La deuxième édition de la caravane de loisirs et de théâtre pour enfants, initiée par le Théâtre régional Kateb Yacine (TRTO) à l'occasion des vacances scolaires et de la saison estivale, a été lancée mercredi à Tizi-Ouzou par un spectacle inaugural présenté par le clown Minou, au sein de ce même établissement culturel. Organisé sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, avec le soutien du Fonds national d'encouragement aux arts et aux lettres et la collaboration de la Ligue scientifique de la wilaya, le coup d'envoi de cette deuxième édition a été donné au Théâtre Kateb Yacine, avec des activités de loisirs et scientifiques et un spectacle animé par le clown Minou, venu d'Alger.

DISPARITION

L'artiste EL Ghazi tire sa révérence

L'artiste algérien EL Ghazi s'est éteint jeudi à l'âge de 84 ans. Né en 1942 et formé par l'illustre cheikh Sadek El Bedjaoui, il a été une figure majeure du renouveau de la chanson moderne et sentimentale en Algérie. Découvert dans les années 1950, il a connu la consécration au début des années 1970 grâce à des succès populaires tels que Mahla Del Aachia, Achteh Achteh Ataouss, ou encore El Vavour. Fort d'une carrière riche de plus de soixante ans et reconnu pour sa voix douce, il avait reçu un grand hommage au Théâtre national algérien en 2023 pour saluer son immense contribution au patrimoine musical national.



Programme cinéma du Samedi 18 juillet

- Salle de cinéma Cosmos - Alpha (Riadh El Feth - Alger)

11h00 Backrooms VO
13h00 Evil Dead Burn VOSTFR
15h00 Poupiya
17h00 Vaiana la légende du bout du monde
19h00 Poupiya
21h00 Supergirl

- Salle de cinéma Cosmos - Beta (Riadh El Feth - Alger)

11h00 Vaiana la légende du bout du monde VOSTFR
13h00 Vaiana la légende du bout du monde
15h00 Des Minions et des Monstres
17h00 Toy Story 5
19h00 Evil Dead Burn
21h00 Evil Dead Burn VOSTFR

- TMV - Centre commercial Garden City (Chéraga - Alger)

11h00 Michael
13h20 Toy Story 5
15h40 Des Minions et des Monstres
17h45 Toy Story 5
18h25 Backrooms
19h00 The Furious
20h00 Vaiana la légende du bout du monde
21h30 Evil Dead Burn
22h25 Poupiya

- Salle Ahmed Bey (Constantine)

14h00 Backrooms
19h00 Evil Dead Burn
21h00 On l'appelait Robin des bois VOST

- Centre commercial et de loisirs Es-Senia (Oran)

• **Salle Mira**
11h15 Des Minions et des Monstres
13h15 Backrooms
20h15 Des Minions et des Monstres
22h10 Toy Story 5

• **Salle Mega**

11h00 Backrooms
13h30 Vaiana la légende du bout du monde VO
16h15 Vaiana la légende du bout du monde
19h00 Vaiana la légende du bout du monde
21h45 Backrooms

• **Salle VIP**

11h00 Vaiana la légende du bout du monde 3D
13h15 Evil Dead Burn
15h30 Des Minions et des Monstres 3D
18h15 Poupiya
22h00 Evil Dead Burn

SHANGHAI

L'Algérie devient membre fondateur de l'Organisation mondiale de l'intelligence artificielle

Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la haute-commissaire à la Numérisation, Meriem Benmouloud, a signé, jeudi à Shanghai (Chine), au nom de l'Algérie, l'accord portant création de l'Organisation mondiale de l'intelligence artificielle (OMIA), en qualité de membre fondateur.

Selon un communiqué du Haut-Commissariat à la Numérisation, cette nouvelle organisation internationale est la première institution mondiale exclusivement dédiée à l'intelligence artificielle et à sa gouvernance. Elle ambitionne de promouvoir un développement responsable, sécurisé et coordonné des technologies de l'IA à l'échelle internationale. À cette occasion, Mme Benmouloud prendra également part aux travaux de la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle 2026 (WAIC 2026), qui se tient à Shanghai du 17 au 20 juillet. La cérémonie d'ouverture est prévue en présence du président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, ainsi que de hauts responsables gouvernementaux, de représentants de différents secteurs économiques, d'universités, d'instituts de recherche et d'organisations internationales. Cette rencontre internationale sera consacrée à l'examen des dernières avancées dans le domaine de l'intelligence artificielle, ainsi qu'aux perspectives de son développement et de sa gouvernance. Les participants ambitionnent de mettre en place une plateforme favorisant la



Ph: DR

confiance mutuelle, le renforcement de la coopération internationale et l'élaboration d'un cadre commun garantissant un développement sain, sûr et maîtrisé de l'intelligence artificielle. Les organisateurs considèrent cette initiative comme une étape majeure dans l'évolution de la gouvernance mondiale de l'IA, à un moment où cette technologie occupe une place stratégique dans les transformations économiques, scientifiques

et industrielles. Le Haut-Commissariat à la Numérisation souligne que cette participation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République visant à renforcer la position de l'Algérie sur la scène numérique internationale, à accélérer la transformation numérique du pays, à accompagner les évolutions technologiques mondiales et à consolider la souveraineté numérique nationale.

NEW

FIBRE OPTIQUE TRANSSAHARIENNE

Zerrouki préside une réunion de suivi du projet stratégique africain

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé, lundi, les travaux de la réunion du Comité de liaison chargé du projet de dorsale en fibre optique transsaharienne, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui a réuni les représentants des pays partenaires du projet ainsi que les responsables des organismes et institutions nationales concernés, a constitué une étape importante pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de cette infrastructure stratégique. Les participants ont également examiné les aspects techniques et organisationnels liés au projet et étudié les moyens de renforcer la coordination et la coopération entre les différentes parties prenantes afin d'assurer la réalisation de ses objectifs dans les meilleures conditions. À cette occasion, Sid Ali Zerrouki a souligné que le projet de dorsale en fibre optique transsaharienne figure parmi les plus importants projets d'interconnexion numérique du continent africain. Selon lui, cette infrastructure moderne contribuera à améliorer les services de télécommunications et à renforcer les flux de données entre les pays concernés, favorisant ainsi le développement économique et social tout en accompagnant la transformation numérique engagée dans la région. Le ministre a également affirmé que ce projet incarne l'esprit de coopération et de solidarité entre les pays africains et traduit leur volonté commune de bâtir un espace numérique intégré. Un tel espace permettra de réduire la fracture numérique, de renforcer l'intégration régionale et de consolider les échanges numériques à l'échelle du continent.

LINKEDIN ENVAHI PAR LES CONTENUS GÉNÉRÉS PAR L'IA

Une étude alerte sur le recul de l'authenticité

Les outils d'intelligence artificielle générative étaient initialement présentés comme de simples assistants destinés à faciliter la rédaction et à aider les utilisateurs à structurer leurs idées. Toutefois, leur évolution rapide et leur adoption croissante ont profondément transformé leur rôle. Désormais, ces outils ne se contentent plus d'assister les auteurs : ils produisent eux-mêmes une part importante des contenus diffusés sur les réseaux sociaux, au détriment des publications authentiques qui constituaient la raison d'être de ces plateformes.

Cette évolution est particulièrement visible sur LinkedIn, le plus grand réseau social professionnel au monde dédié au recrutement, au partage d'expériences et au développement des relations professionnelles. Ces derniers mois, la plateforme a connu une multiplication des publications manifestement rédigées par l'intelligence artificielle, suscitant un débat croissant sur l'authenticité des contenus et la crédibilité des échanges professionnels. Une étude récente menée par la société Pangram, spécialisée dans la détection des contenus générés par l'intelligence artificielle, met en évidence l'am-

pleur de ce phénomène sur les réseaux sociaux. L'entreprise développe notamment l'un des principaux outils d'analyse permettant d'identifier les textes produits par l'IA, ainsi qu'une extension pour le navigateur Google Chrome qui informe les utilisateurs sur l'origine humaine ou artificielle des publications qu'ils consultent. L'étude a porté sur près d'un million de publications diffusées entre la fin avril et le début juillet sur plusieurs plateformes majeures, notamment LinkedIn, X, Reddit, Substack et Medium. Les résultats révèlent que 13,8 % de l'ensemble des contenus analysés ont été entièrement ou largement générés par des systèmes d'intelligence artificielle, avec des écarts significatifs selon les plateformes.

LinkedIn arrive largement en tête. Selon l'étude, 41 % des publications longues (plus de 250 mots) et 30 % des publications courtes publiées sur la plateforme sont entièrement générées par l'intelligence artificielle. Les chercheurs estiment que LinkedIn a lui-même contribué à cette progression en intégrant des fonctionnalités encourageant les utilisateurs à améliorer leurs publications grâce à l'IA. Un bouton dédié, placé sous

la fenêtre de rédaction, facilite en effet l'utilisation de ces outils et favorise leur adoption. La plateforme X occupe la troisième place du classement, avec 29 % des publications longues rédigées par l'intelligence artificielle, soit près d'un message sur trois.

LES COMMENTAIRES ÉGALEMENT CONCERNÉS

Le phénomène ne se limite pas aux publications. L'étude montre également que 23,7 % des commentaires publiés sur LinkedIn sont générés par l'intelligence artificielle, contre seulement 1,7 % sur Reddit. Cette différence s'expliquerait par la politique plus stricte de Reddit en matière de lutte contre les comptes automatisés et les comportements jugés non authentiques. Si l'étude quantifie précisément l'ampleur du phénomène, elle ne révèle pas une situation nouvelle. Depuis plusieurs mois, de nombreux utilisateurs de LinkedIn dénoncent une dégradation de la qualité des échanges sur la plateforme. Plusieurs figures influentes estiment que le réseau est désormais saturé de publications et de commentaires produits automatiquement, au point que les conversations ressemblent parfois à « un

robot qui parle à un autre robot », illustrant selon eux le recul des interactions humaines. Les critiques visent également les choix de LinkedIn, accusé de favoriser la visibilité de ce type de contenus au détriment des contributions originales. L'écrivain Mike Rosenberg résumait cette frustration dans une publication diffusée il y a plusieurs mois : « Je ne comprends pas pourquoi LinkedIn cherche à éliminer l'élément humain d'un réseau social en encourageant les utilisateurs à publier et commenter avec l'intelligence artificielle. » Selon lui, cette tendance détériore l'expérience des utilisateurs.

Il déplore notamment la prolifération de commentaires générés automatiquement qui se limitent à reformuler les publications originales sans apporter la moindre valeur ajoutée. « Qui y gagne réellement ? », s'interroge-t-il, estimant que les auteurs de ces contenus obtiennent peu d'engagement, tandis que les lecteurs se lassent progressivement d'une plateforme dont la qualité ne cesse de diminuer.

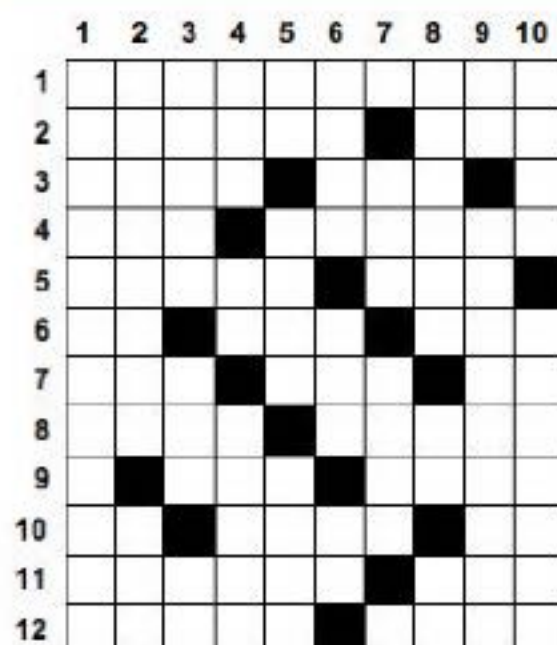
LINKEDIN RECONNAÎT LE PROBLÈME

Face à la montée des critiques,

LinkedIn a reconnu l'existence du problème avant même la publication de cette étude. En mai dernier, la rédactrice en chef de la plateforme, Laura Lorenzetti, a annoncé que l'entreprise développait de nouveaux systèmes destinés à détecter les contenus générés par l'intelligence artificielle et à réduire leur visibilité dans le fil d'actualité des utilisateurs. « L'intelligence artificielle peut être un outil utile pour améliorer la qualité de l'écriture, mais nous observons une augmentation de ce que beaucoup qualifient de contenus médiocres générés par l'IA.

Ils paraissent soignés en apparence, mais n'apportent ni point de vue, ni expertise, ni réelle valeur », a-t-elle expliqué. Elle a précisé que LinkedIn renforçait également sa lutte contre l'automatisation excessive, les contenus répétitifs et les commentaires produits massivement par des outils automatisés. Les nouveaux systèmes, développés conjointement par les équipes éditoriales et techniques, visent à privilégier les publications offrant une véritable expertise, un contexte ou une analyse originale, tout en réduisant la visibilité des contenus génériques ou répétitifs.

Mots croisés



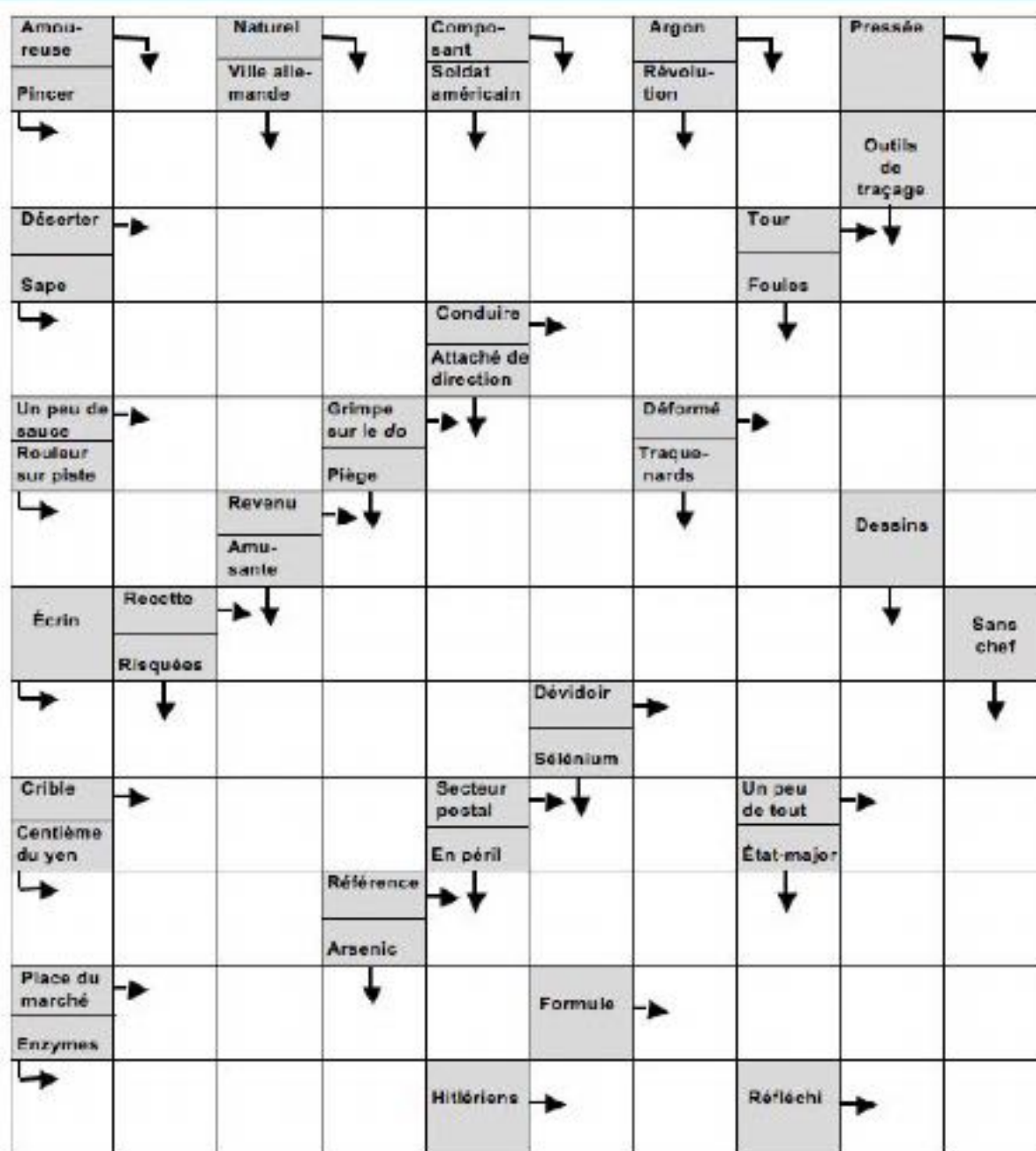
HORIZONTALEMENT

1 - Dénigreux - 2 - Araignée - En nature - 3 - Convoqua - Verre - 4 - Fait sauter - Ambitionne - 5 - Piège à poissons - Grecque - 6 - En croupe - Poisson - Mèche rebelle - 7 - Interjection (de d à q) - Lentilles - À la mode - 8 - Ville espagnole - Petit cheval espagnol - 9 - Écorce de chêne - Famille - 10 - Actinium - Mesura - En prière - 11 - Contrac-tées - Adversaire des Yankees - 12 - Séparés - Pierre de touche.

VERTICALEMENT

1 - Surprenant - 2 - Inscription funéraire - Durillon - 3 - Lourdes, elles ne sont bonnes à rien - Terme de tennis - De suite - 4 - Vallée engloutie - Laisse rêveur - Minée - 5 - Argon - Poète grec ancien - Arrivées en criant - 6 - Pieds de vigne - Désert - Sbiros d'Hitler - 7 - Trou mural - Forme d'être - 8 - Essence - Parole d'enfant - Largeur de calicot - 9 - Abruti sans abri - Racommodées - 10 - flux de moutons - Revenu.

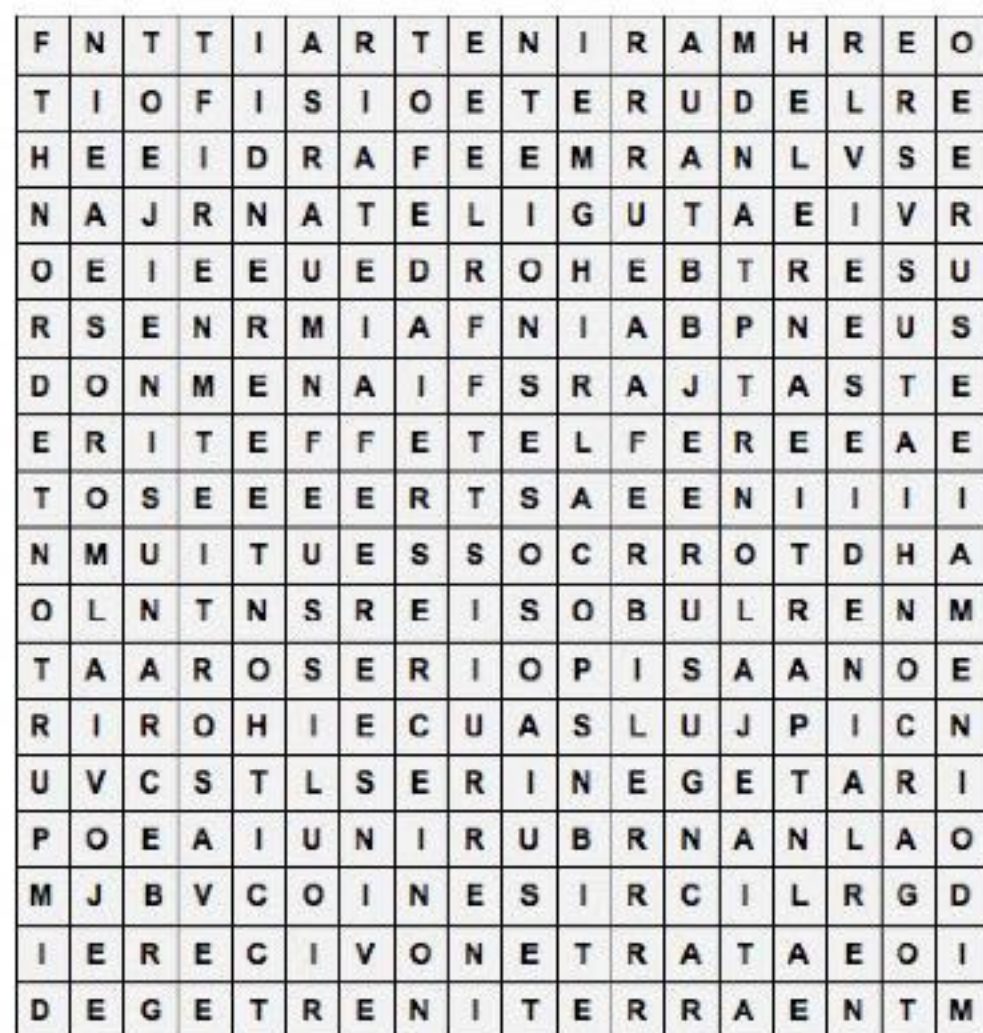
Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Faiseur de miracles (11 lettres)



N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois

ARMEE - ARRET - ASTRE - BAIN - BALLE - BURIN - COIN - COSSE - CRISE - DEBAT - DIESE - DURETE - ECRAN - EFFET - EVENT - FAIM - FARD - FIERE - GALET - GARÇON - GILET - HAINE - HIATUS - MONTE - HORDE - IDOINE - IMPUR - INERTE - ISSUE - JALON - JARS - JOVIAL - LAINE - LIBRE - LIVRE - MAIE - MARINE - MORNE - MOROSE - NAÏF - NAIN - NORD - NOVICE - OISIF - ORVET - OSIER - PARTIE - PRISE - POIRE - REJET - REFLET - RENTE - RUSE - SAUCE - SERIN - SORTIE - TARTE - TONTE - TRAIT - UNION - USINE - USURE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

1. Énergumène - 2. Nationales - 3. Crée - Ille - 4. RR - Nèfle - 5. O.E.N - Noë - Le - 6. Amer - Air - 7. TGV - Émaner - 8. Épar - Ira - 9. Lasse - Of - 10. Ététée - LCI - 11. Nô - Arrière - 12. Tir - Tartes.

VERTICALEMENT :

1. Encroûtement - 2. Narre - Gp - Toi - 3. Été - Navale - 4. Rien - Rata - 5. Go - Énée - Sert - 6. Uniformisera - 7. Malle - Are - Ir - 8. Elle - Ana - Let - 9. Née - Lie - Ocre - 10. Es - Terrifiés.

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT :

Corroborer - Narration - Esse - Tés - Têtes - Tas - Be - S.P - Sam - Rs - Atèles - Anerie - E.N.A - Émises - Eu - Rê - Es - IL - Année - Ino - Dais - Essen.

VERTICALEMENT :

Consternée - Rase - Sem - Aï - Arrêts - Riens - Or - Épaisse - Ébats - Tee - EE - Ôte - Se - Si - Éristale - Lis - E.O - Amène - Né - Ornes - Saumon.

MOTS MASQUÉS
CONTRITION

**Recette
du jour****Saumon poêlé et sa
sauce****Ingrédients (pour 6 à 8
personnes):**

- des morceaux de saumon avec la peau
- une noix de beurre
- 2 3 gousses d'ail dégermées et rapées finement
- du poivre blanc et du sel

Crème :

- 10 cl de lait
- sel et poivre blanc,
- 60 g de fromage blanc et
- 2 càs de crème de fromage (genre kirl ou philadelphia)
- 1 càs d'anneth

Préparation de la crème :

mettre tous les ingrédients sauf l'anneth dans une casserole sur feu moyen et cuire jusqu'à ce que le fromage soit fondu, retirer du feu et ajouter l'anneth, couvrir et réserver.

Préparation du saumon :

Chauffer une poêle antiadhésive sur feu moyen, y déposer la noix de beurre

et mettre les pavés de saumon côté peau en

dessous, saler et mettre Les retirer, les mettre de l'ail sur chaque dans une assiette, morceau, cuire 5 min napper... et déguster retourner...

Avec un couteau retirer la peau, elle se détachera facilement...gratter aussi (délicatement) toute la partie grise...saler...

Les retourner une fois de plus, poivrer (poivre blanc) et ajouter un peu de sel aussi, les laisser 3 min et ensuite les retourner et cuire 3 autres min sans oublier de saler et de poivrer...

Note du chef

on peut accompagner avec: du riz, fondu d'épinard, des pâtes, purée de pomme de terre... d'olive 1/4 tasse d'eau

**Gâteau du Jour****BAKLAWA****INGRÉDIENTS**

- 1 paquet de 20 feuilles de filo.
- 1 kilo de miel maison ou du commerce.
- 250 gr de ghee (beurre débarrassé de son lait).
- Pour la farce:
- 3 bols de cacahuètes grossièrement moulues et torréfiées au four.
- Extrait d'amande amère.
- 1/2 bol de sucre.
- 1 càs de beurre fondu.
- Eau de fleur d'oranger.

- Vanille ou cannelle ou citron (j'ai mis un peu de cannelle et de la vanille).

- 1 pincée de sel (pour faire ressortir le goût sucré), facultatif.

Pour la pâte maison:

- 250 gr de farine.
- 50 gr de beurre fondu.
- Eau de fleur d'oranger pour ramasser la pâte.
- 1 pincée de sel.

Préparation:

Tout d'abord, on va préparer la pâte maison car elle doit reposer. L'idéal étant de la préparer la veille et la laisser au RÉFRIGÉRATEUR toute la nuit. Mélangez les ingrédients en travaillant bien la farine et le beurre fondu entre les mains, puis ajouter, la vanille, la pincée de sel



et arroser d'eau de fleur d'oranger jusqu'à obtenir une pâte lisse et ferme. Travailler celle-ci jusqu'à ce qu'elle devienne bien souple et élastique. Couvrir d'un film plastique et réserver. Préparation de la farce: Mélangez tous les ingrédients ensemble puis rajoutez progressivement l'eau de fleur d'oranger en mélangeant du bout des doigts.

Montage de la baklava:

Il y a différentes sortes de feuilles de filo. Elles sont en général rectangulaires plus ou moins larges. Les miennes mesuraient environ 30 x 40 cm, et mon moule 30 cm de diamètre donc parfaitement bien adaptées. Prendre délicatement la première feuille et la déposer dans le moule déjà beurré. Badigeonnez de ghee. Prendre une deuxième et la déposer sur la première. Badigeonnez de nouveau de ghee. Continuez ainsi jusqu'à la 9ème (la 10ème pour moi) pour moi feuillet. Ajoutez la farce en l'égalisant bien. Couvrir de nouveau avec 7 autres feuilles (10 pour moi) en badigeonnant bien chaque feuille. Pour la dernière étalez la pâte maison en une fine feuille. L'étaler délicatement en prenant soin de ne pas faire de trou.



Découpez les bords en laissant 1 cm de hauteur. Coupez vos baklava en losanges ou carrés. Avec un emporte-pièce j'ai coupé des petites fleurs et des petites feuilles que j'ai déposées au centre puis j'ai piqué avec une amande au centre.

Badigeonnez de beurre ou de ghee toute la surface et mettez à cuire à four th. 180 environ 45 min. Retirez le plateau lorsque la baklava est bien dorée. Aussitôt, versez le miel parfumé à l'eau de fleur d'oranger, qui va être absorbé. Couvrir le plateau et laissez 24h. Le lendemain, découpez vos baklava et mettez dans des caissettes. Dégustez.

Conseil du jour**4 remèdes empruntés
à mamie pour calmer
le rhume des foies**

- 1) La camomille.
- 2) Du citron.
- 3) L'ortie.
- 4) Le vinaigre de cidre associé au miel contre le rhume des foies.

**Le
saviez-
vous ?****MANQUE D'APPÉTIT LE MATIN**

Ne pas avoir d'appétit le matin est souvent le signe d'hormones du stress trop élevées comme le cortisol, ce qui supprime tes signaux de faim. Un petit déjeuner équilibré dans l'heure qui suit ton réveil peut balayer ton stress, gérer ta glycémie et équilibrer tes hormones.

**Bon à savoir !
LUTTE CONTRE L'HYPERTENSION**

Grâce à sa forte composition en potassium, LE CITRON permet de contrôler la pression artérielle, réduire les sensations de nausée et de douleur, mais aussi d'assouplir la rigidité des vaisseaux sanguins. Boire de l'eau citronnée permet de réduire sa tension artérielle.

Astuce du jour:**COMMENT RATTRAPER UN
PLAT TROP SALÉ?**

la pomme de terre peut aussi vous sauver la mise. Si la recette s'y prête, vous pouvez également rattraper un plat trop salé en ajoutant un morceau de sucre ou un peu de vinaigre: l'acidité va rééquilibrer les saveurs.

**CITATION
DU JOUR**

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

Le Courrier
Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

**« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »**

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux**Tizi Ouzou :**

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble

Kheerouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

JO 2028 :
lancement
de recrutement
de 60.000
volontaires

Le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Los Angeles 2028 (LA28) a officiellement lancé son programme de recrutement de volontaires, ouvrant les candidatures pour constituer une équipe pouvant compter jusqu'à 60.000 personnes, à deux ans de la cérémonie d'ouverture des Jeux, a indiqué mercredi, le Comité international olympique (CIO). Baptisé "LA28 Volunteer Crew", le programme permettra aux volontaires de participer à l'organisation des Jeux dans de nombreux domaines, notamment la gestion des compétitions, les transports, les cérémonies, la communication, les technologies, les services médicaux et l'accueil des spectateurs. La majorité des missions se déroulera à Los Angeles, mais des volontaires seront également mobilisés à Oklahoma City, qui accueillera les épreuves de softball et de canoë slalom, ainsi que dans plusieurs villes américaines hôtes des tournois olympiques de football. "Les athlètes sont au cœur des Jeux, mais c'est le dévouement de dizaines de milliers de volontaires qui crée l'ambiance, l'hospitalité et le sentiment d'appartenance qui rendent chaque édition si particulière", a déclaré Nicole Hoevertsz, présidente de la commission de coordination du Comité international olympique (CIO) pour LA28, à l'occasion du lancement du programme. Le comité d'organisation a également annoncé la nomination de la légende américaine de l'athlétisme Carl Lewis comme ambassadeur officiel du programme de volontariat. Le nuplé champion olympique a invité le public à rejoindre une aventure qu'il a qualifiée d'"historique", soulignant que "la magie des Jeux olympiques ne tient pas seulement aux athlètes, mais aussi à toutes les personnes qui les soutiennent".

Démantèlement à Sétif d'un réseau criminel spécialisé dans l'escroquerie via Internet

Les services de la Brigade de lutte contre la cybercriminalité de la sûreté de wilaya de Sétif ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel composé de trois individus, spécialisé dans les escroqueries commises à l'aide des technologies de l'information et de la communication (TIC), selon un communiqué émanant jeudi, de ce corps constitué. Selon la même source, cette affaire a été déclenchée à la suite d'une plainte déposée par un citoyen ayant été victime d'une escroquerie ayant entraîné le détournement d'une somme d'argent de son compte courant postal (CCP). Des investigations approfondies ont été immédiatement engagées sur la base des informations fournies par la victime, a ajouté la même source. Grâce à l'exploitation des moyens techniques disponibles, les enquêteurs sont parvenus à identifier les suspects et à localiser leur lieu de résidence,



a indiqué la même source. En coordination avec le parquet territorialement compétent, trois suspects, âgés de 21 à 24 ans, dont un repris de justice, ont été interpellés, selon le communiqué. Les perquisitions effectuées à leurs domiciles ont permis la saisie de téléphones portables, de cartes SIM utilisées dans leurs activités frauduleuses ainsi que d'une somme de 32.000 DA, a précisé le communiqué. L'enquête a révélé que

les mis en cause escroquaient leurs victimes en se faisant passer pour des employés d'Algérie Poste et les contactaient en prétextant une opération de mise à jour et de sécurisation de leur carte Edahabia, avant de leur demander les informations confidentielles figurant sur cette dernière. Les escrocs utilisaient ensuite le code de confirmation reçu par les victimes sur le numéro de téléphone associé à leur carte pour accéder à l'appli-

cation BaridiMob, puis transféraient les fonds de leurs comptes CCP vers un autre compte postal utilisé dans le cadre de leurs activités criminelles. Dans le cadre de la procédure, les services de police judiciaire ont également engagé les démarches nécessaires pour le gel provisoire des avoirs déposés sur le compte CCP exploité par les mis en cause, dont le solde dépassait 877.000 DA, a ajouté la même source. A l'issue des procédures légales, les trois suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sétif pour "escroquerie au moyen des technologies de l'information et de la communication dans le cadre d'une organisation criminelle", conclut le communiqué.

Le maillot de Pelé lors de la finale du Mondial-1958
vendu 4,9 millions de dollars

Un maillot porté par Pelé lors de la première finale de Coupe du monde remportée par le Brésil en 1958 a été vendu aux enchères jeudi à New York pour 4,9 millions de dollars, a annoncé Sotheby's. Alors âgé de 17 ans, celui qui allait être surnommé le "Roi" avait marqué deux buts de la Selecao face à la Suède, le pays hôte de la compétition (5-2), après une demi-Nascimento de son nom de naissance - lors de la finale de 1958 avait été offert par le joueur à son coéquipier et ami Dida. Il avait été conservé pendant des décennies dans la famille de ce dernier, montant non précisé. Vendu après dix enchères de la part de cinq enchérisseurs, à une personne qui n'a pas été identifiée, le maillot devient ainsi le deuxième le plus cher au monde, précise la maison de vente. Le record de 9,3 millions de dollars reste détenu par le maillot porté par Maradona le 22 juin 1986 à Mexico lors du mythique quart de finale face à l'Angleterre. L'Argentine avait remporté le match 2-1 grâce à deux buts légendaires du joueur dont l'un de la main, accordé par l'arbitre.

Mobilis lance une caravane itinérante pour mesurer les performances de l'Internet sur son réseau 5G

Le Président-directeur général de l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, Chouki Boukhazani, a procédé, mercredi à Tlemcen, au lancement d'une caravane itinérante destinée à effectuer des mesures de débit de l'Internet sur le réseau 5G. Cette initiative parcourra plusieurs wilayas de l'ouest du

pays. Lors d'une rencontre consacrée à la présentation des réalisations et des nouvelles offres de l'entreprise, M. Boukhazani a indiqué que cette caravane est composée de bus équipés de matériels de pointe, notamment d'écrans connectés et de systèmes automatisés permettant de mesurer la vitesse, la qualité du

débit Internet ainsi que la continuité de la couverture du réseau 5G. Il a ajouté que Mobilis "occupe la première place sur le réseau 5G après l'obtention de la bande de fréquences de 2,6 GHz, destinée à renforcer les performances des réseaux 4G et 5G".

Selon lui, cette fréquence offre à l'opérateur une capacité supplémentaire, des performances accrues et une meilleure expérience utilisateur, en particulier dans les zones urbaines à forte densité de population et les sites où le trafic de données est impor-

tant. La caravane est appelée à parcourir les wilayas d'Ain Temouchent, de Sidi Bel-Abbes, de Mascara, de Saïda et de Tiaret, afin de réaliser des mesures de terrain sur les performances du réseau 5G et de faire connaître aux clients et aux citoyens les nouvelles offres proposées par l'entreprise. M. Boukhazani a également annoncé le lancement de l'offre "Révolution", qui regroupe trois innovations au sein d'un même écosystème de services de télécommunications, de messagerie et d'Internet.

Le coût d'une alimentation saine augmente de 25 % en cinq ans dans le monde

Le coût d'une alimentation saine a fortement progressé à l'échelle mondiale, privant encore 2,69 milliards de personnes d'un accès financier à une alimentation équilibrée, selon les données de l'Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), relayées jeudi par des médias. L'organisation estime que "ce coût s'élève désormais à 4,28 dollars par personne et par jour, contre un niveau inférieur cinq ans auparavant. "En conséquence, 2,69 milliards de personnes (...) ne peuvent toujours pas se permettre d'avoir une alimentation saine", a déclaré Maximo Torero Cullen, chef économiste de la FAO, lors d'une conférence de presse mercredi au siège de l'ONU. Selon les données de l'organisation, les aliments de base, notamment les céréales et les légumineuses, représentent 13 % du coût d'une alimentation saine. Les produits d'origine animale comptent pour près de 30 %, tandis que les fruits et légumes représentent environ 16 % du coût total. Pour réduire les prix, la FAO recommande de développer davantage la production locale et de renforcer les infrastructures alimentaires. Selon l'organisation, une production davantage orientée vers les marchés locaux pourrait réduire le coût d'une alimentation saine de 34 % au niveau mondial et de près de 80 % en Afrique.

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Chacal et la Hyène (8)



AUX POINGS

MISE

"Pour la première fois peut-être, nos amis allemands évoquent l'approvisionnement de l'Allemagne en gaz et nous, en tant que fournisseur de l'Europe, sommes considérés comme un fournisseur fiable qui ne se dérobe jamais à ses engagements"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune





Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 17 km/h
Humidité : 32%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 12 km/h
Humidité : 47 %

PROTECTION CIVILE

147 départs de feu en 24 heures

La canicule qui frappe le pays de plein fouet continue d'attiser les incendies particulièrement intenses. Depuis plusieurs jours, les éléments de la Protection civile, appuyés par les moyens aériens et les différents services de l'État, mènent une course contre la montre pour contenir les flammes qui menacent des habitations, des exploitations agricoles et des espaces forestiers.

Au cours des dernières 24 heures seulement, pas moins de 147 incendies ont été enregistrés à travers plusieurs wilayas, touchant les forêts, les maquis, les broussailles, les cultures agricoles et les palmeraies.

Selon un bilan de la Direction générale de la Protection civile, 108 foyers ont été totalement maîtrisés, tandis que 20 autres étaient, à l'heure où nous mettions sous presse, sous surveillance permanente afin d'éviter toute reprise. Hier, les secours poursuivaient toujours leurs efforts pour venir à bout des 19 incendies qui étaient encore actifs. Sur le terrain, les interventions se sont poursuivies sans relâche. À Béjaïa, les équipes sont restées mobilisées dans les communes de Chemini, Akfadou et Ouzellaguen, avec l'appui des bombardiers d'eau et des colonnes terrestres. Par mesure de précaution, 10 familles, soit une quarantaine de personnes, ont été évacuées.

La situation demeurerait également préoccupante dans la wilaya de Blida, où



PH : DR

les incendies continuaient de progresser dans les communes de Bouinan, Hammam Melouane et Ouled Yaïch. Les moyens de lutte ont été renforcés par les colonnes mobiles de Chlef et de Médéa ainsi que par les avions bombardiers d'eau. Face à l'avancée des flammes, 200 familles, représentant près de 1 000 personnes, ont été mises à l'abri. À Bouira, les secours interviennent toujours dans la commune de Maâla. Le bilan humain fait état de 39 familles évacuées et de 19 personnes hospitalisées, dont 4 souffrant de brûlures légères, 13 incommodées par les fumées et une victime présentant des fractures. À noter que les dégâts sont particulièrement lourds à Souk Ahras, où les flammes ont entièrement détruit 12 habitations de plein pied dans la commune d'Ouled Moumène. Le sinistre a également entraîné la perte de 50 chèvres, tandis que 4

familles sinistrées ont été relogées. D'autres foyers sont restés actifs à Tlemcen, Saïda, Skikda, Annaba, Médéa et Boumerdès, où les opérations d'extinction se poursuivaient avec d'importants moyens humains et matériels. À Skikda, une vingtaine de familles ont été évacuées, contre douze à Boumerdès.

LA VIGILANCE RESTE MAXIMALE

Des équipes assurent une surveillance continue dans plusieurs wilayas, notamment à Béjaïa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Médéa, Mascara, Bordj Bou Arréridj, Boumerdès, Skikda, Blida et Bouira, afin de prévenir toute reprise des incendies. Cette nouvelle vague de feux illustre une fois de plus les effets conjugués des températures extrêmes, de la sécheresse et des vents qui favorisent la propagation rapide des flammes. Depuis plusieurs jours, les agents de la Protection civile sont engagés dans un combat ininterrompu, multipliant les interventions au péril de leur sécurité pour protéger les populations, les habitations et le patrimoine forestier national. Leur mobilisation, soutenue par les moyens aériens et les colonnes mobiles venues en renfort de différentes wilayas, demeure déterminante face à une situation qui reste évolutive tant que les conditions météorologiques demeurent défavorables.

Ania N.

DES TEMPÉRATURES PROCHES DE 50°C DANS PLUSIEURS WILAYAS

Le thermomètre explose

Une importante vague de chaleur frappe depuis hier plusieurs régions d'Algérie et se poursuivra jusqu'à demain dimanche, selon des bulletins météorologiques spéciaux émis par les services de l'Office national de la météorologie. Des alertes de niveau trois (rouge) et de niveau deux (orange) ont été déclenchées face à la hausse exceptionnelle des températures.

Dans les wilayas placées en vigilance rouge, les températures dépasseront les 48°C dans plusieurs régions du Nord, notamment à Relizane, Chlef, Aïn Defla, Skikda, Annaba, El-Tarf et Guelma. Cette situation se poursuivra aujourd'hui jusqu'à 18h. Une autre alerte rouge concerne les régions sahariennes, où les températures pourraient atteindre des records de 49°C dans les wilayas de Biskra, Ouled

Djellal, El-Meghaiër, Tougourt, El-Oued et Ouargla. Cette vague de chaleur intense devrait se maintenir jusqu'à demain. Par ailleurs, plusieurs wilayas sont placées en vigilance orange en raison de températures très élevées. Les régions du sud d'Aïn Témouchent, d'Oran, de Mostaganem, de Tipasa, d'Alger et de Boumerdès pourraient enregistrer entre 39 et 41°C, tandis que d'autres zones pourraient connaître des pics allant de 42 à 44°C. La vigilance orange concerne également de nombreuses wilayas où le mercure devrait osciller entre 44 et 46°C, avec des pointes locales pouvant atteindre 48°C. Sont notamment concernées Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda, Mascara, Tiaret, Tissemsilt, Médéa, Blida, Djelfa, M'Sila, Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif, Mila, Bordj Bou Arréridj, Constantine, Souk Ahras, Batna, Khenchela, Oum El-Bouaghi et

Tébessa. Les wilayas de Relizane, Chlef, Aïn Defla et Guelma restent également sous vigilance orange, avec des températures pouvant varier entre 45 et 47°C et dépasser localement les 48°C. Sur les régions côtières de l'Est, notamment Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf, les températures devraient atteindre 40 à 44°C, avec des pics locaux pouvant aller jusqu'à 46 ou 48°C. Face à ces conditions météorologiques extrêmes, les services concernés recommandent aux citoyens de limiter les déplacements durant les heures les plus chaudes, de s'hydrater régulièrement, d'éviter l'exposition prolongée au soleil et de prendre les précautions nécessaires, notamment pour les personnes âgées, les enfants et les personnes souffrant de maladies chroniques.

Ania N.

ALORS QUE DES FAMILLES PALESTINIENNES Y ONT ÉTÉ EXPULSÉES

L'ONU réaffirme l'illégalité des colonies en Cisjordanie

Les forces de l'occupation sioniste ont contraint des civils palestiniens à quitter leurs terres agricoles dans la localité d'Al-Khader, au sud de Beit Lahm, en Cisjordanie occupée. Selon la même source, des familles palestiniennes ont d'abord tenté de résister aux attaques menées par des colons sionistes. Toutefois, l'arrivée des militaires de l'occupation a forcé les habitants à évacuer leurs terres sous la menace des armes. Ces expulsions s'inscrivent dans un contexte marqué par la multiplication des agressions perpétrées quotidiennement par les colons, avec le soutien des forces de l'occupation, contre les Palestiniens et leurs biens en Cisjordanie occupée. Ces attaques visent, selon des observateurs, à pousser les habitants palestiniens à abandonner leurs terres au profit de l'expansion des colonies.

Parallèlement, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a réaffirmé que l'ensemble des colonies israéliennes implantées en Cisjordanie occupée, y compris à ElQods occupée, ainsi que les infrastructures qui leur sont associées, sont dépourvues de toute légitimité juridique et constituent une violation flagrante du droit international ainsi que des résolutions pertinentes des Nations unies. Lors de son point de presse quotidien, le porte-parole du secrétaire général, Stéphane Dujarric, a indiqué que M. Guterres s'était déclaré profondément préoccupé par la décision des autorités de l'occupation d'accorder à la colonie de « Givat Ze'ev », située en Cisjordanie occupée, le statut administratif de « ville ».

Le porte-parole a souligné que cette nouvelle classification administrative ne modifie en rien le statut juridique de cette colonie au regard du droit international, celle-ci demeurant implantée sur un territoire palestinien occupé.

M. Seghilani

SOUS-RIRE

L'Algérie pleure ses enfants de Mohammadia



Reposez en paix
petits anges

Be/Kademi